

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DES LETTRES

FÉMINISME
ET
TRAVAIL FÉMININ
dans les Doctrines et dans les Faits

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

LE VAN KIM

Ingénieur civil des Ponts et Chaussées

Licencié ès-Lettres, Licencié en Droit

MARCEL GIARD

LIBRAIRE-ÉDITEUR

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

PARIS (5^e)

—
1926

FÉMINISME
ET TRAVAIL FÉMININ
DANS LES DOCTRINES ET DANS LES FAITS

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DES LETTRES

FÉMINISME

ET

TRAVAIL FÉMININ

dans les Doctrines et dans les Faits

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

LE VAN KIM

Ingénieur civil des Ponts et Chaussées

Licencié ès-Lettres, Licencié en Droit

MARCEL GIARD

LIBRAIRE-ÉDITEUR

16, RUE SOUFFLOT, ET 12, RUE TOULLIER

PARIS (5^e)

1926

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

En scrutant l'histoire des premières années du XIX^e siècle et celle des premières années du XX^e, on peut se rendre compte que nos inquiétudes restent identiques à travers les temps. Cependant les structures de la société au cours de ces périodes sont essentiellement dissemblables.

Le XVIII^e siècle rationaliste, s'est illustré avec l'esprit du doute, celui de la critique, le désir de tout comprendre et de tout expliquer, la défiance absolue vis-à-vis des idées traditionnelles et des institutions établies, l'ardeur à tout démolir comme à exalter l'esprit individualiste. Il est né d'un tel héritage cette inquiétude universelle à laquelle sont dûs nos successives révolutions, le languissant mal du siècle et la réaction romantique sur les ruines d'une implacable philosophie. Mais il en est encore résulté autre chose : les multiples inventions et les innombrables découvertes dans le domaine de la science, de la mécanique, dont la transformation de l'industrie et la métamorphose de nos formes d'activité sont les conséquences directes.

Mais si l'inquiétude de XIX^e siècle vient de ce que l'on a trop espéré de la philosophie, et de la philosophie seulement, celle du XX^e vient, elle, de ce l'on a trop obtenu du progrès purement matériel, mais du progrès purement matériel seulement. L'essor prodigieux de la plupart des

nations dans le domaine économique, au début de ce siècle ; l'ère de prospérité matérielle inconcevable qui a sonné pour beaucoup d'entre elles n'ont pas empêché les penseurs — et ils furent nombreux — de dénoncer le malaise moral dont fut accablée une grande partie de l'univers.

Si le volcan fut, dans les temps passés, ouvert par la philosophie, selon l'expression de Fourier, l'incertitude de notre début de siècle dérive d'une révolution purement matérielle. Ainsi après un siècle d'individualisme et de progrès économique, le sentiment se fit unanime pour traduire la même angoisse et les mêmes scepticismes. Parmi les causes de ce malaise moral, un auteur moderne a distingué celle-ci (1) : « L'évolution du dernier siècle a manqué d'harmonie. Cette époque géniale qui apprit à dominer la matière n'a pu trouver ses voies spirituelles. Les générations qui subjuguèrent les forces de la nature et en tirèrent d'innombrables richesses, ont tâtonné dans le domaine éthique. Elles n'ont su trouver la solution du problème qu'elles avaient suscité en bouleversant les formes du travail et en développant les rapports mondiaux : la question sociale avec ses deux faces tournées vers la vie des hommes et la vie des peuples. Pareil spectacle n'a rien d'extraordinaire en lui-même. L'histoire nous montre que l'essor matériel et le progrès moral ne marchent que très rarement de pair. Presque toujours l'un devance l'autre. » Dans l'histoire de la vie des peuples le malaise universel a rendu possible la plus effroyable des

(1) M. le professeur R. Redslob, *Histoire des grands principes du Droit des gens depuis l'antiquité jusqu'à la veille de la grande guerre*. Paris, Rousseau, 1923, p. 557.

guerres. Du côté de la vie des hommes le malaise moral est inséparable des deux grandes questions qui ont remué depuis plus d'un siècle bien des nations, la question ouvrière et la question féminine.

Nous entendons par là les innombrables problèmes que posent la condition morale et les conditions de vie matérielle de la classe laborieuse ouvrière et du sexe féminin. « Un état social qui engendre le Socialisme a sans doute mal servi les intérêts du peuple, s'il engendre le féminisme c'est qu'il a mal servi les intérêts féminins... Le féminisme arrive en son temps pour exprimer une nuance nouvelle de l'inquiétude humaine » (1).

Si la question ouvrière en elle-même englobe le sort d'une grande partie de notre laborieuse humanité, les problèmes féminins intéressent la moitié de l'humanité entière, cette moitié qui chez aucun peuple ni dans aucun temps n'est jamais restée oisive. En ne considérant que le travail féminin, il y a non seulement l'ouvrière dont le sort comme travailleuse est semblable pour une part à celui de son compagnon l'ouvrier, mais encore la servante, puis aussi l'employée pour ne citer que les degrés les plus encombrés de l'échelle sociale. Mais par dessus la travailleuse il y a la femme toujours, la ménagère bien souvent. La condition de la femme dans la société moderne constitue donc un sujet extrêmement vaste à tel point même que des auteurs de toutes les opinions lui attribuèrent un grand rôle dans le mouvement de réforme sociale. Fourier ne nous a-t-il pas déjà dit : « L'extension

(1) Marthe Borély, *Le génie féminin français*, Paris, 1917, p. 186, p. 5.

des privilèges des femmes est le principe de tous progrès sociaux » (1). Frédéric Le Play a également écrit : « La situation acquise aux femmes dans la famille et dans la société influe plus que toute autre cause sur les mœurs et sur les progrès d'une nation » (2). C'est encore l'avis de P. Gide : « Nul changement ne s'est accompli dans la situation particulière de la femme sans réagir aussitôt sur la société tout entière » (3). Et, plus près de nous, un auteur moderne a écrit ceci : « Je n'exagérerais pas en assignant au féminisme le premier rang parmi les causes du malaise moral qui opprime l'univers entier. Je n'exagérerais pas en posant comme principe qu'il contient le germe de tous les problèmes actuels sans exception » (4).

Des transformations profondes se sont produites dans la condition politique des femmes, en ces dernières années, dans divers pays et en divers points du globe, mais la France, occupée par bien d'autres questions, est restée en retard dans cette voie. Des auteurs cependant ont indiqué de multiples autres causes de cette situation. Ils se sont évertués à invoquer des raisons purement économiques.

L'émancipation de la femme américaine, disent-ils, n'a pas d'autre cause que l'indépendance économique exigée par les circonstances et qu'elle posséda dès l'origine du peuple américain. L'émancipation de la femme anglaise n'est pas indépendante du développement de la grande industrie et du fait brutal que l'Angleterre compte

(1) Fourier, *Théorie des Quatre Mouvements*, Paris, La Phalange, p. 196.

(2) P. Le Play, *La Réforme Sociale*, 2 vol., Paris, 1864. Introduction.

(3) P. Gide, *Etude sur la condition privée de la femme*, Paris, Larose, 1885, p. 7.

(4) Henry Spont, *La femme dans la France de demain*, Paris, 1917.

dans ses manufactures trois ou quatre fois plus d'ouvrières qu'en France. Faudrait-il alors excepter le cas de l'Allemagne venue plus tard que la France à la grande industrie et la devançant cependant quand il s'agit d'étendre la liberté des femmes ?

Pour expliquer cette anomalie, des auteurs ont invoqué le caractère spécial du peuple germanique. P. Leroy-Beaulieu (1) n'a-t-il pas mentionné dans son ouvrage sur le *Travail des femmes au XIX^e siècle* un passage déclamatoire de Herder : « Le vieux Germain, même dans ses incultes forêts, reconnut la noblesse de la femme et sut honorer en elle les plus belles qualités de son sexe : la prudence, la fidélité, la grandeur d'âme, la chasteté... Fille de la Germanie, vénère la gloire de tes aïeules : chez peu de nations l'Histoire redit ce qu'elle redit de tes aïeules, chez peu de nations l'homme a autant honoré la vertu de la femme que chez les vieux Germains : esclaves chez la plupart des peuples ; des amies et des conseils étaient tes mères dans leurs familles et toute noble femme l'est encore aujourd'hui parmi nous. »

Mais c'est alors mettre au second plan la raison économique. Sans négliger la nature sentimentale du caractère germanique, il ne faut pas cependant oublier que dès l'aube du Moyen-Age et peut-être en raison même de ce caractère sentimental de toute une race, autant qu'en raison des nécessités économiques, la femme allemande a participé librement au commerce et à l'industrie de son

(1) Paul Leroy-Beaulieu, *Le Travail des femmes au XIX^e siècle*, Paris, 1873.

mari, qu'elle a bénéficié d'une sphère d'activité élargie que sanctionnent le droit et l'opinion. En dernier lieu, si le féminisme français avait pendant longtemps engagé la lutte sur le terrain politique, il ne manquait pas d'avouer que la complète émancipation de la femme dépend surtout de son émancipation économique. C'est à l'évolution économique, déclarait-il, à régler, un jour, « comme cela est inévitable, la douloureuse question de l'inégalité des sexes » (1). Le féminisme étranger professait d'ailleurs la même opinion. « Tant que la femme restera dépendante au point de vue économique, tous les droits civils politiques et sociaux n'auront aucune valeur pour elle » (2).

Ne lisons-nous pas aussi dans *Le Féminisme français* de Charles Turgeon (3) l'affirmation suivante. « La question féministe est, pour une large part, une question économique ? » Pour le socialisme scientifique, une telle affirmation est toute naturelle.

Cependant, vouloir expliquer la situation de la femme par des causes purement économiques, c'est, croyons-nous, se condamner à l'avance à ne voir qu'une fraction minime et transformée du problème, c'est négliger systématiquement des causes irréductibles pour une part à la pure économie : des causes morales, religieuses ou politiques. Aucune catégorie de ces causes n'agit seule et indépendamment des autres. La rapidité d'adaptation de la

(1) Mme Avril de Sainte-Croix, *Le féminisme*, Paris, Giard et Brière, 1907, p. 37.

(2) Mlle Aletta Jacobs, *La femme moderne*, Revue encyclopédique, Larousse, 1896.

(3) Charles Turgeon, *Le féminisme français*, 2 vol., Paris, Larose, 1907, p. 341.

femme américaine et son activité productive ne suffisent pas à expliquer la situation privilégiée qu'elle possède de très bonne heure sur le nouveau continent. D'autres femmes, en d'autres temps et sous d'autres cieux, ont eu le même sort honorable sans avoir à passer par les mêmes épreuves. Au point de vue moral la femme américaine de ces temps héroïques n'a pas été seulement l'épouse et la mère, le bras droit de son mari, la compagne de toutes ses fatigues, la consolatrice de toutes ses peines, c'est encore et surtout un « agent de culture et d'affinement ».

« Au milieu d'aventuriers exposés à oublier toutes les valeurs morales et à les sacrifier à l'âpre poursuite du gain acquis sans scrupule, la femme apportait la stabilité du foyer ainsi que le souvenir de mœurs plus délicates et d'un idéal plus élevé » (1). Au point de vue religieux, n'a-t-on pas dit que des deux dogmes primordiaux du christianisme, le péché originel et la grâce, il ne reste rien dans le christianisme américain. C'est une transformation analogue qui contribue à distinguer la femme américaine de sa sœur française, restée sous l'égide de l'Eglise catholique, acceptant comme un dogme sacré la subordination à la puissance maritale.

L'Eglise réformée, l'une des grandes forces morales des Etats-Unis, a toujours favorisé l'émancipation de la femme dans l'ordre intellectuel.

En passant à l'ordre politique, nous constatons tout d'abord la continuité de l'enthousiasme démocratique aux Etats-Unis. N'y eut-il pas au contraire, en France, alors

(1) G. Richard, *La femme dans l'histoire*, p. 316.

même que les principes égalitaires avaient remué la masse des hommes, un Rousseau, un Napoléon, un Proudhon, un Auguste Comte pour proclamer que la place de la femme est au foyer ? Et l'influence de chacun de ces hommes dans leurs sphères respectives fut tellement considérable qu'elle étouffa complètement la pétition des femmes pendant la Révolution, les réclamations d'un Condorcet, d'un Saint-Simon et de bien d'autres.

Les faits constatés pour l'Amérique sont à peu près les mêmes pour l'Angleterre où il y a, outre l'émancipation individualiste de l'Eglise anglicane, l'atmosphère libérale de la société anglaise et plus que tout cela le contraste frappant entre le caractère encore patriarcal de la famille anglaise et le caractère individualiste de la démocratie anglo-saxonne. Sur le continent britannique, le droit coutumier « issu des coutumes germaniques et des coutumes normandes féodales, s'est survécu à un âge où depuis longtemps les dispositions similaires avaient disparu des lois continentales » (1), alors qu'aux quatre coins du monde, sur les terrains conquis par la ténacité anglo-saxonne, la femme avait eu l'occasion de se montrer l'égale de l'homme. Les échos d'une telle conquête ont donné plus de force vive à l'impulsion émancipatrice que la liberté industrielle des femmes restées sur les Iles, au-delà de la Manche.

Ainsi il semble que toute tentative faite pour expliquer la condition de la femme par l'économie seule est d'avance condamnée, que le rôle économique de la femme ne cons-

(1) Gaston Richard, *op. cit.*, p. 322.

titue pas à lui seul toute la question féminine. Seulement cela n'implique pas la faillite de toute tentative d'enquêtes sur le travail féminin. Car si la valeur attribuée au sexe faible dépend d'une foule de facteurs (1), du chiffre de ses représentants, de son degré d'instruction, de sa fécondité, des normes religieuses et enfin du rôle économique, ce dernier possède avec les autres plus d'un trait commun, et comme une commune mesure. Etudier celui-là permet donc de mieux connaître ceux-ci, et partant la condition de la femme elle-même. On pourrait cependant objecter que ces facteurs interfèrent, que la résultante de cette interaction peut différer de l'évolution propre de chacun des composants. Il suffit alors, au lieu d'étudier les faits et les événements bruts de l'économie ou le rendement brut de l'activité féminine, de rechercher comment la société les envisage. Ainsi une activité peut être féconde sans être appréciée à sa juste valeur. La société se plait à regarder les manifestations d'activité à travers des prismes spéciaux qu'éclairent tout à la fois des sources de lumière morale ou religieuse, sentimentale ou rationnelle. Nous ne pouvons qu'essayer de voir ses appréciations à travers la pensée de ses hommes.

Ainsi, quelles que soient les réserves faites, l'histoire du Travail féminin à travers les doctrines, peut nous indiquer sur quel mètre des valeurs la Société se base pour apprécier l'activité de la femme, et aussi quelles furent les tendances de cette activité. Ce sera la première partie de notre recherche.

(1) Paul Lapie, *La femme dans la famille*, Paris oct. Doin, 1908, p. 123 à 168.

*
* *

En étudiant les grandes lignes de cette histoire, il nous est apparu que la femme a toujours été non seulement l'épouse et la mère, mais encore la ménagère active, non seulement consommatrice ou conservatrice, mais encore productrice. La famille, comme la société, ne lui est pas seulement redevable des enfants qu'elle leur donne, des soins multiples que ces êtres réclament, mais encore de la fécondité de son travail. Ce travail productif de la femme n'est pas un fait nouveau. Mais il n'a jamais été apprécié à sa juste valeur. Ce qui est nouveau, ce sont les formes nouvelles de ce travail qui ont mis en évidence son éminente productivité. La grande industrie a opéré ce dernier miracle. Elle a désorienté la pensée des générations contemporaines de ce changement, qui ont encore conservé la morale ancienne, les normes du passé, on pourrait dire la même échelle des valeurs que celle des générations précédentes. Cette discordance entre le progrès matériel et le progrès moral est l'un des facteurs du malaise d'où est sortie la question féminine. Les esprits, toujours en quête du nouveau, ont répété que si le XVIII^e siècle avait été le siècle de la Déclaration des Droits de l'homme, le XIX^e siècle doit être celui de la Déclaration des Droits de la femme. Si pratiquement cette prophétie ne s'est pas réalisée, il n'en reste pas moins vrai que le XIX^e siècle a mis en lumière la grande capacité productive du travail de la femme, qu'il a ouvert la voie aux revendications légitimes pour l'extension de ce travail. Cette extension lente, mais continue, pacifique souvent, mais non pas sans lutte quelquefois, est le fait caractéristique du siècle

passé et du siècle présent jusqu'au déclenchement des hostilités.

La guerre a complètement bouleversé la vie des individus comme celle des sociétés. Pour remplacer, aux champs comme à l'usine, à l'école comme au bureau, les hommes appelés sous les drapeaux, les nations ont puisé largement dans la réserve féminine. Et dans tous les postes, les femmes furent, durant ces périodes, à la hauteur de leur tâche. Elles ont volontiers quitté leur foyer, elles ont travaillé, peiné, souffert. Il n'y eut pas un domaine de l'activité masculine où elles n'étaient représentées, où elles ne s'étaient illustrées. Ce bouleversement complet de la vie interne des peuples dura près de cinq ans.

La guerre terminée, il fallait encore panser les plaies béantes faites à la vie de la nation, il fallait remplacer les absents définitifs, ceux qui ne sont pas revenus, il fallait aussi aider ceux qui sont revenus bien amoindris dans leur capacité. Beaucoup de femmes ont alors continué leur vie de dévouement et de dur labeur.

Le résultat tangible de cette situation, c'est la transformation profonde de l'activité interne des nations, c'est l'apparition d'une nouvelle économie, c'est surtout, pour la femme, la consécration définitive du rôle important qu'elle peut jouer dans la vie économique des peuples. Il est incontestable aussi que la guerre, en appelant presque toutes les femmes à la vie active, à la vie productive, à la vie fiévreuse de chaque jour au sein même de la société, en contact permanent avec d'autres travailleuses et d'autres travailleurs, a modifié profondément jusqu'à leur

état d'âme. Nous n'osons pas aborder ce problème dans le cadre restreint de notre modeste travail.

Avec un enthousiasme bien compréhensible, on n'a pas manqué de dire que la guerre a été le 89 des femmes.

Il se trouve cependant qu'en ces jours de paix douloureusement acquise, les revendications féminines se font moins bruyantes, comme adoucies, quoique la situation civile et politique de la femme ne diffère pas beaucoup de celle d'avant la guerre. Elles se sont engagées sur les terrains diplomatiques et parlementaires. Si des cataclysmes comme les guerres n'ont pas la vertu d'apaiser immédiatement les malaises des peuples, alors même qu'ils n'en créent pas de nouveaux, ils résolvent cependant tout naturellement certaines questions de la vie des hommes. La question du travail féminin est l'une de celles-là. La guerre a définitivement consacré l'incomparable valeur de ce travail et fait admettre l'idée d'une activité libre de la femme; elle a aidé à la réalisation de la partie économique du programme d'émancipation, partie la plus importante, ne manque-t-on pas de proclamer à nouveau. Cette réalisation en annonce bien d'autres, déclarent les féministes enthousiastes. Il naît alors en nous l'idée de rechercher quelles peuvent être les conséquences directes ou indirectes du travail féminin sous ses formes actuelles. Et pour cela il nous a fallu rechercher d'abord comment ce travail se présente à nous. Ce sont des faits trop récents pour appartenir déjà à l'histoire des Idées, nous cherchons donc à les présenter tels qu'ils nous apparaissent. Ce sera la seconde partie de notre enquête.

Si certaines des formes actuelles du travail féminin ont

été créées subitement, comme appelées par les nécessités urgentes et maintenues plus tard, la plupart des autres existaient déjà avant ce siècle, seule leur importance a varié. Car nous sommes en présence de la travailleuse restée femme et toujours soumise au même déterminisme physiologique. Il y a ensuite les mœurs qui ne varient pas si vite d'une époque à l'autre et qui survivent aux grands bouleversements ; il y a également les conditions juridiques qui sanctionnent la stabilité des mœurs : en quels termes violents n'a-t-on pas reproché au Code Civil de dater moralement des Romains « pour ne remonter qu'à l'endroit où l'imitation est la plus criante » (1). Ainsi voulant étudier le présent il nous a fallu d'abord scruter le passé.

Les formes lointaines du travail féminin ont fait l'objet de remarquables études sociologiques ou historiques. Elles sont nettement différentes des formes actuelles, s'exercent dans des cadres que nous ne connaissons plus, se développent dans une atmosphère morale et religieuse qui n'est plus celle du présent. Mais durant plusieurs siècles et jusqu'à l'apparition de la grande industrie, elles se sont comme figées dans des cadres rigides. Le XIX^e siècle, celui des premières machines, des premières fabriques, a révolutionné l'ancien état de choses. Le XX^e siècle a vu la femme envahir le commerce, les banques, les professions libérales, les carrières administratives.

Entre les siècles passés et le siècle présent continuant l'œuvre du dernier siècle, le fossé profond, c'est la trans-

(1) Paul Hervieu, *Les hommes et les féministes*, Revue encyclopédique, Larousse, 1896, p. 831.

formation du travail domestique en travail salarié, c'est aussi le travail de la femme en dehors de son foyer. C'est donc pratiquement à l'aurore du XIX^e siècle que commence la véritable élaboration des formes actuelles du travail féminin. Elles constituent, dans l'Histoire du travail, une étape dont la venue fut considérablement hâtée par la guerre, tellement avancée par elle qu'on a cru assister à un bouleversement complet des situations anciennes. Puisque le présent, croyons-nous, n'est que la continuation d'un passé tout proche, nous nous attachons surtout à étudier ce proche passé, sans oublier pour cela, ce qui du passé au présent, constitue les transitions nécessaires. Nous nous sommes bornés à rechercher les grandes tendances qui se manifestent en France, exclusivement, car plus que tout autre fait, le travail féminin dépend étroitement, non seulement de la vie économique différente des peuples, mais aussi et surtout de leurs fondements politiques, moraux, religieux ou psychologiques.

Pour la France, l'étude des faits du dernier siècle a été, plus d'une fois, entreprise, rarement dans leur ensemble qui est d'une inextricable complexité, mais souvent à l'intérieur de compartiments spéciaux. A côté des rares enquêtes sur l'état général de l'industrie ou du commerce, existent nombreuses les enquêtes sur telle ou telle branche de la production, telle ou telle forme de l'activité féminine : filature et tissage, couture et travail à domicile... D'aucuns pensent que la plupart de ces documents n'ont à l'heure actuelle qu'un intérêt purement rétrospectif, car, si la plupart des travaux féminins qui font l'objet de leur étude subsiste encore, les conditions dans lesquelles ces

travaux s'exécutent ont totalement changé. Il est indéniable que remuer la masse de ces faits diversement présentés serait une tâche fort longue, et quelque peu hasardeuse. Les faits ne disent souvent que ce que l'on veut leur faire dire : d'abord les méthodes d'observation ne sont pas du tout les mêmes et nullement systématisées. Ensuite, en un temps où l'on se préoccupe surtout de rechercher des remèdes aux maux de la société, la présentation des faits n'est-elle pas souvent le reflet de l'état d'âme de l'enquêteur avant même qu'il ait commencé son enquête ? La diversité des résultats, comme la diversité des remèdes proposés, en est une preuve. Les enquêteurs ont accepté ou se sont créé par avance une doctrine qui, dès lors, commande leurs recherches. Pour les faits passés nous retrouvons donc les grandes doctrines déjà étudiées dans notre première partie. Ayant recherché quels furent leurs effets dans le passé, nous avons encore à nous demander quelles sont leurs influences dans les courants d'idées nouvelles et de faits nouveaux qui parcourent aujourd'hui le domaine du travail féminin. Pour les faits du présent, les renseignements ne se trouvent encore que dans quelques aperçus disparates. Il nous a dès lors fallu observer et interroger nous-même, et encourir le supplice d'être constamment hanté par le scrupule de n'être qu'un enquêteur profane.

PREMIÈRE PARTIE

Les Doctrines

Les doctrines sur le travail féminin furent, au cours du XIX^e siècle, indissolublement liées aux grandes doctrines économiques elles-mêmes et parcoururent les mêmes phases : le développement de l'école classique, la fondation de l'économie sociale, les premières formes du socialisme, l'Ecole de la Réforme sociale, les vaines réactions et le déclin des doctrines orthodoxes, et, sur les ruines du système libéral, les formes revivifiées du socialisme, du socialisme chrétien au socialisme révolutionnaire. Nous avons ainsi adopté la tactique que suivent les auteurs qui étudient l'histoire générale des doctrines économiques en groupant par familles les grandes tendances générales et en classant dans ces familles, autant que cela est possible, les doctrines suivant l'ordre chronologique de leur apparition. Il nous a fallu, de la sorte, revenir souvent sur nos pas, pour pouvoir faire les comparaisons nécessaires et pour pouvoir dégager les liens qui peuvent exister entre les différentes théories, qu'elles soient ou non contemporaines.

Pour mieux apercevoir ce que nous avons appelé les grandes tendances générales, nous avons circonscrit nos recherches autour de quelques idées et de quelques noms seulement.

CHAPITRE PREMIER

L'ORTHODOXIE ECONOMIQUE ET L'ECONOMIE SOCIALE EN FACE DES FAITS

Les premières années du xix^e siècle ont définitivement consacré le triomphe du libéralisme économique en France. Mais aucune des deux sources de ce libéralisme, d'une part la première école économique, la *Physiocratie* d'origine française, d'autre part l'école anglaise, le *Smithianisme*, magistralement enseigné en France par J.-B. Say, n'ont parlé expressément du travail de la femme. Un tel fait ne s'explique qu'en raison des circonstances historiques. A l'heure où apparaissait la *Physiocratie*, même à l'heure où, de l'autre côté de la Manche, Adam Smith lançait son célèbre ouvrage « *sur la nature et les causes de la richesse des nations* » (1), la révolution industrielle n'était pas encore commencée. Toutes les occupations économiques de la femme n'étaient encore que des legs directs de l'antiquité et des temps médiévaux.

Fait remarquable : une telle situation n'a pas empêché les auteurs qui s'occupèrent plus tard de la participation économique de la femme à la richesse des nations, de diriger ouvertement leurs attaques contre l'orthodoxie.

C'est que le grief qu'ils leur font n'est pas seulement d'avoir négligé une question aussi importante, c'est d'avoir, par leurs principes, contribué par avance aux malheurs de la travailleuse de l'avenir. Toutes les théories libérales établies ne vont-elles pas à l'encontre des intérêts de la future ouvrière ?

Et tout d'abord la conclusion même de toute la doctrine orthodoxe : le libéralisme sous la forme de liberté de concurrence, de non-intervention. « Le maintien de la liberté et de la propriété fait régner l'ordre le plus parfait sans le recours d'aucune autre loi » (1). Pour le libéralisme, c'est la réaction toute naturelle contre le mercantilisme des siècles qui ont étouffé la vie économique de la France dans leurs innombrables règlements; c'est l'apologie de l'ordre naturel, de l'intérêt particulier, créateur de toute richesse; mais, pour les futurs économistes sociaux, c'est l'annonce d'une nouvelle forme de servitude des faibles, des plus faibles surtout : des femmes et des enfants. En admettant la concurrence absolue, sous toutes ses formes, c'est-à-dire, plus tard, la concurrence des hommes et des femmes, des adultes et des enfants, l'orthodoxie économique ne s'oppose-t-elle pas par avance aux lois qui doivent être édictées dans l'intérêt des faibles ? « Eloignez les lois inutiles, injustes, contradictoires, absurdes, et vous verrez s'il en restera beaucoup. » (2)

En second lieu, tous ses partisans, de Quesnay à Turgot, de Gournay à Letrosne, Morellet, Dupont, Males-

(1) Mercier de la Rivière, *L'Ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*, tome, II, p. 617 (1787).

(2) Baudeau, *Introduction à la philosophie économique*, 1771.

herbes ne considèrent-ils pas la propriété foncière comme source unique de toutes richesses ? Dès lors, tous les règlements qu'ils pouvaient solliciter en faveur de l'industrie et du commerce étaient contenus dans les quatre mots « laissez faire, laissez passer ». C'est, encore une fois, proclamer qu'il ne faut point contrarier le cours naturel des choses et laisser le monde aller de lui-même.

L'industrie manufacturière et commerçante, dégagée de tout impôt, délivrée de toute contrainte, encouragée par le bon marché et l'abondance toujours croissante des subsistances et des matières premières, tel était le troisième dogme des écoles libérales qui se prêtait à la réfutation. Obsédées par la recherche du bon prix considéré comme le meilleur moyen de réaliser l'aisance générale, elles réclamaient donc l'affranchissement de l'industrie de toute entrave. Or, le bon prix vient de l'abondance des richesses. Il faut produire avant tout : Et pour réaliser la multiplication des richesses, il faut chercher à augmenter la puissance qui les produit, soit en énergie, soit en étendue, par la division du travail et par l'invention des machines. Dès lors « la somme des produits du travail de la société est si grande que tout le monde y est souvent pourvu avec abondance et que l'ouvrier, même de la classe la plus basse et la plus pauvre, s'il est sobre et laborieux, peut jouir en choses propres aux besoins et aux aisances de la vie, » (Adam Smith).

Or, d'après eux, la libre concurrence seule aurait pour effet d'établir la division du travail. Ainsi, Adam Smith, comme ses prédécesseurs français, ont voulu faire de la science économique la science de la liberté complète,

selon l'expression de Saint-Simon, en 1817. Et ce qui est étrange, c'est que l'auteur anglais, contrairement aux physiocrates, était l'un des premiers à voir dans le travail la source de toutes richesses. Dès les premières lignes de son grand ouvrage, ne déclarait-il pas en effet que le « travail annuel d'une nation est le fonds primitif qui fournit à sa consommation annuelle toutes les choses nécessaires et commodes à la vie. » Malgré cette réhabilitation du travail, le souci de la production demeure tel que Smith ne songea point aux conditions dans lesquelles s'exécute le travail. Vis-à-vis de la femme, Adam Smith lui-même, n'a-t-il pas écrit ceci : « La filature de toile se fait en Ecosse de la même manière à peu près que les bas à l'aiguille, c'est-à-dire par des femmes qui sont louées principalement pour d'autres services — domestiques ou ouvrières qui trouvent dans une autre occupation la principale partie de leur existence. Celles qui essayent de vivre uniquement de l'un ou de l'autre de ces métiers, gagnent à peine de quoi ne pas mourir de faim. Dans la plus grande partie de l'Ecosse, il faut être une bonne fileuse pour gagner vingt deniers par semaine. » (Tome I, p. 155) : premier spectre de la désastreuse concurrence qui eut dû faire réfléchir Adam Smith. Il n'a point cependant renié pour cela l'impassibilité inexorable du laissez-faire. Il eut dû prévoir l'exagération des turpitudes de la travailleuse : or, aucune révolte ne s'éleva dans son cœur, un cœur d'économiste : l'esprit économiste ne doit-il pas ne s'inquiéter que de la *physique* sociale ? C'est ce qui lui valut plus tard les commentaires attristés ou indignés des Sismondi, des Blanqui, et des chrétiens-sociaux. Il

est vrai qu'Adam Smith, en parlant de l'influence déprimante des machines et de la division du travail sur le moral des travailleurs, a réclamé pour eux, comme une contre-partie nécessaire, l'instruction générale plus étendue, mais il est intéressant aussi de noter ce qu'il écrit au sujet de l'instruction de la femme. « Il n'y a pas d'institutions publiques pour l'instruction des femmes, et, en conséquence, dans le cours ordinaire de leur éducation, il n'y a rien d'inutile, d'absurde, ni de fantastique. On leur enseigne ce que leurs parents et tuteurs jugent nécessaire ou utile pour elles de savoir, et on ne leur enseigne pas autre chose. (Adolphe Blanqui ajoute en note, après ce passage : Malheureusement on ne leur enseigne rien.) Chaque partie de leur éducation tend évidemment à quelque but utile; elle a pour objet, ou de relever les grâces naturelles de leur personne, ou de former leur moral à la réserve, à la modestie, à la chasteté, à l'économie; de les mettre dans le cas de devenir mères de famille et de se comporter, quand elles le seront devenues, d'une manière convenable à cet état.

Dans toutes les époques de sa vie, une femme sent qu'il n'y a aucune partie de son éducation dont elle ne tienne quelque avantage ou quelque agrément » (Tome II, p. 441). Conception essentiellement traditionaliste, quelque peu utilitaire aussi, qui respecte le cours naturel des choses, mais qui ne s'attend pas à ce que ce cours naturel déverse plus tard, dans le monde industriel, l'armée des femmes ignorantes des choses du dehors, sans aptitudes spéciales, corvéables et exploitables à merci.

*
* *

En effet, il nous suffit de voir ce que fut pour le travail de la femme, le cours naturel des choses. Il est incontestable que durant les longs siècles du moyen-âge, le travail féminin apparaît comme une industrie spécialement domestique, que les femmes aident leurs parents dans les travaux des champs, ou s'occupent des besognes moins rudes : la cuisine, la filature et le tissage du lin ou de la laine, le blanchissage, la teinture des étoffes, la confection des vêtements.

Mais déjà dans ces temps anciens, des embryons d'ateliers existaient à l'intérieur des couvents, ou dans les manses seigneuriales; plus tard, quand les corporations eurent étendu leurs cadres rigides sur tout le royaume, l'activité industrielle de la femme se trouve consacrée du même coup. Petit à petit, des industries textiles qui constituèrent leur apanage, elles passèrent aux industries nouvelles, industries de luxe pour la plupart, nées de ce raffinement progressif des mœurs que l'amour des grands voyages ne fit qu'accroître tous les jours. Ainsi, nous voyons peu à peu la femme se lancer dans la dentelle, dans la broderie, dans la fabrication des tissus de luxe, soie ou étoffes légères.

Vint 89 qui supprima les corporations : Seulement le fait important n'est pas là. L'ère des temps nouveaux a sonné pour l'industrie quelque vingt ans plus tôt, en Angleterre. Cette révolution ne parvint en France que durant les premières années du dernier siècle. Du premier Empire aux journées de Juillet, la révolution industrielle ne fit

qu'accélérer ses conquêtes : ce fut le beau temps de la libre concurrence. Le libéralisme a triomphé partout, mais dans le nouveau monde industriel la femme a pris une figure jusqu'alors inconnue.

Elle n'a certes pas abdiqué son rôle d'épouse ni de mère, elle n'a certes pas abandonné les tâches domestiques qu'une tradition plusieurs fois séculaire consacra comme étant les siennes, mais elle eut l'héroïsme de les cumuler avec de nouveaux devoirs : la production industrielle intensive. La grande occasion, ce furent les successives inventions mécaniques qui, en près de trente ans, ont révolutionné les méthodes productives en France : les successives machines à filer de Hargreaves, de Arkwright, le Crompton, un peu plus tard les machines à tisser de Cartwright, ingénieuses mécaniques que dessert puissamment la vapeur, et qui firent de moins en moins appel à la force musculaire. Ainsi les chaumières se vidèrent, pendant la journée, de leurs femmes et de leurs enfants au profit de l'usine, de la fabrique.

Nous allons essayer maintenant d'esquisser l'aspect du travail de la femme au cours de ces périodes de début. Durant tout le siècle, on eut l'habitude de distinguer, entre la grande et la petite industrie, la première comprenant les travaux dans les grandes fabriques et manufactures, la seconde exigeant moins l'agglomération des travailleurs sous un même toit, et où la puissance utilisée est plus souvent la puissance musculaire que celle de la vapeur. Au début du XIX^e siècle, la grande industrie ne s'exerça que dans le domaine du textile : filature et tissage principalement. Et les trois

branches d'industrie qui occupèrent le plus de femmes sont celles du coton, de la laine et de la soie. Elles comportent, avec très peu de différences, les mêmes travaux.

Dans l'industrie cotonnière, on trouve les femmes occupées en premier lieu dans la filature, à l'épluchage du coton, à son cardage, au dévidage et à l'emballage du fil. Ces travaux ne sont pas pénibles et ne demandent pas une grande dépense de force. Les ateliers de filatures sont souvent vastes et bien éclairés. Mais la température qui y règne est assez élevée. De même, il faut mentionner le duvet et la poussière irritante que les ouvrières respirent en grande quantité. Les conditions d'hygiène n'étant pas toujours observées, par ignorance ou par négligence, il faut nous attendre à de lugubres spectacles. Dans les ateliers mécaniques de tissage, les femmes ont, de même, tendance à remplacer les hommes. Le travail y demande beaucoup plus de force, mais les travaux les plus rudes, tel l'encollage des chaînes, qui se fait sous une chaleur excessive, sont exécutés par les hommes. L'étoffe, une fois tissée, on utilise encore des femmes pour la reprise des fils rompus (couturières) ou pour l'extraction des nœuds (énoueuses). L'impression des toiles demandait aussi de plus en plus le concours de la femme.

L'industrie lainière utilise la femme dans les mêmes proportions. Elle comporte d'ailleurs à peu près les mêmes travaux pour la femme; ici plus encore que dans le tissage du coton, les femmes se contentent de fabriquer des étoffes de laine plus étroites et plus légères que celles fabriquées par les hommes, pour lesquelles il faut des métiers plus lourds et plus encombrants. L'industrie lai-

nière comporte d'ailleurs quelques opérations spéciales, le désuintage, le graissage et le dégraissage, dont l'ennui pour la femme est qu'elles nécessitent l'emploi de l'huile de lubrification à odeur très désagréable.

En marge de ces deux grandes industries, il y a aussi celle du chanvre et du lin. Les ouvrières qui y sont employées souffrent de conditions d'hygiène plus précaires encore que dans les premières : atmosphère empestée d'une poussière abondante et malsaine, chaude et humide à l'excès ; sol de l'usine submergé d'eau ; travail pénible dans l'emprisonnement des machines dangereuses.

L'industrie de la soie semble être le domaine exclusif de la femme. Elle s'y trouve en majorité. Mais dévideuses, canetières, ourdisseuses et rattacheuses, jusqu'aux tisseuses travaillent du matin au soir sans relâche. Le prolétariat du métier est constitué par les ouvrières occupées au tirage du fil de soie. Villermé, en parlant d'elles, avait écrit : « Il est difficile de se faire une idée de l'aspect misérable des femmes employées au tirage de la soie, de la malpropreté horrible de leurs mains, du mauvais état de santé de beaucoup d'entre elles, et de l'odeur repoussante qui s'attache à leurs vêtements, infecte les ateliers. A ce travail s'ajoute la douleur qu'il cause par la sensibilité qu'acquiert le bout des doigts plongés à chaque instant dans l'eau bouillante ou presque, des bassines. » (tome I, p. 345).

Mais en général, dans les trois grandes industries que nous venons de passer en revue, les déplorables conditions hygiéniques ne sont rien à côté des autres conditions matérielles dans lesquelles s'exécute le travail. La plupart

du temps, les femmes y travaillent de cinq heures du matin au coucher du soleil, mangeant dans l'intervalle, quand elles ont le temps ou quand elles le peuvent. Sur leur salaire modique, le maître qui les loge en prélève souvent la moitié. Et quand elles sont étrangères au pays, « il leur donne un mauvais lit pour deux, et pendant l'été de la paille à celles qu'il n'emploie que momentanément. Elles font leur cuisine en commun et chacune en est chargée à tour de rôle. Cette cuisine se réduit presque toujours à un bouillon maigre, à des légumes, des pommes de terre, des herbes potagères et quelques laitages, avec parfois un peu de morue ou de poisson salé. » (1) Pour les autres, il faut se lever chaque matin avant le lever du soleil. Elles rentreront chez elles quand la nuit est déjà tombée, le corps rompu de fatigue, dans un foyer morne, froid et lugubre. Il faut encore avoir le sursaut d'énergie et le courage nécessaires pour préparer le repas. Ajoutez à cela les spectres du chômage, de la maladie et de la vieillesse. Et alors, pour que les enfants ne meurent pas, elles vont « comme des ombres, tendant la main... et chantant avec des sanglots dans la voix et le visage tourné vers la muraille de peur d'être reconnues. » (Jules Simon).

De plus, le régime industriel comportait alors le mélange des sexes. On n'a que trop entendu dénoncer les dangers d'un tel régime : les discours licencieux des ouvriers et ouvrières, les leçons de mauvaises mœurs col-

(1) Villermé, *op. cit.* tome, I, p. 346.

portées rapidement, le mépris de la décence. « Et si la jeune fille résiste au spectacle de la dépravation, à la corruption de l'exemple, si elle demeure dans la ligne du devoir, croyez-vous qu'elle trouve la même force contre la misère ? N'y a-t-il pas une foule de circonstances qui menacent de la laisser sans ouvrage ? Et alors, en proie à tous les besoins, jetée dans les ateliers, loin de sa mère, sans guide, sans religion, tentée par le luxe, prix du déshonneur, que déploient ses compagnes, comment ne succomberait-elle pas aux séductions qui la pressent ? » (Villermé, tome II, p. 52). Ainsi, de femmes très sobres, très laborieuses, économes et rangées dans leur ménage (comme en témoignent toutes les enquêtes), la grande industrie a fait souvent des monstres éhontés pour qui la pudeur n'est même pas un souvenir, et presque toujours des miséreuses rivées à une besogne qui les exténue, conduites au libertinage ou à l'ivrognerie qui aident à oublier. Le tableau de la grande industrie de cette époque est donc bien sombre. Et cependant il n'est plus possible à la femme de demeurer à son domicile, il ne lui est plus possible de « vivre en épluchant le coton, en triant la laine, en bobinant au coin de son foyer. » (Leroy Beaulieu).

En mettant à l'écart l'immense armée des femmes de la campagne très souvent chargées de rudes travaux, il est indéniable que la petite industrie ne nourrissait plus alors l'ouvrière. Il y a lieu de distinguer ici, comme font beaucoup d'auteurs, entre les métiers de l'aiguille et les autres. Presque tous s'exercent à la fois à domicile et en ateliers.

Tout d'abord, pour le coton, la laine, le chanvre et le

lin, il reste des centres industriels où existent côte à côte des métiers mécaniques et des métiers à bras. Dans ces cas la femme cumule souvent la tâche d'ouvrière agricole et celle d'ouvrière industrielle. Dans ces centres, comme dans ceux où l'industrie mécanique n'a pas encore pénétré, la concurrence est de plus en plus pénible et le travail de femme est de moins en moins rémunérateur.

Les professions que la femme a conquises de fraîche date sont elles-mêmes de plus en plus accaparées par l'usine : des fabriques de bonneterie se montent, on y débite des bas, des bonnets, des tricots de coton, de soie ou de laine ; l'industrie féminine par excellence, la dentelle, est menacée de concurrence par les machines qui fabriquent les tulles et les imitations. La plupart des autres professions de la femme ne comptent que très peu d'ouvrières. Les industries de luxe sont à peine en voie de développement.

Il reste deux grandes corporations féminines dont le domaine était encore presque intact : les blanchisseuses et servantes d'une part, l'armée des ouvrières de l'aiguille de l'autre. C'est que servantes et blanchisseuses détiennent un métier où la concurrence n'est pas à craindre, parce que pour l'opinion commune d'alors, il est au plus bas de l'échelle sociale, parce qu'il représente une vie de continuelle servitude ou de dur labeur, parce qu'il représente la mansarde perdue au fin fonds des toits, « glacée et quelquefois inondée en hiver, brûlante et étouffante pendant l'été » (J. Simon), la cave chaude et humide où est travaillé le linge sale, parce qu'il synthétise le contraste de la misère au milieu du luxe,

parce qu'il offre à toutes l'épouvante de son mauvais renom et l'épouvante de la dépravation comme aboutissement final.

Pour les métiers de l'aiguille, il faut citer non seulement la couturière ou la modiste, mais encore la lingère, la tapissière, la piqueuse de la cordonnerie, la gantière, la brodeuse. Ces métiers occupent la moitié des travailleuses non incorporées dans la grande industrie. Seulement toutes les travailleuses de cette catégorie travaillent au rabais, car l'ouvrage étant souvent confié à domicile, les prix sont fixés par les ouvrières qui ne travaillent que pour ajouter un appoint au salaire du mari. Ainsi les salaires sont extrêmement bas, la concurrence très vive. D'ailleurs en ces temps les prisons et les couvents font une sérieuse concurrence aux ouvrières. Plus tard, quand la machine à coudre fera son apparition, la situation de l'ouvrière de l'aiguille aura encore empiré davantage. En attendant, une travailleuse isolée ne trouvait aucun moyen de vivre par son travail.

Ainsi, en faisant le tour des métiers qui florissaient au début du siècle, il nous était apparu que la femme était irrésistiblement dirigée vers l'usine, qu'elle y fournissait un labeur extrêmement dur, que des crimes se commettaient journellement contre la pudeur, la faiblesse et la justice, et que devant de tels abus la société était alors désarmée. On avait peur de toucher à la liberté des adultes, dogme sacré. Les cœurs généreux qui s'éveillèrent dès ces temps pour défendre l'enfant ont quelque peu oublié la femme. Le dogme du libéralisme n'a pas encore cessé de planer triomphalement sur la terre française.

*
* *

Un temps vint où grâce à l'éloquence d'une équipe d'enquêteurs sociaux, la femme put démontrer qu'elle existait. Il eût été étonnant que le fondateur de l'Economie sociale, Sismondi, n'eût point parlé du travail féminin. Quoique ses travaux accordent une large place à l'agriculture, Sismondi ne reste pas moins le contemporain des formes nouvelles de la production, le contemporain des premiers tâtonnements de la grande industrie, des premières fabriques. De plus il a beaucoup voyagé et beaucoup observé. Il fut l'un des premiers à se pencher avec sollicitude sur la misère physique et morale de l'ouvrière, « noire de suie, musculeuse, charnue, repoussante », que les enquêtes révélèrent plus tard.

Il faudrait alors, pensa-t-il, défendre la femme, non contre l'employeur seulement, mais encore contre elle-même, contre son dévouement, il faudrait lui interdire le travail industriel.

Une pareille attitude ne nous étonnerait pas si on la rattache d'une part à l'ensemble de ses conceptions économiques et, d'autre part, à toutes les raisons morales sur lesquelles s'étaie son système social d'économie : Sismondi fut l'adversaire résolu des machines : elles engendrent, selon lui, la surproduction, les crises, le chômage, la misère d'un grand nombre d'ouvriers. L'apport de la main-d'œuvre féminine dans les travaux manufacturiers ne peut que faire croître la hantise de la surproduction, il

représenterait des millions de nouveaux bras que la machine multiplie encore infiniment.

Si la théorie de la surproduction néfaste n'est pas en tous points d'une justesse incontestée, il n'en demeure pas moins vrai que Sismondi fut l'un des premiers qui attirèrent l'attention du monde sur les souffrances et la misère des travailleuses, le premier qui ajouta au chapitre de l'Economie politique le nouveau chapitre de l'Economie sociale. La concurrence, la course à la production et la course au bon marché sont des armes dangereuses car, en stimulant l'enrôlement industriel des femmes et des enfants, partie la plus facilement exploitable de notre humanité, mais aussi partie la plus délicate, elles atteignent l'énergie même de la race. Or, la société se doit de sauvegarder la vie de ses membres, elle est redevable de cette vie à l'extérieur du foyer familial, redevable du bonheur qu'elle peut créer à l'intérieur même des familles, en y retenant la femme : « Les soins et les devoirs réciproques forment et resserrent les liens domestiques... La ménagère se rend chère dans la famille du pauvre par la sollicitude avec laquelle elle pourvoit à ses premiers besoins... C'est la ménagère qui prévoit et qui se souvient au milieu de cette vie si rapidement entraînée par les travaux et les besoins physiques, c'est elle qui sait réunir l'économie, la propreté et l'ordre à l'abondance. C'est dans le bonheur qu'elle a donné qu'elle trouve la force de résister, s'il le faut, aux demandes impérieuses de l'ivrognerie et de la gourmandise. Quand on n'aura plus laissé à la femme d'autre rôle dans la maison que celui de faire des enfants, croit-on qu'on n'aura pas ébranlé le sacré lien du mariage plus

que par les leçons ou les exemples de la plus condamnable immoralité » (1).

Au nom de ce principe, quoique certains travaux soient exécutés par la machine et la fabrique avec moins de fatigue qu'à l'intérieur du foyer, il est cependant préférable de ne pas les enlever tous à la femme. Ainsi vis-à-vis du travail féminin, l'attitude de Sismondi est encore une protestation du sentiment contre l'impassibilité, on est plus tenté de dire contre l'amoralité de l'orthodoxie économique. « On croit entendre vibrer chez lui la voix des Ruskin, des Carlyle, de tous les chrétiens-sociaux qui, au nom de la charité chrétienne et de la solidarité humaine, protesteront contre les conséquences sociales de la grande industrie » (2).

L'ardeur de Sismondi à défendre l'ouvrière, et avec elle toute la classe ouvrière, exerça une influence immédiate sur ses contemporains. Les enquêteurs se mirent en campagne. En 1840 parut le célèbre ouvrage du Docteur Villermé sur l'état physique et moral des ouvriers, qui n'est que la reproduction de son rapport à l'Académie des Sciences morales. Tous les économistes qui, vers le milieu du siècle, ont eu à s'occuper de la question ouvrière, ne cessèrent de s'apitoyer sur le sort de l'ouvrière. Ils s'inspirèrent plus ou moins de Sismondi, et devant leurs clameurs, l'on voit pâlir peu à peu l'étoile du libéralisme classique. Des économistes, comme Blanqui, encore imprégnés des doctrines orthodoxes, durent faire de larges

(1) Sismondi, *Etude sur l'Economie politique*, 1837.

(2) Gide et Rist, *Histoire des Doctrines économiques*.

concessions à l'Ecole sociale moderne. Non content de déclarer, dans son *Histoire de l'Economie politique en Europe*, qu'il « renonce à considérer la production comme une abstraction indépendante du sort des travailleurs », il s'engage résolument dans la voie de Sismondi et proclame qu'il faut fermer les manufactures aux femmes.

« Je ne crains pas d'affirmer, ici, quelque clameur qui puisse en advenir, que la pensée constante, énergique et résolue du nouveau système manufacturier, devra être d'exclure peu à peu les femmes et les enfants des ateliers agglomérés et de n'y laisser que des hommes... Les mères elles-mêmes perdent peu à peu ce noble apanage que Dieu leur a réservé, en vivant presque toujours hors de leur ménage et le supplément de fortune représenté par leur salaire est loin de compenser le dommage causé par leur absence » (1). Comme Sismondi, il est convaincu que l'extension du travail féminin du côté des métiers trop pénibles n'est qu'un gaspillage criminel de ce capital humain qui fait la grandeur des peuples. Il suffit de constater dans quelles conditions travaillent beaucoup de femmes. « A Lyon, dans les ateliers de passementerie, quelques femmes sont obligées de travailler presque suspendues à des courroies en se servant tout à la fois de leurs pieds et de leurs mains » (1). Comme Sismondi encore, il est convaincu de l'influence salubre qu'exerce la famille sur la santé physique et morale de ses membres. C'est la vie de famille qui fortifie les habitudes d'ordre

(1) Adolphe Blanqui, Rapport présenté à l'Académie des Sciences morales et politiques, sur la situation des classes ouvrières en France pendant l'année 1848.

et d'économie parmi les classes ouvrières. Mais pour que la famille puisse s'épanouir, il ne suffit pas d'y ramener la mère ou la femme. La vraie vie de famille n'existe que si elle peut se passer dans un certain cadre, dans un intérieur assez confortable. « La vie de famille devient de plus en plus rare parmi les ouvriers des manufactures, surtout dans les villes où leurs logements étroits ou insalubres ne sont considérés par eux que comme des abris nocturnes et passagers ». Il a donc poussé son investigation plus loin que Sismondi et l'un des premiers, quelle que soit, par ailleurs, sa répugnance à étendre l'intervention de l'Etat, il déclare que la mesure urgente de réforme sociale doit être une législation spéciale sur les logements « dont l'horrible insalubrité est la cause première de cette mortalité sans terme et de cette immoralité sans nom qui décime et abrutit les populations de quelques-unes de nos grandes villes ».

La voie des revendications est donc tracée. On entend alors tout un concert de protestations : Au nom de l'hygiène et de la vitalité de la race, les médecins et les philanthropes réclameront eux-aussi la suppression du travail féminin dans les travaux dangereux ou insalubres, ou même seulement nuisibles à la santé de la femme et de la mère, visant soit modestement les travaux des mines et des houillères, soit le travail des fabriques en général. Au nom de la famille, les catholiques sociaux demanderont qu'on ramène la femme au foyer. Plus tard les ouvriers eux-mêmes interviendront, en invoquant tout à la fois leur rôle de chef d'une famille que la femme déserte, et celui de travailleur auquel la concurrence féminine crée-

rait un dommage quant au salaire. Le libéralisme simplement soucieux en économie de la production, en politique de la liberté, se trouve donc fortement ébranlé dans ses fondements par ces premières critiques. Mais il est deux autres écoles contre lesquelles le libéralisme aura encore à lutter : celle de la Réforme sociale et la coalition des écoles socialistes.

CHAPITRE II

L'ORTHODOXIE ECONOMIQUE ET L'ECOLE DE LA REFORME SOCIALE

Pour Sismondi, toutes les exagérations de l'école libérale découlent d'une erreur originelle dans la méthode : elle s'était contentée d'abstraire et de généraliser, de spéculer sur des idées sans accorder aucune place à l'observation des faits et à une investigation scientifique. Si l'Economie sociale a mis cette méthode d'investigation en honneur, il appartient à F. Le Play, un scientifique averti, d'en user jusqu'à l'exagération et de l'ériger en instrument nécessaire. Il a mis à profit les travaux des enquêteurs qui le précédèrent, notamment le célèbre ouvrage du Docteur Villermé. Pour bâtir sa thèse sur la destination sociale de la femme, il a attendu d'avoir étudié minutieusement une multitude de faits, de les avoir présentés dans deux importants ouvrages (1). Son livre sur la *Réforme sociale* (2) résume ses idées sur ce point :

Le conflit d'idées sur l'activité féminine n'est qu'une des faces de ce grand conflit d'idées et de mœurs né des

(1) P. le Play, *Les ouvriers européens* (1855), *Les ouvriers des deux mondes* (1858). — *La Réforme Sociale en France* (1866).

théories opposées qui agitent la France depuis 1789 et qui furent les causes des révolutions successives dont l'effet immédiat est d'ajouter encore à l'ébranlement des idées. Une réforme sociale est nécessaire. Mais, si l'on ne peut plus se complaire dans la doctrine classique de la propension innée de notre nature vers le bien selon laquelle les réformes utiles se feront d'elles-mêmes, on ne saurait cependant innover avec fruit, on ne pourrait trouver aucune solution acceptable en dehors de la tradition. Et qu'est-ce que la tradition consacre en cette matière sinon les aptitudes naturelles de la mère, providence du foyer et éducatrice des enfants. Il est des peuples qui, dans le cours de l'histoire, ont élevé le respect dû aux femmes à l'état de dogme social. Pour préparer le plan de la Réforme nécessaire, il faut donc étudier l'histoire de ces peuples, l'histoire des succès qui leur sont assurés par ces pratiques séculaires. Ainsi est mis en évidence le caractère traditionaliste de l'étude historique selon Le Play, qui le distingue des futures écoles historiques pour lesquelles l'histoire du passé est avant tout une explication du présent.

Si par son principe premier, celui d'une Réforme nécessaire, et par son caractère traditionaliste, l'Ecole de Le Play se distingue nettement du libéralisme, il est incontestable qu'elle conserve encore avec l'école classique certains dogmes communs, le principe de la non-intervention de l'Etat, par exemple. Pour la situation de la femme, comme pour les autres questions sociales, ce caractère anti-étatiste ne s'est pas démenti. Ainsi, examinant le dogme de l'égalité entre l'homme et la femme, Le Play

n'a-t-il pas écrit : « Les législateurs qui voudraient, en s'inspirant d'une pensée théorique, établir entre eux une égalité absolue leur feraient à l'un comme à l'autre une situation intolérable. Cette sollicitude déplacée tournerait surtout au détriment des femmes qui se trouveraient ainsi pourvues de droits peu utiles en restant privées des avantages ou des garanties qu'elles doivent le plus désirer », formule qui doit plaire aux premières féministes mais qui, pour Le Play, est encore une étape pour arriver au point central de son système : l'apologie de la famille-souche. La situation de la femme dans cette famille-souche est sensiblement, selon lui, celle de la femme anglaise ou de la femme nord-américaine, en exceptant toutefois les familles ouvrières depuis l'avènement de la grande industrie. Il faut pour la persistance de cette famille-souche un régime de succession approprié qui en maintienne l'ossature. Il faut, vis-à-vis de ses membres, « l'unité d'action » en même temps qu'un partage judiciaire d'attributions, c'est-à-dire la concentration du pouvoir entre les mains d'un chef ; la véritable fonction de la femme, celle de gouverner le foyer domestique, n'est qu'une « délégation » sans réserve de l'autorité par le père. On n'a pas à s'inquiéter de ce que cette délégation peut ne pas être faite car elle est impliquée par la « force même des choses ».

Le père de famille seul assumera la charge des travaux du dehors. Tout comme Blanqui, Le Play reconnaît l'excellence du travail domestique de la femme, et la grande valeur de l'activité ménagère. Il ne s'est pas contenté de l'affirmer. Il les a vérifiées par l'examen des bud-

gets d'une multitude de familles prises dans les situations les plus variées. Mais il y a plus qu'un évident intérêt matériel à retenir la femme au foyer, il y a un intérêt moral bien plus grand encore. Le partage des fonctions ne peut que relever la dignité sociale de la femme alors que l'assimilation des fonctions ne « saurait que dénaturer le caractère auguste de la mère de famille en en faisant un manufacturier, un marchand, un propriétaire ». Selon Le Play, il est en effet néfaste de conférer à la femme un droit personnel sur les biens ou sur les industries. Le mari doit être seul investi de ce droit, seul chargé de le défendre contre tout empiètement venu de l'extérieur. C'est du régime de propriété, et des règles de succession qui assurent la transmission de génération en génération du patrimoine commun, que dépend la continuité d'existence de la famille-souche. F. Le Play dirige donc ses critiques contre le régime de « partage forcé » institué en France depuis la Révolution. Dans sa pensée les femmes ne doivent avoir de droit successoral que sur les biens meubles, un tel régime assure non seulement le maintien de la famille-souche, sa continuité de vie, mais encore une moralité meilleure des mariages. Car, d'une part, pense-t-il, l'homme détenteur des biens sur lesquels s'exercent les travaux de l'agriculture et de l'industrie, pourrait rechercher sa compagne avec toute indépendance, sans le souci ni d'accroître, ni de compléter sa fortune. Ce souci existe nécessairement quand la fortune se trouve bien amoindrie par le partage. D'autre part, avec la liberté testamentaire, le morcellement des patrimoines n'étant plus à redouter, les mariages consanguins, fréquemment

conclus pour conserver le patrimoine dans une même famille, se feraient plus rares.

De ces deux séries de faits, il ne peut que résulter un bien certain pour la race, car la conséquence immédiate est que les mariages se contracteront moins souvent entre personnes appartenant aux mêmes familles et aux mêmes situations sociales. Une telle fusion des diverses classes de la société crée nécessairement une sélection favorable au progrès de la race. De plus, « de telles unions fondées sur l'amour réciproque créent une harmonie constante entre les parents et exercent une influence heureuse sur le développement moral des enfants ». Une telle conception ne nous étonne pas, car Le Play a déjà stigmatisé par ailleurs et avec une sévère insistance, l'extension des mariages d'argent : « Chaque jour, des familles recommandables concluent un mariage en quelques instants comme elles feraient un marché en saisissant l'occasion, et cette assimilation n'a rien d'exagéré puisque l'on constate seulement la convenance réciproque des biens sans avoir aucun moyen d'apprécier celle des goûts et des caractères. » L'origine de tout ce mal est, pour l'auteur, incontestablement « l'égalité absolue établie si mal à propos entre les deux sexes en ce qui concerne la répartition des biens ». Avec une telle règle, « chaque homme en effet doit remédier par son mariage au morcellement opéré dans sa propre famille par le régime des successions : sa future épouse doit compléter son établissement et lui rendre ce que sa sœur lui a enlevé. Ce calcul paraît se fonder sur des motifs tellement impérieux, que l'opinion y voit un acte de sagesse, en sorte que ceux qui épousent

des filles excellemment douées, mais dénuées de fortune, semblent faire preuve d'imprévoyance, ou porter eux-mêmes témoignage de leur infériorité. En revanche, on signale ostensiblement comme un titre à la considération publique, la fortune apportée par sa femme, et les espérances que les époux fondent sur la mort des parents. »

Mais ce n'est pas tout. Cette conséquence néfaste du partage forcé s'accompagne nécessairement d'une autre : la stérilité systématique des mariages. « Après avoir conjuré par la recherche d'une dot le morcellement de la maison paternelle, le nouveau chef de famille devient naturellement enclin à alléger pour son fils le poids de la même épreuve. Mais en présence des prescriptions de la loi, il n'a qu'un seul moyen d'atteindre ce but indiqué par la prévoyance, c'est de restreindre sa postérité, désordre qui entraîne pour toutes les classes de la société française des conséquences chaque jour plus fatales ». Les résultats funestes de ce désordre sont visibles dans l'ordre physique comme dans l'ordre moral. Dans l'ordre physique, ce désordre ne manque pas d'affecter profondément l'organisme. Dans l'ordre moral, le mal est aussi redoutable : entre l'absence de maternité et le désœuvrement il n'y a qu'un pas. Or, le désœuvrement dans les classes aisées comme dans les classes moyennes conduit au luxe et à la luxure, à la désorganisation du goût et à la désorganisation des mœurs.

Nous avons présenté les multiples raisons pour lesquelles, selon Le Play, les premières réformes doivent tendre à un partage judicieux des attributions entre les époux. Nous retenons donc la conclusion importante : la

femme au foyer, dépendante moralement de l'autorité du chef, dépendante économiquement de sa fortune, mais directrice du foyer familial en vertu d'une délégation tacite. « C'est désorganiser le foyer domestique que d'enlever la femme à ce milieu naturel pour lui attribuer le soin des intérêts du dehors : Or, on la pousse fatalement dans cette voie en l'obligeant à partager les travaux de l'homme ou en lui conférant un droit personnel sur les biens ou sur les industries ». En conservant au contraire l'activité féminine dans l'enceinte du foyer, d'innombrables conséquences heureuses peuvent en résulter, et tout d'abord l'influence que la mère exerce sur l'éducation des enfants, la direction affectueuse qu'elle donne à cette éducation, l'exemple du dévouement qu'elle leur offre à toute heure. La présence de la femme au foyer assure à la famille la propreté du « home » avec tout ce que ce mot évoque d'intime, d'agréable et de confortable. Si les liens d'affection suffisent déjà à retenir l'homme dans son foyer à ses heures de loisir, cette inclination naturelle ne peut être que renforcée encore par la perspective d'un doux séjour dans le calme et la paix de l'intérieur. Une habitation propre et claire, un intérieur bien tenu, une femme saine et des enfants robustes, au sein d'un calme de tous les instants, ce sont autant d'adversaires pour les plaisirs bruyants du dehors et pour les tentations du cabaret.

*
* *

On a exagéré trop souvent le caractère traditionaliste de l'Ecole de Le Play. Nous avons montré ce en quoi il consiste, mais nous sommes forcé de reconnaître que

l'auteur de la Réforme n'est point hostile à des idées nouvelles dans la mesure où elles sont compatibles avec l'état du présent.

Il est, selon lui, deux choses qu'il faut développer dans la société nouvelle : l'éducation professionnelle au sein de la famille et la culture des aptitudes intellectuelles de la femme. Les vertus domestiques, quoique naturelles chez la femme, exigent pour s'épanouir complètement une constante application. La femme ne peut être la véritable providence du foyer que dans la mesure où elle aide au développement de toutes ses qualités domestiques. En se fiant à ses vertus innées, elle peut les laisser s'engourdir. Il en est de ses aptitudes domestiques comme de ses aptitudes intellectuelles ; comme les premières celles-ci constituent un besoin social. Les « raisonnables femmes des générations nouvelles, volontiers, reconnaissent que leur domaine a pour limite le foyer domestique, mais elles entendent joindre aux affections et aux soins matériels, qui en occupent la plus grande part, l'intelligence des intérêts du dehors et la connaissance des grands résultats de l'activité sociale. Il faut satisfaire cette légitime prétention non seulement pour relever autant que possible la dignité des femmes, mais encore pour exciter les hommes à donner à leurs propres facultés le développement le plus complet ». Une femme intelligente et cultivée, tout en restant dans son foyer, peut être une aide précieuse du mari, une conseillère avertie du père pour leurs travaux du dehors. Il se créera entre eux une plus grande harmonie de pensées, mais, cultivée et intelligente, Le Play répugne cependant à la

voir concourir aux fonctions de la vie civile, car une telle prétention va à l'encontre du principe de la Division du travail et de l'association, « forces essentielles de la société et dont la famille offrira toujours le plus parfait modèle ». Il est, pour la femme intelligente, une manière efficace de contribuer aux succès extérieurs de la famille sans intervenir personnellement au dehors, c'est d'éclairer le chef de famille de ses avis, de lui insuffler ce qui, en la femme, est toute prudence, toute prévoyance et tout dévouement. Et Le Play a cité l'exemple des peuples orientaux chez lesquels, « lorsqu'un fonctionnaire public a donné des preuves extraordinaires de zèle et d'habileté, le souverain ne se borne pas à le récompenser, il décerne en même temps à sa femme une distinction honorifique ».

Si le développement des aptitudes domestiques et intellectuelles est une chose souhaitable dans l'état présent des sociétés, il existe dans cet état présent quelque chose que l'on doit condamner : c'est la transformation de la femme en salariée, obligée de travailler en dehors de son foyer. L'Angleterre, selon Le Play, a donné le mauvais exemple aux autres nations; l'Angleterre était alors le pays où les fabriques et les usines étaient en pleine croissance. Outre qu'un pareil état de choses viole le principe des aptitudes naturelles, outre la désorganisation de la famille qui en découle nécessairement, il est un mal plus grave qui se développe indépendamment des deux premiers et que Le Play appelle le fait de séduction. Il est incontestable, déclare-t-il, que les relations blessant les mœurs s'exercent surtout au détriment des jeunes ouvrières lâchées sans défense au milieu de la société. Mais, conservant sa

défiance pour l'œuvre des législateurs, il déclare que ces malheurs ne sont pas seulement imputables à l'indifférence de la loi qui refuse à considérer la séduction comme un délit, mais encore à l'impuissance et à la mollesse de l'opinion publique.

*
* *

Si, en règle générale, toutes les forces sociales doivent se concerter pour provoquer une réforme, si les familles doivent s'aider elles-mêmes pour se constituer suivant des formes stables, Le Play n'a point manqué de montrer le rôle primordial que doit jouer le patronat : L'autorité patronale est l'une des formes d'autorité en lesquelles Le Play repose le salut des sociétés. « En ce qui concerne l'organisation de la famille, les patrons, dignes de ce nom, s'appliquent à grouper les populations en familles fécondes, tirant du principe d'une communauté nombreuse, et du concours continu de plusieurs jeunes gens laborieux et dociles, les moyens non seulement de maintenir fermement la maison-souche, mais encore d'établir au dehors, dans des conditions de moralité et de bien-être, de vigoureux rejetons. Le principal résultat qu'ils recherchent est de multiplier autant que possible, par leurs conseils ou leur intervention, les fonctions lucratives que la mère de famille peut exercer au foyer domestique. Ayant constaté que ce but ne peut être atteint dans les familles instables, ils provoquent la fondation de familles-souches où la mère ne descend jamais à la condition d'ouvrier parce qu'elle trouve au foyer même, pour ses plus

précieuses facultés, un emploi sans limites. Les travaux essentiels du ménage et notamment les soins de propreté, la préparation des aliments, la confection, l'entretien et le blanchissage du linge et des vêtements, l'acquisition et l'administration des petites propriétés, enfin l'éducation des enfants et les influences morales émanant de la mère, cette providence du foyer, sont pour chaque famille comme pour la population entière, une source de bien-être à laquelle ne suppléera jamais aucune conception de l'esprit humain. »

CHAPITRE III

L'ECOLE LIBÉRALE

Le moment est venu, pour les défenseurs du libéralisme classique, de répondre aux attaques que l'Ecole reçoit de partout. Le moment est venu, pour eux, de répondre aux clameurs qui parviennent de tous les points de l'horizon depuis la nouvelle Economie sociale jusqu'à l'école de la Réforme, de la multitude des écoles chrétiennes à celle des écoles socialistes. Contre ces dernières surtout, la lutte s'annonce vive car si, jusqu'au milieu du siècle, elles quittent rarement le domaine idéaliste, car si, jusqu'à cette date, le mot utopiste est attaché à nombre d'entre elles, il est incontestable que depuis, leur doctrine s'est précisée, épurée, systématisée. Nous devons reconnaître à sa louange que, devant le problème du travail féminin, l'école libérale s'est attelée à l'étude détaillée des faits. Grâce à ce souci, quoique ses conclusions fussent encore imprégnées des grands principes qui furent les siens, elle ne manquera pas de proposer des mesures qui furent plus tard très efficaces. Sa thèse est surtout une thèse défensive si nous nous en référons à l'ouvrage capital de P. Leroy Beaulieu, *le Travail des femmes au XIX^e siècle*,

dont les conclusions furent entièrement acceptées par l'Académie des Sciences morales et son rapporteur, l'économiste Reybaud, en 1870.

L'Ecole libérale avait d'abord à défendre son principe de non-intervention contre les réclamations de l'Economie sociale, d'autre part à concilier les nouvelles formes de travail féminin avec le maintien de la famille dont F. Le Play, comme Sismondi, avait proclamé l'absolue nécessité. En troisième lieu, elle avait à anéantir la théorie selon laquelle la dépréciation des salaires est le résultat immédiat du travail des femmes.

Pour la première partie de son programme, elle a usé d'une argumentation purement juridique. L'Etat, selon l'Ecole libérale, n'est pas un être supérieur chargé de mouler la société à sa guise. L'Etat n'est qu'un simple mandataire de la totalité des individus qui composent la société. Il ne doit pas contraindre la société aux pratiques qu'il juge les meilleures. « Ses attributions s'arrêtent au sanctuaire de la volonté humaine et il n'a le droit d'intervenir que si cette volonté dérégulée, se livrant à des écarts contre-nature, empiète sur les volontés similaires et les met en péril ».

Nous savons comment les conceptions modernes ont fait justice de cette théorie de l'Etat, simple agent de police. Quoi qu'il en soit, l'Ecole libérale, jusque là, est restée fidèle au principe de la liberté individuelle; et c'est pourquoi, dans la pratique, l'on se heurte à un individualisme à outrance, impitoyable dans ses conquêtes, implacable dans sa recherche du plus haut gain, insouciant des souffrances et des misères qu'il peut semer sur

son chemin. Il n'est pas étonnant que la réaction se fit plus vive et plus forte, il n'est pas surprenant qu'en face du libéralisme se dresse alors toute la cohorte des écoles nouvelles pour lesquelles la souffrance d'une multitude doit compter bien plus que le bonheur de quelques-uns.

A supposer que l'Etat ne doive intervenir que le moins possible, il faut encore que la société, qui est son fondement nécessaire, puisse exister. Or, elle n'existe d'une façon durable, nous dit Le Play et ses prédécesseurs, que si la famille, qui est la véritable unité sociale, n'est pas dissoute. Les méthodes de production et de travail individualistes ne travaillent-ils pas à cette dissolution ? Non, déclare P. Leroy-Beaulieu, car « la famille, en France, n'est pas l'élément primaire de la société. C'est l'individu seul qui le constitue. La famille est un cadre, mais qui n'embrasse pas tous les éléments sociaux ». Il y a un ensemble assez considérable de célibataires et de jeunes filles sans soutien qui ne peuvent compter que sur leur propre travail. On ne peut songer à leur enlever leur gagne-pain sans leur fournir de quoi vivre ou sans leur créer une famille qu'elles ne possèdent point. L'Etat peut-il assumer la tâche de les aider à vivre sans le concours de leur travail ? De plus, quand les circonstances font de la femme le chef de famille, supposez le cas d'infirmité, de maladie ou d'absence du père ou de l'époux, l'Etat peut-il assumer la tâche de se suppléer à ce dernier pour faire vivre toute une famille qui comptait jusque là sur le salaire de son chef ?

On fait encore erreur quand on prétend que la femme, par sa faiblesse physique et morale, doit être traitée au

même titre que l'enfant. C'est encore une erreur, au point de vue du droit, selon P. Leroy-Beaulieu. « Pour les enfants la loi ne crée aucune servitude, aucune dépendance nouvelle; elle rend seulement l'Etat caution des obligations du père de famille. Ce n'est pas une restriction que la loi impose à la liberté de l'enfant, c'est une garantie qu'elle lui donne contre les abus de l'autorité du père. Ce n'est pas non plus contre ses propres excès, c'est contre les excès d'autrui qu'elle le protège. » (1) C'est trop rabaisser la femme que de vouloir la considérer comme une mineure perpétuelle. Pour celles qui travaillent, on a exagéré dans les écrits, selon l'auteur, les maux qui les accablent. Chaque enquêteur a mis en cause la branche d'industrie dont il s'est occupé. Il ne faut pas oublier, nous dit-il, « que toutes les professions humaines comportent d'inévitables souffrances ». Depuis la création du monde, l'humanité laborieuse a toujours payé son pain à la sueur de son front; elle ne peut que travailler à amoindrir sa peine.

Le travail de la femme déprécie-t-il le salaire des hommes ? Faut-il supprimer cette concurrence ? Non, répond encore l'auteur. Puisqu'il s'agit de travailler pour vivre, la concurrence des hommes et des femmes est une concurrence naturelle. A supposer que le travail des femmes puisse déprécier le salaire des hommes, supprimer cette concurrence naturelle, ce serait « avoir recours à une mesure artificielle et vexatoire, ce serait prendre aux uns pour donner aux autres ».

(1) P. Leroy Beaulieu, *op. cit.*, p. 202.

Seulement, l'Ecole libérale ne nous dit pas que dans cette concurrence les deux compétiteurs n'ont pas la même chance de vaincre, concurrence où l'une des parties se trouve avoir à subir, à l'époque, un fort handicap vis-à-vis de l'autre en raison de sa faiblesse physique comme de son peu d'aptitude professionnelle. Elle s'attache même à démontrer que le travail des femmes n'a pas pour conséquence nécessaire de déprécier le salaire des hommes. Le salaire est en fonction de la production, déclare Leroy-Beaulieu. Les pays à forte production comptent les plus hauts salaires. Thèse difficilement vérifiable, croyons-nous, dans sa totalité, depuis que des travaux nombreux sur les salaires ont été entrepris.

En France, déclare l'auteur, la bas salaire de la femme s'explique par deux faits. D'une part, « les carrières ouvertes aux femmes par la force des traditions, des mœurs et des convenances sociales, sont peu nombreuses. D'autre part, dans les branches d'industrie où elles ont accès, le défaut de connaissances et d'habileté professionnelle les contraint à se restreindre aux ouvrages les plus grossiers et les plus rudimentaires » (1). Dès lors, les remèdes appropriés seraient l'extension des débouchés, l'admission des femmes en plus grand nombre dans les administrations, les professions commerciales, les arts industriels, les banques, les postes... Corrélativement à ces mesures, doit être entreprise l'extension de l'instruction en profondeur comme en surface. L'intérêt de la femme se trouve donc en harmonie avec l'intérêt de

(1) P. Leroy Beaulieu, *op. cit.*, p. 292.

la production, pour le plus grand profit du bien-être général. Mais c'est une entreprise de longue haleine qui ne suppose aucune contrainte, et dont il appartient à l'opinion publique de hâter la réalisation. Ainsi, l'Ecole libérale, forte de « l'ordre naturel des choses », a rejeté tout remède radical, toute mesure coercitive de la part de l'Etat. « L'intervention de l'Etat dans le travail industriel a pour conséquence nécessaire la reconnaissance du droit au travail, du droit à l'assistance et du droit à la retraite... On ne saurait être plus conséquent et moins pratique. » (p. 211). Mais c'est justement ce que réalisent nos sociétés modernes.

CHAPITRE IV

LES DOCTRINES SOCIALISTES

Il était naturel que les écoles qui se proposent pour but de travailler à la disparition de toutes les oppressions, à la destruction de toutes les injustices sociales, s'occupassent de la question de la femme. N'a-t-on pas suffisamment dénoncé la situation de la femme comme une situation injuste, une situation d'opprimée ? Nous avons essayé de grouper dans un ensemble toutes les théories qui se rattachent par un côté quelconque au Socialisme ; de Saint-Simon à Bebel, du socialisme utopique au socialisme révolutionnaire. Si, dans leur ensemble, les écoles socialistes suivent certaines grandes routes communes, il est indéniable que les chemins qui les desservent sont quelquefois divergents. L'attitude de ces écoles, vis-à-vis de la femme travailleuse, est un exemple de cette divergence. De Saint-Simon à Proudhon, de Proudhon à Bebel, il y a deux abîmes successifs.

*
* *

Si Saint-Simon a été le précurseur éloquent du Socialisme, il fut aussi, à un titre non moins glorieux, le pre-

mier apôtre passionné de l'affranchissement de la femme. Tout au rêve d'une société industrialisée, Saint-Simon s'est rendu compte du rôle primordial que peut jouer la femme dans cette société. Nous parlons ici de la femme comme travailleuse, apportant à la société la contribution de son activité productive, la femme créatrice et conservatrice des richesses, et non point de la femme comme être mystique, ange ou déesse d'une nouvelle religion conçue par l'esprit de quelques novateurs. Car si l'on a, quelquefois, étudié l'école saint-simonienne comme une unité, comme un tout harmonieux englobant Saint-Simon et ses disciples, il est des questions où la théorie du chef de l'école se trouve exagérément élargie, déformée plus tard par les héritiers directs de sa pensée : ainsi de l'attitude de l'école vis-à-vis de la femme. Il faut distinguer, croyons-nous, entre la pensée de Saint-Simon et celle de ses élèves, notamment de celle d'Enfantin, il faut dégager la différence qui existe entre l'enseignement du maître et le caractère mystique de la nouvelle religion de Bazard et d'Enfantin.

Saint-Simon lui-même ne s'était pas préoccupé de la question de la femme dans ses détails. Nulle part, dans ses écrits, il n'avait délimité le rôle de la femme dans la société future. Mais il reconnaît implicitement la grandeur de ce rôle. Il a reconnu, pour l'édification d'une œuvre morale durable, l'insuffisance de l'effort de l'homme seul et, dès lors, il a voulu y associer la femme. N'a-t-il pas offert à M^{me} de Staël d'être sa collaboratrice pour que, du concours de leurs deux génies, puisse jaillir la lumière qui éclairerait l'avenir ? L'échec d'une telle tentative l'a

un peu désabusé et Saint-Simon en resta là sur le sujet de la contribution féminine à l'œuvre de réorganisation sociale. Plus tard, après être marié, n'a-t-il pas avoué, avec amertume, qu'il « a usé du mariage comme d'un moyen pour étudier les savants » ? Mais toujours fidèle à son premier rêve, il n'a pas cessé d'appeler tous les hommes et toutes les femmes à l'œuvre de régénération sociale. Ainsi, dès l'aurore du siècle, dans sa conception d'une société établie sur des bases scientifiques, commandée par des savants, dirigée par des compétences réelles, il a fait une place à la femme dans les classes de travaux utiles. Elle sera admise à la peine, mais aussi à l'honneur, car elle aura accès, tout comme les hommes qui ont rendu d'éminents services à la société dans le cadre de leurs occupations, aux distinctions honorifiques qui consacrent la reconnaissance générale (Essai sur l'organisation sociale) (1). Quand il eut traduit sa pensée sous la forme d'une apparition divine, Saint-Simon se souvint toujours des femmes et, dans l'humanité qu'il rêva, « les femmes seront admises à souscrire : elles pourront être nommées » (*Lettres d'un Habitant de Genève à ses contemporains*). Bien plus tard, en déclarant dans son *Catéchisme des industriels*, que « les Français prêchent l'émancipation absolue de toute autorité et de toute convention », ne pensa-t-il pas un peu à toutes les autorités qui oppriment la femme ?

Cependant, si Saint-Simon ne sort pas de ces principes généraux, ne peut-on pas considérer que sa pensée directe

(1) Première version des « *Lettres d'un Habitant de Genève* ».

demeure encore vivante et vivace dans les premières leçons de ses disciples tout au moins jusqu'à la scission de l'école saint-simonienne ? Ne peut-on pas considérer qu'à partir de cette date la véritable école saint-simonienne, la théorie normale de l'école, suivant l'expression de quelques auteurs, a laissé place aux fantaisies des continuateurs ?

Mais alors, jusqu'à cette date, les prédications des disciples, toujours en accord, se résument en peu de lignes : la thèse de l'individu social complexe avec, comme corollaire indispensable, celle de l'égalité absolue entre l'homme et la femme, la thèse de l'identité des sorts de la femme et du prolétaire.

En vertu du premier principe, l'unité sociale essentielle n'est point l'homme, mais un individu complexe formé par l'association de l'homme et de la femme unissant librement leurs efforts. Ni l'homme, ni la femme ne peut-être complet par lui-même. Ils ne sont que les deux parties d'un tout et dans ce tout l'individu social, dans ce couple, « monade sociale », l'homme et la femme sont deux êtres complémentaires et, par conséquent, utiles nécessairement l'un à l'autre. Puisque « toute œuvre sociale de l'avenir est l'œuvre d'un couple, homme et femme » (1), puisque toute fonction sociale révèle la trace du travail de la femme comme de l'homme, on ne saurait concevoir une inégalité quelconque entre eux deux. La société de l'avenir ne saurait donc se réaliser sans l'émancipation de la

(1) *Œuvres Complètes* de St-Simon et d'Enfantin (publiées par les membres du Conseil institués par Enfantin pour l'exécution de ses dernières volontés, Paris, Dentu, 1865-1866, 42 vol., in-8, tome IV, p. 123.

femme, ce qui suppose implicitement son accession à tous les travaux, à toutes les fonctions sociales, civile, politique, économique et religieuse même.

En d'autres termes, l'Ecole saint-simonienne réclame la destruction de tous les obstacles dressés contre l'admission des femmes à toutes les carrières, une participation plus active de celles-ci à la vie de production, à la gestion des biens publics, à la conduite des affaires sociales. Mais le mouvement d'affranchissement de la femme ne saurait se faire indépendamment du mouvement prolétarien. Le même esprit sagace qui a conduit Saint-Simon à voir dans le régime actuel un régime d'exploitation de l'homme par l'homme, a conduit ses disciples à qualifier l'inégalité de l'homme et de la femme « un régime d'exploitation de la moitié du genre humain par l'autre. » (1) Toutes les écoles socialistes modernes, à l'exemple de Saint-Simon, ont incorporé le problème d'affranchissement de la femme à celui de l'affranchissement du prolétaire.

L'Ecole saint-simonienne se garda cependant de toucher à certains fondements moraux de la société de son temps; ainsi pour le mariage. Cependant les attaques dirigées contre elle furent très vives, et la lettre de protestation à la Chambre des députés, que dut écrire Enfantin, en est une preuve. Un paragraphe fut consacré à la réfutation d'une accusation grave : celle de la communauté des femmes. « Le christianisme a tiré les femmes de la servitude, mais il les a condamnées à la « Subalternité, et partout

(1) Op. cit., tome XIV, p. 39.

dans l'Europe chrétienne, nous les voyons encore frappées d'interdiction religieuse, politique et civile. Les saint-simoniens viennent annoncer leur affranchissement définitif, leur complète émancipation, mais sans prétendre pour cela abolir la sainte loi du mariage proclamée par le christianisme : ils viennent au contraire pour accomplir cette loi, pour lui donner une nouvelle sanction, pour ajouter à la puissance et l'inamovibilité de l'union qu'elle consacre.

Ils demandent, comme les chrétiens, qu'un seul homme soit uni à une seule femme, mais ils enseignent que l'épouse doit devenir l'égal de l'époux, et que selon la grâce particulière que Dieu a dévolue à son sexe, elle doit lui être associée dans l'exercice de la triple fonction du temple, de l'Etat et de la famille, de manière à ce que l'individu social, qui jusqu'à ce jour a été l'homme seulement, soit désormais l'homme et la femme. » (1)

Si la doctrine saint-simonienne normale n'a pas eu la bonne fortune de susciter immédiatement l'enthousiasme de la foule en général, et de la foule féminine en particulier, quoiqu'elle contienne en germe l'ensemble du programme des revendications de l'avenir, il faudrait moins incriminer sa valeur intrinsèque que les circonstances. A une époque où trop de théories nouvelles et souvent opposées prétendent indiquer au monde la voie du progrès, la théorie de l'individu social, du couple, monade social dans sa singulière nouveauté, ne laisse de déconcerter un peu les esprits. D'autre part, la véritable pensée de Saint-Simon,

(1) *Exposition de la Doctrine de St-Simon*, 1^{re} année, 1829-1830, Paris, Bureau de l'organisateur, annexe, p. 6.

dans ce qu'elle renferme de pondération et de mesure, n'a pas été diffusée dans le public. De cette pensée, ferme à ses débuts, le public ne connaissait alors que les déductions souvent fantaisistes de ses disciples. L'Enfantin de la première heure, n'a plus été l'Enfantin de la future religion saint-simonienne. Justice fut cependant rendue au maître un peu plus tard : dans l'enthousiasme de 1848, seuls revivaient les véritables espoirs de la première école saint-simonienne : l'émancipation industrielle de la femme dans l'économie, l'émancipation civile et politique dans le droit. De ce programme aux extravagances d'Enfantin, il y a tout un abîme. De déduction en déduction, toujours avec une logique implacable, Enfantin est passé en effet de l'émancipation de la femme à l'émancipation de l'amour, du couple-social au couple-prêtre, pour aboutir à l'exaltation du droit à l'inconstance comme à l'exaltation du rôle mystique de la femme. De telles divagations n'eurent pour résultats que d'aider à l'ensevelissement progressif de la pensée de celui qui voulait être un messie. Elles ont contribué, plus que la réaction de l'époque, à voiler, pendant un temps, l'éclat des autres grands principes de Saint-Simon lui-même.

*
* *

Car la réaction se fit très vive alors, même dans les milieux réformateurs. Par timidité quelquefois, par opportunisme souvent, la plupart des défenseurs de la femme à cette époque proclamaient volontiers le caractère indéfectible du mariage, l'intangibilité du dogme des unions

indissolubles. Selon eux, il s'agirait de s'associer la femme dans la conquête de ses droits. Or, dans la situation présente des mœurs, toute atteinte au régime du mariage l'éloignerait certainement. Comme l'école saint-simonienne, la plupart d'entre eux étaient convaincus que la première conquête doit être faite dans le domaine économique, et qu'elle doit être faite par la femme associée aux autres travailleurs. Pecqueur, comme Leroux, comme plus tard Cabet et Fourier, ont réclamé hautement pour la femme la libre accession à l'usine, à la manufacture, au magasin, à l'atelier. Ils ont donc posé comme un dogme essentiel : le Droit au Travail.

Pecqueur (1) n'a-t-il pas déjà dénoncé la fainéantise comme aboutissement de notre civilisation, si cette même civilisation condamne la femme à rester chez elle coûte que coûte, si cette civilisation se révèle incapable d'utiliser « toutes les facultés qui sont en puissance dans les doigts délicats et le sens esthétique de la femme, tout comme dans les bras nerveux et les mains rudes de l'ouvrier robuste », surtout à une époque où l'outillage semble être créé exprès pour l'y aider ? Il dénonce aussi cette mauvaise répartition des fonctions née surtout de la routine et d'un fâcheux atavisme. Au monde nouveau de répartir les tâches selon les aptitudes, de faire de telle sorte que « les bras et les têtes d'hommes aujourd'hui attachés aux fonctions du ressort des femmes, par la routine, par

(1) Pecqueur, *Des intérêts du commerce, de l'industrie, de l'agriculture et de la civilisation en général sous l'influence des applications de la vapeur*, Paris. Dessessart, 1838.

la misère héréditaire... puisse trouver un travail plus approprié à leurs muscles et à leur entendement viril. »

Ainsi Pecqueur, comme Leroux plus tard, fonde l'égalité de l'homme et de la femme sur l'égalité des facultés. Ne lisons-nous pas aussi dans Leroux « Si vous refusez aux femmes la fonction dans l'action scientifique, artistique, industrielle, il faudra bien que leurs facultés s'atrophient ou tournent mal. Vous en ferez des monstres par arrêt de développement. » (1)

A plus d'un titre donc, les socialistes de la première moitié du siècle furent les précurseurs directs des écoles modernes dans leur campagne pour l'émancipation de la femme. La plupart d'entre eux, sinon tous, avait adhéré au principe qui fait de l'indépendance économique de la femme le fondement de son émancipation.

*
* *

Mais ce tournant passé, nous nous trouvons en face de deux noms, inséparables de deux systèmes sociaux que l'histoire se plaît à désigner sous le nom d'Utopie : Cabet et Fourier, tous les deux, ont abordé la question du travail féminin et, quoiqu'il y ait entre les deux systèmes plus d'un lien de parenté, nous étions tentés de dire plus d'une rêverie commune, les conclusions cependant diffèrent. Si le Royaume d'Icarie proclame l'Egalité absolue entre l'homme et la femme, et par conséquent la participation de tous les deux aux charges de la vie de la communauté, il

(1) P. Leroux, *L'espérance*, p. 99.

reste fidèle néanmoins aux institutions du mariage et de la famille : le mariage proclamé comme « l'institution la plus conforme à la dignité humaine, et la plus capable d'assurer, en même temps que le bonheur des individus, l'ordre dans la communauté, (1) la famille, fortement unie et hiérarchisée, offrant l'image de ce que sera la Communauté.

À l'intérieur de la famille, la femme sera débarrassée de tout souci d'ordre économique, à l'extérieur de la famille, la femme n'aura la charge d'aucune préoccupation politique. Elle ne votera pas, mais travaillera dans les ateliers communs. Pour la préparer à ce travail, la jeune fille recevra dès l'âge de dix-sept ans « l'éducation spéciale ou professionnelle qui a pour but de donner à chacun toutes les connaissances théoriques et pratiques pour exceller dans sa profession » (2); elle possédera en outre tous les arts d'agrément qui la distraieront aux heures de loisir. Mais puisque la fonction publique est écartée, puisque l'éducation et le soin des enfants confiés dès l'âge de cinq ans à la maison nationale ne lui incombent plus, la femme se trouve vouée presque exclusivement aux travaux matériels; les professions auxquelles on les prépare sont surtout des professions manuelles : la mode, la couture;... la médecine, pour quelques-unes seulement, fait exception, par souci de la décence publique qui réclame pour la femme malade des femmes-médecins. Il n'est pas étonnant alors que des contemporains de Cabet aient pu amèrement critiquer son rigorisme. Les réserves de Cabet et l'austé-

(1) Cabet, *Mon Credo Communiste*, Paris, Prevot, 1841, p. 7.

(2) *Voyage en Icarie*, Paris, Bureau du populaire, 1846, p. 82.

rité de sa morale sont moins des souvenirs des théories de Rousseau ou de Mably que des conditions nécessaires à l'existence de la famille et de la société icariennes. Il ne faudrait rien moins que ces réserves et cette austérité pour sauvegarder la famille déjà atteinte dans sa cohésion par l'absence des enfants, plus fortement atteinte encore par la destruction de tous les fondements économiques : la dot, le salaire et l'héritage. Ainsi l'accusation d'immoralité ne saurait être portée contre le système de Cabet.

Mais ce que l'auteur du voyage en Icarie avait essayé de conserver et de défendre, le mariage et la famille, Fourier au contraire s'était acharné à le combattre et à le détruire.

Et cela, pour le bien de la femme, comme pour celui de la société, annonça-t-il ; car « en thèse générale, les progrès sociaux... s'opèrent en raison du progrès des femmes vers la liberté, et les décadences d'ordre social s'opèrent en raison du décroissement de la liberté des femmes. » (1) En avant de toutes les libertés, il y a la liberté du travail. Sans identifier les aptitudes de la femme à celles de l'homme, il déclare que l'épouse et la mère sont douées de mille facultés dont pourraient profiter l'Art, la Science et l'Industrie. Le régime d'entraves au travail de la femme est source de misère et de privations pour elle, « même dans l'industrie où l'homme a tout envahi, jusqu'aux minutieuses occupations de la couture et de la plume, tandis qu'on voit des femmes s'escrimer aux pénibles travaux de

(1) Fourier, *Théorie des Quatre Mouvements et des Destinées générales*. Bureaux de la Phalange, Paris, 1841, p. 195, p. 221.

la campagne. N'est-il pas scandaleux de voir des athlètes de trente ans accroupis devant un bureau et voiturant avec des bras velus une tasse de café, comme s'il manquait de femmes et d'enfants pour vaquer aux vétilleuses fonctions des bureaux et du ménage. » La répartition actuelle des tâches est donc l'effet d'une erreur des siècles. Il faut laisser la femme s'essayer aux diverses tâches, au gré de son désir et de son goût. Toute contrainte et toute restriction serait néfaste. « En voulant n'atteindre qu'un but — celui de ménagère, — vous manquez tout pour avoir trop peu désiré. Vos jeunes filles boursoufflées de préjugés et de philosophie, sont des êtres dénaturés, trop rongés de désirs, l'esprit en distraction continuelle, travaillent avec dégoût, effleurent les arts qu'on leur enseigne, oublient après le mariage tout ce qu'elles ont appris... » Un pareil état de choses est d'autant plus regrettable que « la femme, en état de liberté, surpassera l'homme dans toutes fonctions d'esprit ou de corps qui ne sont pas l'attribut de la force physique. Déjà l'homme semble le pressentir. Il s'indigne et s'alarme lorsque les femmes démentent ce préjugé qui les accuse d'infériorité. » Malheureusement, la femme plus faible s'est soumise à la volonté des hommes, à la tradition qui, au cours des siècles, conserve et perpétue cet état de choses.

« L'esclave n'est jamais plus méprisable que par une aveugle soumission qui persuade à l'opresseur que sa victime est née pour l'esclavage. » (1) C'est donc aux femmes à lutter pour la conquête de leur liberté. « C'est sur les femmes que pèse la civilisation, c'était aux femmes

(1) Fourier, op. cit., p. 220.

à l'attaquer. » Cette dernière attitude de Fourier le distingue de ses prédécesseurs, tout autant que ses conclusions. En effet, pour anéantir la situation actuelle de subordination, il faudrait, selon lui, abolir les mesures restrictives de la liberté de la femme, la proclamer libre de travailler, libre de s'instruire, libre de vivre la vie qui lui plaît, libre de varier ses formes d'activité comme elle le désire. Toute entrave à l'une quelconque de ces libertés naturelles entraînerait le recul et l'anéantissement progressif de toutes les autres. Mais de la liberté pour la femme de diriger seule sa vie à la liberté de suivre les impulsions de sa nature quelles qu'elles soient, il n'y a qu'un pas. Fourier n'a pas hésité à le faire.

Les conséquences inévitables de cet individualisme à outrance sont : la destruction de tous les liens qui forment l'unité de la famille, la femme invitée à abandonner les travaux du ménage, si telle n'est pas sa vocation, invitée à abandonner l'éducation des enfants à des personnes qu'elle croit mieux préparées à ce rôle, la femme libre de contracter, à tout instant, des unions selon son cœur : la diversité en tout et pour tout. En suivant la logique impitoyable de Fourier, nous allons, de la participation de la femme à tous les travaux industriels, par différentes étapes, à l'union libre. Il a devancé de très loin, non seulement dans le temps mais dans la hardiesse de ses conclusions, les socialistes de l'avenir, Bebel entre autres, et c'est ainsi qu'il est responsable, pour une part, de cet horreur qu'inspirèrent, pendant longtemps, le communisme et le socialisme : n'a-t-on pas souvent retenu de son livre que l'immoralité sexuelle qu'il professe ?

*
* *

Cette hardiesse des réformateurs extrêmes devait provoquer une forte réaction parmi ses contemporains. Il est intéressant de remarquer que le plus vif pamphlet fut dirigé contre eux par un penseur dont se réclament, de nos jours, bon nombre d'écoles sociales et socialistes, par P.-J. Proudhon. L'originalité de l'auteur et aussi sa fougue de polémiste passionné contribuent à diminuer, de prime abord, notre surprise de le trouver, en cette matière, apôtre convaincu de la tradition, adversaire résolu de l'émancipation de la femme.

L'exposition de sa doctrine, sur ce sujet, se trouve dans son remarquable ouvrage, *La Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*, publié en 1858. (1) Ses attaques furent si vives, son dogmatisme parut si intransigeant, que des luttes violentes s'annoncèrent aussitôt. Les partisans de l'émancipation de la femme, le parti féministe d'alors, si l'on peut dire, entreprirent la tâche de réfuter les théories de celui qui, après s'être annoncé comme le révolutionnaire le plus ardent, apparaissait alors comme le conservateur le plus opiniâtre. Livres, brochures, articles de journaux pleuvèrent chez l'auteur. En 1861 parut l'ouvrage le plus important sur lequel Proudhon s'acharnera longtemps : *Idées antiproudhoniennes sur la Femme, l'Amour et le Mariage* (2). Proudhon resta fidèle à sa première pensée, son conservatisme ne s'est pas démenti. Il

(1) P.-J. Proudhon, *La Justice dans la révolution et dans l'Eglise*, Paris, Garnier, 1858, tome IV, 10^e et 11^e études.

(2) Mme J. Lamber, Paris, E. Dentu, 1861.

accepta les discussions et les controverses et élaborâ son dossier des réponses qui devait paraître, plus tard, sous la forme d'un ouvrage posthume dont il a justifié, par avance, le titre « *La pornocratie ou les femmes dans les temps modernes.* » (1) En effet, il eut soin de s'adresser d'abord à ses contradicteurs en ces termes : « Mesdames... Notre décomposition sociale marche à vue d'œil ; plus j'en étudie les symptômes, plus je découvre que les libertés publiques ont pour base et pour sauvegarde les mœurs domestiques ; que les mêmes maximes, par lesquelles on détruit les droits des peuples, sont celles par lesquelles, vous et vos coryphées, vous renversez l'ordre des familles ; que toute tyrannie, en un mot, se résout en prostitution, et que la prostitution, étudiée dans son principe, est ce que, vous, mesdames, appelez, avec le Père Enfantin et ses acolytes, affranchissement de la Femme ou amour libre. » (1)

Si ses devanciers et ses contemporains se sont évertués à démontrer l'égalité de l'homme et de la femme, Proudhon s'est attaché, au contraire, à établir l'infériorité physique, intellectuelle et morale de la femme. Le développement des démonstrations est un peu déconcertant, mais nous montre, d'une façon nette, le but poursuivi par l'auteur, celui de nous convaincre que la femme doit être subordonnée à l'homme dans l'œuvre de la Justice. La femme, selon lui, est toujours « en deçà ou au-delà de la justice » et, ce qui effraie surtout en elle, c'est sa haine de l'égalité. Dès lors, la femme, fervente des distinctions et

(1) P.-J. Proudhon, *La Pornocratie*, Paris, Marpon et Flammarion, p. 2.

des préférences, ayant le culte de toutes les aristocraties, ne saurait contribuer à l'œuvre de Justice, elle ne peut que stimuler ce sentiment chez l'homme. Et c'est au sein de la famille, par le mariage, que doit se réaliser cette entr'aide; car l'amour n'est pas tout le mariage, il n'est même que la plus petite part. Il faudrait donc dompter l'amour au nom de la Justice. Toute atteinte au mariage est donc un crime contre la Justice. A ceux qui attaquent cette institution, Proudhon déclare : « Vous attaquez tout ce que j'aime et révère, la seule de nos anciennes institutions pour laquelle j'ai conservé du respect, parce que j'y vois une incarnation de la Justice. » (1)

Combattant le principe de l'égalité absolue entre l'homme et la femme, Proudhon a déjà combattu la libre accession de la femme à tous les travaux masculins, car, pour lui, la différenciation des travaux est nécessaire et résulte directement de la différence des forces. « Dans tous ses rapports avec son semblable, l'homme exige service pour service, produit pour produit, conseil pour conseil, droit pour droit. La loi qui les régit est la loi du talion, la loi terrible de la concurrence, de la lutte ou, ce qui revient au même, de l'équilibre des forces. De l'homme à la femme, en raison de la diversité de leurs dominants, les choses ne se passent plus de même. D'abord, l'homme ne peut exiger, de la femme, travail pour travail, corvée pour corvée, produit pour produit, puisqu'elle est plus faible. Dans ces conditions, elle serait traitée fatalement

(1) P.-J. Proudhon, *La Pornocratie*, p. 3.

en inférieure... » (1) Ainsi, la différenciation des travaux étant nécessaire, quelle serait alors la dévolution des tâches ?

Selon Proudhon, la femme doit rester dans son foyer. C'est une mesure nécessaire pour sauvegarder la vertu, la famille et la Justice. En revendiquant pour les deux sexes la similitude des fonctions et des attributions, on fait une confusion et on crée un désordre gros de conséquences. Car « alors, la famille étant niée, l'homme découronné, la femme ravalée au niveau de la concubine, le mariage réduit à l'amour, l'éducation des enfants un mandat de l'autorité publique, la vie privée, par conséquent, réduite à rien. Alors, en dépit de la nature et du bon sens, vous êtes forcé de chercher à la femme des attributions en dehors de son sexe, de lui créer de plus gros muscles, un plus large cerveau, des nerfs plus forts, vous la rendez homme, vous la dénaturez, l'enlaidissez, en un mot, vous l'émancipez. »

Il est étonnant aussi de voir comment, chez Proudhon, cet argument de la force lui apparaît décisif et doit tout expliquer. Nous ne citerons qu'un exemple : « Vous réclamez pour la femme, comme pour l'homme, les fonctions de judicature. Apprenez une bonne fois que toute judicature est un démembrement de l'autorité militaire, de même que toute la législation est une déduction du droit de la force. Réclamez donc aussi pour les jeunes filles, comme pour les jeunes hommes, le privilège de la cons-

(1) *La Pornocratie*, p. 47-48.

(2) *Ibid.*, p. 142.

cription. Vous n'êtes pas seulement en état de monter une garde. » (1)

La doctrine de Proudhon nous apparaît donc sous deux aspects différents : d'abord une passion profonde pour le principe d'autorité, autorité du chef de famille fondée sur la subordination de la femme, et pour contrebalancer les rigueurs de ce principe, une explosion sentimentale faisant de la femme comme un ange gardien du foyer : « la femme, forteresse de la conscience de l'homme, splendeur de son âme, principe de sa félicité, étoile de sa vie, fleur de son être. » (2) Pour concilier ces deux aspects, il faut pouvoir invoquer les circonstances de sa vie publique et de sa vie privée. Proudhon n'a pas été seulement l'homme des grandes théories, mais l'homme qui faisait trembler la bourgeoisie de son temps, et qui, sous la première apparence d'un froid théoricien révolutionnaire, était cependant l'ennemi des révolutions anarchiques. Ayant vu la débâcle de 1848, il en conclut que les révolutions, pour être efficaces, doivent être conduites par la force d'une autorité bien assise. On peut voir qu'il annonce Nietzsche, et par une curieuse coïncidence, les pensées respectives que les deux hommes portent sur la destination sociale de la femme sont comme calquées les unes sur les autres, coïncidence d'autant plus curieuse que nous avons en présence un célibataire endurci, d'une part, et un père de famille modèle, d'autre part. Proudhon a été, durant toute sa vie, « le modèle de toutes les vertus privées. » (3)

(1) *Pornocratie*, p. 38.

(2) *La Justice*, tome IV, p. 223.

(3) Bouglé, *La Sociologie de Proudhon*, Paris, A. Colin, 1911, p. 194.

La sévérité ou, plus exactement, l'austérité de sa théorie apparaît comme la traduction littérale de ce que fut sa vie laborieuse et honnête, comme la révolte d'un père de famille accompli contre le désordre des mœurs dont il accuse, tout à la fois, l'Eglise et les écoles utopiques de Saint-Simon à Fourier d'être les auteurs et les propagandistes. Il faut, pour remédier à ces désordres, redonner à la femme les fonctions purement domestiques auxquelles l'avaient destinée « la nature et la loi conjugale » (*Pornocratie*, p. 59). Lisons encore dans son catéchisme du mariage : « Quelle est, dans l'économie domestique et sociale, le rôle de la femme ? Le soin du ménage, l'éducation de l'enfance, l'instruction des jeunes filles sous la surveillance des magistrats, le service de la charité publique... Aucune industrie, aucun art ne vous semble-t-il plus spécialement dévolu à la femme ? C'est toujours, en termes voilés, reproduire la question de l'égalité politique et sociale des sexes et protester contre le titre de ménagère qui, mieux que celui de matrone, exprime la vocation de la femme. La femme peut se rendre utile en une foule de choses et elle le doit ; mais, de même que sa production littéraire se réduit toujours à un roman intime, dont toute la valeur est de servir, par l'amour et le sentiment, à la vulgarisation de la Justice ; de même sa production industrielle se ramène, en dernière analyse, à des travaux secondaires ou de ménage, elle ne sortira jamais de ce cercle ». Ainsi, la femme reste tout le temps l'auxiliaire de l'homme, supportant ce que les saint-simoniens appellent sa subalternité, auxiliaire dans le travail « par ses soins, sa douce société, sa charité vigilante » ; auxiliaire du côté de la

Justice, « car elle est l'ange de la patience, de résignation et de tolérance »; auxiliaire du côté de l'esprit « par sa réserve, sa simplicité, sa prudence, par la vivacité et le charme de ses intuitions », « la femme n'a que faire de penser elle-même », elle doit servir seulement à la vulgarisation de la science et de l'art par le sentiment.

De cette façon, l'homme et la femme forment, au moral comme au physique, « un tout organique dont les parties sont complémentaires l'un de l'autre ». Il y donc, en dernière analyse, dans la pensée proudhonienne, comme un souvenir des théories de l'individu social, du couple androgyne et comme un avant-goût du système de Politique positive.

*
* *

Après 1848, après l'échec de toutes les tentatives sociales de la seconde République, après Proudhon, la chaîne de la pensée doctrinale française s'est rompue pendant un moment. Dans le chaos des successives révolutions, les pensées d'un Saint-Simon, d'un Fourier, d'un Proudhon n'ont point atteint la foule. Avant d'avoir eu le temps de les mûrir, elle a subi la vague de la pensée étrangère, de la pensée allemande surtout, venue vers elle avec l'épithète sonore de « scientifique », précédée de ce drapeau flamboyant qu'est le *Manifeste* de Karl Marx. Si le mouvement socialiste a continué en France et s'est même intensifié comme mouvement, il est mû surtout par les théories venues de par delà les frontières. Cette éclipse a duré jusqu'au jour où la pensée traditionaliste française

a fleuri en vertu des inéluctables réactions. Malgré l'aspect florissant avec lequel cette pensée traditionaliste française se présente à tous, en ces jours où les théories d'outre-Rhin, la doctrine marxiste pour préciser, a comme passé par les épreuves de l'expérience, l'éclipse dont nous parlions tout à l'heure nous a obligé à dévier le cours de nos investigations. Jusqu'ici, nous les avons circonscrites autour des doctrines françaises. Le jugement que les hommes portent sur le travail de la femme révèle la trace de la mentalité des peuples. Le travail de la femme se modèle sur la variété de leurs ressources, de leurs lois, de leurs mœurs. Et c'est ainsi que la France, venue après l'Angleterre au régime industriel, n'eut pas à supporter les mêmes maux et les mêmes désordres.

Tout en n'oubliant pas ces considérations, il nous semble devoir parler de certaines théories nées hors des frontières françaises parce qu'elles s'occupent souvent, non des faits propres à chaque peuple, mais des côtés universels de ces faits eux-mêmes, parce qu'elles portent souvent, dans leur élaboration, la trace des inspirations françaises et parce qu'aussi les idées qu'elles expriment, traduites en des langues innombrables, sont devenues pour ainsi dire internationales. Nous citerons d'abord Stuart Mill, qu'il est difficile de rattacher au socialisme, mais dont l'ouvrage, sur *l'assujettissement des femmes*, eut un énorme retentissement. Cet ouvrage ne nous arrive-t-il pas, en effet, d'un pays foncièrement traditionaliste et où les institutions familiales et sociales, si sévères pour la femme, apparaissent, à la majorité des gens de l'époque, comme toutes naturelles ? Nous parlerons ensuite

de Bebel, dont l'ouvrage sur *la femme dans le passé, dans le présent et dans l'avenir*, traduit en presque toutes les langues, apparaît aux écoles socialistes comme la charte internationale du travail féminin.

*
* *

Stuart Mill pose l'égalité de l'homme et de la femme au frontispice de son ouvrage (1). « Je crois que les relations sociales des deux sexes, qui subordonnent un sexe à l'autre au nom de la loi, sont mauvaises en elles-mêmes et forment aujourd'hui l'un des principaux obstacles qui s'opposent au progrès de l'humanité, je crois qu'elles doivent faire place à une égalité parfaite sans privilège ni pouvoir pour un sexe comme sans incapacité pour l'autre. » (1) C'est donc réclamer hautement, pour la femme, le droit au travail, le droit à la direction et comme un droit à la concurrence.

Toutes les prohibitions concernant le travail féminin dérivent d'un sentiment général puissant, mais n'ont aucun fondement scientifique et ne reposent que sur des éléments « non rationnels » de la nature humaine. Ce sentiment est né des circonstances et demeure entretenu par le temps. Ici la circonstance c'est, à l'origine, l'infériorité de la force musculaire de la femme. Or, les lois et les systèmes sociaux commencent toujours par reconnaître les rapports qui existent déjà entre les personnes. Ce qui

(1) Stuart Mill, *L'Assujettissement des femmes*, traduction Cazelles, Paris, 1876.

n'était d'abord qu'un fait brutal devient un droit légal garanti par la société, appuyé et protégé par les forces sociales substituées aux compétitions, sans ordre et sans frein, de la force physique. Cette dépendance originellement née de l'inégalité des forces, demeure consacrée par le temps et l'usage. « Cette dépendance, telle qu'elle existe aujourd'hui, n'est pas une institution adoptée après mûre délibération pour des conditions de justice et d'utilité sociale : c'est l'état primitif d'esclave qui se perpétue à travers une série d'adoucissements et de modifications dus aux mêmes causes qui ont, de plus en plus, poli la rudesse des manières et soumis, dans une certaine mesure, toutes les actions des hommes au contrôle de la Justice et à l'influence des idées d'humanité : la tâche de sa brutale origine n'est pas effacée. »

Ainsi il se trouve d'accord avec Proudhon pour dire que la faiblesse a créé la subordination. Seulement il se demande en vertu de quel postulat cette subordination doit être maintenue. A l'heure où l'on discutait âprement sur le droit de la force, les partisans de l'ancien état de choses durent se baser de nouveau sur l'incapacité physique, intellectuelle et morale de la femme. Stuart Mill a donc entrepris de réfuter ce dogme de l'incapacité naturelle.

Même si l'incapacité physique de la femme est réelle et naturelle, il n'y a aucune raison supérieure pour décréter l'exclusion de la femme de toutes les fonctions sociales. « Personne ne croit utile de faire une loi pour que les forgerons aient tous des bras vigoureux. La liberté et la concurrence suffisent à faire des hommes, pourvus de bras vigoureux, des forgerons, parce que les hommes qui ont les

bras faibles peuvent gagner davantage en s'engageant dans une occupation à laquelle ils sont plus propres. »

Comment démontrer, d'ailleurs, que toutes les différences morales ou intellectuelles, quelque grandes et en apparence ineffaçables qu'elles puissent paraître, ne sont pas des productions artificielles de notre humanité. Tant que nos institutions sociales n'autorisent pas la femme à développer son originalité aussi librement que l'homme, l'on ne saurait prétendre tirer l'incapacité de la femme de sa nature même. Car cette nature n'est que l'apparence et non la réalité. Toutes les théories sur l'infériorité de la femme demeurent donc des théories dans tout ce que ce mot contient d'hypothétique.

Un dernier argument contre la thèse traditionaliste : vous prétendez que l'humanité a pu vivre et se développer avec ce régime et qu'il n'a pas été nécessaire d'émanciper la femme pour arriver à l'état actuel de prospérité. Cela, soit ; mais l'humanité n'a pas pu tenter plusieurs expériences simultanément. La seule expérience que nous enseigne son histoire ne nous dit pas que cette prospérité n'eût pas été réalisée plus tôt si la femme avait été émancipée.

Ces points étant élucidés, Stuart Mill nous laisse entrevoir la tâche de la société de l'avenir. Ici nous apparaissent, plus nettement que partout ailleurs, l'influence de ses origines, l'influence de Mme J. S. Mill et aussi les attaches profondes qui le relie à une doctrine libérale dont il fut imprégné dès sa tendre enfance. Ayant décrété l'égalité de l'homme et de la femme, les droits de tous deux au libre travail, il n'est nul besoin de pres-

crire à chacun d'eux de suivre sa vocation. « Il n'y a pas d'autre moyen d'apprendre ce qu'une personne ou plusieurs peuvent faire, que de les laisser essayer; nul ne peut se mettre à leur place pour découvrir ce qu'elles doivent faire ou ce dont elles doivent s'abstenir pour leur bonheur. » C'est l'apologie d'un régime de liberté absolue, de libre concurrence, c'est-à-dire de lutte perpétuelle. Mais c'est aussi l'apologie d'un régime de gaspillage d'énergie, diront nos contemporains. Il est étonnant que Stuart Mill n'ait point songé aux souffrances et aux misères que créent toujours le passage d'un monde à l'autre, aux douloureux efforts que doivent fournir toutes celles qui veulent se faire une place dans un monde déjà encombré. Stuart Mill éprouve même le besoin de raffermir sa pensée : « Il est tout à fait superflu d'interdire aux femmes ce que leur constitution ne leur permet pas. La concurrence suffit pour leur défendre tout ce qu'elles ne peuvent faire aussi bien que les hommes, leurs compétiteurs naturels, puisqu'on ne demande en leur faveur ni primes, ni droits protecteurs ». Cherchant surtout à défendre la dignité sociale de la femme, comme une condition de sa liberté, il est naturel que Stuart Mill s'en réfère à son libre arbitre, une fois cette liberté acquise, pour le choix de la branche d'activité qui lui conviendrait le mieux.

Il reste une dernière barrière à renverser. On prétend que la vocation naturelle de la femme est le mariage et la maternité, que le champ d'activité féminin ne doit pas dépasser le cercle de la famille. En acceptant que ce soit là une vocation naturelle, quelle raison a-t-on alors d'y

contraindre la femme en ne lui ouvrant aucun autre champ d'activité; comme si, sans pareille contrainte, les femmes se refuseraient au mariage et à la maternité. C'est alors anéantir le dogme de la vocation naturelle. Quand vous dites à quelqu'un : Prenez ceci ou vous n'aurez rien, il est à prévoir que ce que vous lui concédez n'est pas autrement désiré par lui. Sur ce point, l'école libérale anglaise va plus loin que l'école française. Elle ne réclame pas seulement la liberté du travail pour les femmes libres de commander à leur existence, ou obligées par les circonstances de vivre de leur travail, elle proclame le droit à l'activité extérieure pour la femme même mariée. Si la vocation naturelle de la femme est d'être mère, si, à ce titre, son activité se restreint dans le cercle de sa famille, ne lui imposons aucune entrave : elle choisira elle-même la direction de son ménage et renoncera à toute occupation extérieure. « Il faut laisser les règles générales se plier librement aux aptitudes particulières et rien ne doit empêcher des femmes douées de facultés exceptionnelles et propres à un certain genre d'occupation d'obéir à leur vocation, nonobstant le mariage, pourvu qu'elles parent aux lacunes qui pourraient se produire dans l'accomplissement de leurs fonctions ordinaires de maîtresses de maison. »

Un fait caractéristique des écoles libérales et qui forme la liaison entre la doctrine de Leroy-Beaulieu et celle de Mill, c'est qu'à aucun moment ces doctrines ne se sont souciées de l'engorgement possible des métiers et des fonctions. Nous lisons dans Stuart Mill : « Y a-t-il un si grand excès d'hommes propres aux hautes fonctions que

la société soit en droit de rejeter le service d'une personne compétente. Sommes-nous si assurés d'avoir toujours un homme sous la main pour toutes les fonctions sociales importantes qui pourront vaquer, que nous n'ayons rien à perdre à frapper d'incapacité la moitié de l'espèce humaine en refusant de tenir compte de ses facultés quelque distinguées qu'elles puissent être ? » (p. 123-124).

*
* *

On a souvent dit des ouvrages socialistes qu'ils se présentent tous sous une forme analogue; comme une pièce dramatique invariablement composée de deux tableaux : le premier nous fait voir l'état lamentable de nos sociétés actuelles, tableau bien sombre qui permet de mieux faire ressortir le deuxième, le tableau de notre société future fondée par le socialisme. Il faut peut-être excepter Karl Marx qui, systématiquement, se cantonna dans le premier et qui se garda d'échafauder, avec des théories, l'institution de l'avenir. Bebel, au contraire, s'est hasardé bien plus loin que son devancier. Aux deux premiers chapitres qui forment la première partie de son ouvrage : *la femme dans le passé, la femme dans le présent*, il n'a pas craint d'ajouter un troisième, *la femme dans l'avenir*.

Tout d'abord il a voulu donner une armature solide et comme une base scientifique déduite de la philosophie de l'histoire à la pensée traditionaliste de son école, à savoir : le sort de la femme est intimement lié au sort de son compagnon le prolétaire, son affranchissement

accompagnera celui du prolétaire. Identifier le sort de la femme à celui du prolétaire c'est, selon lui, affirmer hautement que l'émancipation de la femme ne peut se résoudre que par une réforme de l'organisation économique. Un monde meilleur pourrait venir si l'on changeait simplement les armatures économiques de la société actuelle, si l'on réalisait la socialisation de la société, avec ses corollaires indispensables : le Droit au travail devenu une des formes du devoir, le Droit à l'éducation intégrale.

Bebel commence donc par faire le procès du règne de la concurrence. L'apport de la main-d'œuvre féminine y entraîne nécessairement la dépréciation du salaire. Ce n'est pas que ce travail soit à dédaigner, il est souhaitable au contraire. Seulement, avec le régime actuel de nos sociétés, il est source de calamités, et la femme est la première à en pâtir. Si un tel état de choses est dû à la détestable organisation de notre société actuelle, pour y remédier, il suffit de réaliser la société de l'avenir, la société socialiste. C'est alors seulement qu'on pourra supprimer les divers inconvénients qui peuvent résulter de nos progrès sociaux : la liberté industrielle de la femme est un progrès comme a été un progrès le perfectionnement de l'outillage. Seulement la société actuelle en supporte les inconvénients, alors que dans la société de l'avenir les avantages de ces progrès subsistent seuls et profitent à tous les membres de la société. Nous allons consacrer un développement à chacun de ces points.

Dès les premières lignes de son ouvrage, Bebel pose l'identité du sort de la femme et de celui du travailleur :
« La femme et le travailleur ont tous deux de commun

ceci : que de temps immémorial, ils sont des opprimés. » Mais s'il y a identité dans la situation, il n'y a pas identité dans le degré d'oppression. Bebel déclare que la femme a été et est encore « traitée par le travailleur lui-même comme une inférieure ». Nous allons voir tout à l'heure la part d'influence que possède une telle proposition dans la naissance d'un féminisme indépendant qui n'accepte point le programme socialiste d'émancipation. Toute l'histoire du passé est, selon Bebel, l'histoire d'un long esclavage pour la femme, l'histoire d'une perpétuelle dépendance économique. Cette dépendance économique ne résulte pas du fait qu'elle n'a été toujours que consommatrice. Tout au contraire, au cours de tous les siècles, elle a travaillé, peiné et souffert, mais n'ayant jamais cessé d'être la propriété ou de la horde, ou du clan, ou de la famille, ou de l'homme, elle a travaillé comme esclave.

Dans ses périodes de faiblesse, elle devait réclamer la protection de l'homme. Il est naturel que ce dernier prit l'habitude de jouer à tous les instants son rôle de maître. Ainsi la femme habituée à obéir, habituée à travailler dans l'ombre, est restée bien loin en arrière de l'homme tant au point de vue physique qu'au point de vue moral et intellectuel. La servitude est donc la loi générale de toute l'histoire de la femme dans le passé. Cette servitude commence dès le plus jeune âge, sous le toit paternel, pour continuer chez le mari seigneur et maître : telle est encore la situation du présent. En effet, il faut à la femme mariée le concours de ses filles pour pouvoir remplir les multiples devoirs de sa charge. Il en résulte que la jeune fille dépasse rare-

ment l'enceinte familiale, que son éducation intellectuelle ne sort pas du cadre des occupations domestiques ordinaires. Le mariage n'est qu'un changement de logis, le labeur continue et s'accroît. Jusqu'aux temps modernes cette situation demeure immuable. Il a fallu le développement intensif de la grande industrie, l'énorme extension du machinisme, pour faire craquer nos vieilles institutions sociales.

Si le régime industriel annonce un temps nouveau pour la condition des travailleurs, il est aussi annonciateur d'une phase nouvelle dans l'évolution de la destination sociale des femmes. En effet, le mouvement caractéristique de notre siècle, c'est la liberté industrielle de la femme. Il ne faut pas cependant se réjouir trop tôt des innombrables bienfaits qui peuvent découler de cette prétendue liberté. Il ne faut pas trop vite se féliciter de ce que la femme, désormais libre de travailler en dehors de sa famille, puisse s'émanciper plus facilement. Car cette liberté, trop hâtivement consentie en un temps et dans un monde où les autres conditions sociales restent intactes, ne peut qu'engendrer des maux innombrables. Cette liberté trop facilement consentie par le monde bourgeois cache d'autres desseins. « Au fond de ce bon accueil il y a l'intérêt de classe de la bourgeoisie » (1). Ce même intérêt de classe se révolte quand la femme prétend aux carrières libérales et aux fonctions supérieures. C'est que le capitalisme, pour intensifier sa production, a simple-

(1) *Bebel, op. cit.*, p. 148.

ment besoin de bras nouveaux. Karl Marx nous a déjà bien montré la prolétarianisation croissante des masses.

Dans notre société moderne, où la femme est libre de travailler à côté de l'homme comme ouvrière, la justice implique que chaque fois qu'elle fournit un travail égal à celui de l'homme, elle recevra une rémunération égale à celle de ce dernier. Telle n'est pas cependant la situation réelle. Les salaires féminins sont toujours des salaires de famine. Un tel état de choses ne s'explique que par le caractère de la femme, caractère fait d'effacement, de docilité et de soumission. Nous avons vu comment cet effacement et cette soumission sont moins le fait de la femme elle-même que la résultante nécessaire des siècles et des siècles d'oppression. « Un esclavage qui dure des centaines de générations finit par devenir une habitude. L'hérédité et l'éducation le font apparaître aux deux parties intéressées, les hommes et les femmes, comme naturel. » Fourier avait déjà dit la même chose en des termes différents.

Le patron, habile à exploiter tous les moindres avantages qui peuvent s'offrir à lui, n'est pas sans apprécier cet état de choses. Puisque la femme elle-même a l'habitude d'envisager son état d'infériorité comme une chose toute naturelle et inhérente à son sexe, elle ne pourra désormais prétendre à travailler aux côtés de l'homme que là où ses exigences matérielles seront inférieures à celles de l'ouvrier masculin. Cette réduction de salaires n'est donc aucunement justifiée par un moindre rendement. Loin de là, dans une foule de travaux, la femme fait preuve d'une plus grande patience, d'une dextérité plus remar-

quable, un sens du goût plus développé. Ces qualités ne sont-elles pas très précieuses pour les travaux délicats ?

En remplaçant l'ouvrier par la femme, le patron gagne donc à la substitution. L'invasion de la femme dans l'industrie est donc le résultat direct de ce calcul d'intérêt. Le mobile financier est donc le mobile premier, mais pas le mobile unique. Le patron, s'il regarde souvent à sa caisse et à la réduction des dépenses en salaire, songe plus souvent encore à la sécurité de son entreprise. Puisque, par habitude, la femme est plus soumise et plus patiente que l'homme, elle supporte plus facilement et pendant une plus longue durée les mauvais traitements. Le fait que l'ouvrière « ne cherche que tout exceptionnellement à s'unir à ses camarades pour obtenir une amélioration dans ses conditions de travail, augmente aux yeux du patron sa valeur comme sujet d'exploitation ». Nous n'avons parlé jusqu'ici que de la travailleuse en général, célibataire souvent, et jeune fille même. Mais le travail féminin compte un grand nombre de femmes mariées. Aux raisons précédentes qui ont ouvert pour elles les portes de l'usine ou de l'atelier il faut en ajouter d'autres. En raison même de la constitution de nos familles, les femmes auxquelles incombent l'entretien de l'intérieur, l'entretien de nombreux enfants, sont plus soumises, plus dociles encore que les jeunes filles, plus attentives qu'elles à la besogne, donc aptes à s'instruire plus vite, et à fournir plus tôt un gros rendement. De plus, pour garder coûte que coûte leur place, elles sont obligées « d'astreindre toutes leurs forces au travail ». N'est-ce point là une nouvelle source de revenus pour le patron ? Bebel a mentionné à

ce sujet, à deux reprises différentes, une note du *Capital*, de Karl Marx : « M. E..., fabricant, me fit connaître qu'il n'employait que des femmes à ses métiers à tisser mécaniques, qu'il donnait la préférence aux femmes mariées et, parmi elles, à celles qui avaient à la maison de la famille qu'elles devaient entretenir, que celles-ci montraient beaucoup plus d'attention et de docilité que les célibataires et devaient travailler jusqu'à l'épuisement de leurs forces pour procurer aux leurs les moyens de subsistance indispensables. C'est ainsi que les qualités propres de la femme sont faussées à son détriment et que tous les éléments moraux et délicats de sa nature deviennent des moyens de l'asservir et de la faire souffrir » (1). Nos détestables conditions sociales permettent d'ailleurs bien plus : le patron n'hésite pas à exploiter le caractère physiologique de la femme. Il lui est facile d'invoquer les interruptions de travail préjudiciables à toute bonne organisation, interruptions dues à des accidents physiologiques, à la grossesse. Il lui est aisé d'invoquer ces aléas pour pouvoir réduire démesurément le salaire féminin, cette réduction n'étant à ses yeux que la juste compensation des désagréments qu'il supporte.

Il est une deuxième cause de réduction du salaire, selon Bebel, qui provient directement de l'accroissement de la main-d'œuvre féminine. Cet apport de bras augmente considérablement l'offre de travail alors que la demande ne croît guère et peut même diminuer avec les

(1) Karl Marx, *Le Capital*. En note : Ten hour's Factory Bill. The speech of Lord Ashley. London, 1844.

progrès du machinisme. Il en résulte que partout où la main-d'œuvre féminine s'est introduite, elle supprime la main-d'œuvre masculine. Celle-ci, pour trouver un débouché, s'offre à un salaire plus bas; cette offre influencera sans retard sur le salaire féminin : répercussion toute naturelle suivant l'inéluctable logique des choses. Nous sommes donc comme en présence, dit-il, d'une sorte de « vis sans fin » qui écrase alternativement l'un et l'autre sexe et toujours plus lourdement. « Si à l'origine du système de production capitaliste, le travailleur féminin s'est épuisé à lutter contre le travailleur masculin, aujourd'hui c'est un sexe qui lutte contre l'autre et, par la suite, on luttera âge contre âge. La femme supprime l'homme et elle sera supplantée à son tour par l'enfant. Voilà ce qui constitue l'ordre moral dans l'industrie. » Nous avons peur que cette prophétie, ainsi que sa loi du salaire, risquent de n'être jamais vérifiées, si elles ne sont pas déjà démenties.

Nous passons maintenant à la deuxième partie de sa démonstration : nous ayant montré que la situation du travail féminin à l'état actuel est une situation lamentable, Bebel veut nous démontrer qu'en raison même des circonstances historiques qui président à la constitution de nos sociétés, il ne peut pas en être autrement. Situation lamentable, dit-il, il suffit de la constater autour de soi : l'accession des femmes aux travaux les plus pénibles physiquement et moralement, les dangereuses promiscuités, la dégénérescence, l'immoralité, la recrudescence des maladies de toutes natures, la mortalité accrue des enfants, la désagrégation de la vie de famille, la dé-

sorganisation du mariage et des mœurs, la prostitution « devenue une institution sociale nécessaire du monde bourgeois ». S'il n'est pas du tout désirable qu'il en fût ainsi, du moins cet état de choses est déjà un progrès dans la mesure où il permet de stigmatiser les criantes anomalies que comporte la structure de nos sociétés actuelles, dans la mesure où il nous permet d'entrevoir les remèdes possibles, dans la mesure où il contribue à hâter la venue de la société de l'avenir. En raison des causes profondes qui vicient la situation de la femme travailleuse, toute demi-mesure est vouée par avance à l'insuccès, car toutes les solutions particulières, pour être possibles, impliquent elles-mêmes la réorganisation préalable de la structure des sociétés.

Le seul moyen de remédier aux vices actuels du travail féminin serait la réorganisation de notre armature sociale en entier. « Il y a lieu de chercher à fonder un ordre social dans lequel la totalité des instruments de travail soit la propriété de la communauté qui reconnaît l'égalité de droits à tous, sans distinction de sexe, qui entreprenne l'application de tous les perfectionnements et de toutes les découvertes tant techniques que scientifiques, qui enrôle en même temps pour le travail tous ceux qui, à l'heure actuelle, ne produisent pas ou emploient leur activité à des choses nuisibles, les paresseux, les fainéants, de telle sorte que la durée du travail nécessaire à l'entretien de la société soit réduite à son minimum et que, par contre, le développement physique et intellectuel de tous ses membres soit porté à un plus haut degré. De cette façon seulement la femme deviendra comme l'homme un

membre de la société, utilement productif et à-droits égaux. De cette façon seulement elle pourra donner leur plein développement à ses facultés physiques et morales, remplir tous ses devoirs et jouir de tous ses droits sexuels ». Quelle sera, dans la société future, la situation de la femme ? Bebel nous la décrit : « La femme, dans la société nouvelle, jouira d'une indépendance complète; elle ne sera plus soumise même à un semblant de domination ou d'exploitation, elle sera placée, vis-à-vis de l'homme, sur un pied de liberté et d'égalité absolues. Son éducation sera la même que celle de l'homme, sauf dans le cas où la différence des sexes rendra inévitable une exception à cette règle et exigera une méthode particulière de développement; elle pourra, dans des conditions d'existence vraiment conformes à la nature, développer toutes ses formes et toutes ses aptitudes physiques et morales; elle sera libre de choisir, pour exercer son activité, le terrain qui plaira le plus à ses vœux, à ses inclinations, à ses dispositions.

Placée dans les mêmes conditions que l'homme, elle sera aussi active que lui. Bien mieux, employée d'abord comme ouvrière à quelque travail pratique, elle donnera, l'heure d'après, ses soins à l'éducation, à l'instruction de la jeunesse, pendant une troisième partie de la journée, elle s'exercera à un art, à une science quelconque, pour remplir enfin dans une autre période de la journée quelque fonction administrative. Elle jouira, de même que l'homme, d'une entière liberté dans le choix de son amour. Elle aspirera au mariage, se laissera rechercher et concluera son union sans avoir à considérer autre chose que son in-

clination » (1) : conclusions qui auraient certes enchanté Fourier ; mais nous nous réservons de confronter plus tard les prophéties de Bebel avec les possibilités de la société d'après guerre.

Bebel demande donc pour la femme l'égalité absolue avec l'homme. Toute inégalité, en effet, engendrerait l'exploitation. En second lieu, le droit à l'éducation intégrale. Elle est nécessaire pour que l'accession libre des femmes à tous les domaines de l'activité ne puisse tourner à son désavantage, comme au désavantage de la collectivité. Une moindre éducation a fait de l'ouvrière l'être faible et exploitable que nous avons connu. Une éducation négligée a été cause que, pendant longtemps, des théoriciens ont proclamé l'inaptitude des femmes aux hautes études, comme aux fonctions sociales élevées, comme à la science, comme à la culture esthétique. Et cependant, dit Bebel, « les femmes ont produit dans l'ordre intellectuel tout ce qu'il était possible de donner dans des circonstances éminemment défavorables et cela justifie les meilleures espérances dans leur développement moral ultérieur » (2). En troisième lieu, l'accession de la femme à tous les domaines de l'activité sociale. On a souvent dit et répété que la vocation naturelle de la femme est d'être épouse et mère. Mais il y a des millions de femmes qui ont manqué, bien malgré elles, cette vocation naturelle. Il y a aussi des millions d'autres êtres pour qui le mariage est devenu un joug, un esclavage et qui souffrent plus dans leur foyer qu'en dehors de leur foyer. On ne saurait

(1) Bebel, *op. cit.*, p. 323.

(2) *Ibid.*, p. 172.

les enchaîner à leur misère. Argumentation bien intéressante dans sa nouveauté. Mais il est une autre nouveauté plus intéressante encore dans la réplique de Bebel. Il faut tenir compte de la révolution qui s'est accomplie dans la vie domestique, à l'intérieur de la famille, du fait même de la civilisation. La femme est libérée d'un grand nombre de travaux qui s'exerçaient autrefois dans l'enceinte familiale et qui sont, à l'heure actuelle, exécutés, avec une plus grande économie de peine et d'argent, au dehors ou par les agents du dehors. « Il ressort clairement de tout cela que l'évolution entière de notre existence sociale ne tend pas à renfermer à nouveau la femme à la maison et près de son foyer, comme le lui assignent nos fanatiques de la vie domestique... mais bien au contraire à la faire sortir du cercle étroit de son ménage, à lui faire complètement prendre part à la vie publique du peuple — dans laquelle on cessera de ne compter que des hommes — et à tous les devoirs civilisateurs de l'humanité » (1).

D'autre part, l'égalité absolue des sexes ne signifie pas du tout égalité dans la ressemblance, et par la ressemblance la masculinisation de la femme n'est pas désirable. C'est justement avec le régime de la liberté industrielle actuelle qu'on dénature le véritable aspect de la femme. C'est la nécessité de vivre dans un régime de concurrence, ce sont nos détestables conditions sociales actuelles qui ont permis de voir la femme occupée à des travaux lourds, à faire office de manœuvre ou à transporter d'im-

(1) Bebel, *op cit.*, p. 164.

portants fardeaux. Inférieure à l'homme, elle voudra lui ressembler pour montrer qu'elle mérite d'être son égale. Mais, égale de l'homme, elle se refusera certainement à se dépouiller de ce qu'elle a de plus légitimement féminin et qui constitue sinon sa supériorité, du moins son originalité.

Nous avons parlé de Bebel en oubliant momentanément celui dont le nom retentissait durant toute la fin du siècle avec un éclat incomparable : Karl Marx. C'est que l'auteur du *Capital* n'a pas abordé spécialement la question du travail de la femme. Fidèle à ses principes, il s'est contenté de nous montrer l'invasion de la femme dans l'industrie, invasion rendue possible et stimulée par le machinisme. Il nous a montré aussi quelles sont les tristes conséquences de cette transformation : l'exploitation excessive de toute la famille ouvrière, l'augmentation de la durée de travail et surtout la recrudescence du despotisme patronal. Mais le mystère plane toujours sur l'organisation future. En ne se contentant pas de ce mystère qui doit envelopper la société de l'avenir, Bebel s'est attiré d'immanquables critiques. Anatole France, lui-même, n'a-t-il pas écrit ces lignes : « On doute que le socialiste Auguste Bebel prenne lui-même au sérieux son utopie quand il définit comme il suit les fonctions de la femme dans la société de l'avenir : « Employée d'abord comme ouvrière à quelque travail pratique, elle donnera l'heure d'après ses soins à l'éducation, à l'instruction de la jeunesse... » (1). C'est trop sortir des lois de la na-

(1) Citation, p. 96.

ture et des conditions de la vie, le travail, avec quelque équité qu'on le puisse répartir, pèsera toujours lourdement sur la plupart des hommes et sur la plupart des femmes et peu d'entre elles auront le loisir de développer leur beauté et leur intelligence dans des conditions esthétiques » (1). Ainsi se trouvent en opposition l'espérance d'un théoricien et le scepticisme d'un écrivain pour qui le sort de tout humain, de la femme comme de l'homme, serait toujours pénible sur une planète où « les choses indispensables à la vie sont rares et d'une production difficile ou d'une extraction laborieuse ».

Quoiqu'il en soit, la doctrine de Bebel fut acceptée par presque toutes les écoles socialistes. Et si Karl Marx n'a point envisagé spécialement la question féminine, son commentateur français, Gabriel Deville, en résumant le *Capital*, lui a surajouté un aperçu sur le socialisme scientifique. Or, sur la question du travail féminin, ses termes sont comme calqués sur ceux du livre de Bebel : sur l'esclavage de la femme, le double joug du travail et des mauvais traitements qui pèse sur elle : « Bête de luxe, ou bête de somme, voilà ce qu'est presque exclusivement aujourd'hui la femme. Entretienue par l'homme lorsqu'elle ne travaille pas, elle est encore obligée d'être entretenue par lui lorsqu'elle se tue à travailler ». Sur l'inégalité des salaires avec la prostitution et la subalternité comme conséquences : « A quantité égale et à qualité égale, le travail de la femme est moins rétribué que celui de l'homme. Donc, qu'elle soit ou non sous la dépendance

(1) Revue encyclopédique Larousse, 1896, p. 835.

patronale, elle n'échappe pas à la dépendance masculine et est contrainte, de toutes façons, de chercher dans son sexe, transformé d'une manière plus ou moins apparente en marchandise, le supplément à des ressources insuffisantes ». Sur l'origine purement économique d'un tel état de choses, et sur la nécessité de modifier le milieu économique : « L'infériorité légale de la femme n'étant que le reflet de l'asservissement économique particulier dont elle est victime, son égalité civile et civique ne saurait être efficacement poursuivie en dehors de ce qui peut amener l'émancipation économique à laquelle, pour elle comme pour l'homme, est subordonnée la disparition de toutes les servitudes ». Sur les transformations sociales qui hâtent cette émancipation : « A cette heure existent les conditions qui lui ouvrent les divers genres d'activité. Le développement de l'industrie mécanique a élargi la sphère étroite dans laquelle la femme était confinée. Il l'a débarrassée des anciennes fonctions ménagères et en supprimant l'effort musculaire, l'a rendue apte aux emplois industriels. Ainsi, déjà arrachée au foyer domestique et jetée dans la fabrique, devenue l'égale de l'homme devant la production, il ne lui reste plus qu'à s'émanciper en tant qu'ouvrière pour être socialement son égale en tous ordres, pour être maîtresse d'elle-même ».

Ainsi le Socialisme a souvent restreint son cercle d'action en ne s'adressant qu'à la femme ouvrière. En se félicitant des nouvelles formes de travail qui appellent la femme au dehors, il se trouve avoir devant lui, opposée à ses théories, une école également universelle, l'école sociale-chrétienne, pour qui l'activité de la femme à l'ex-

térieur de son foyer est une calamité sociale. Le socialisme n'a pas cependant toujours contre lui l'école sociale-chrétienne, il l'a souvent avec lui. Nous exposerons donc les doctrines de cette dernière relatives au travail féminin et nous rappellerons ce que furent ses relations avec le socialisme, tous deux nous étant apparus comme une réaction naturelle et spontanée contre le libéralisme.

CHAPITRE V

LES ECOLES SOCIALES-CHRETIENNES

Nous étudions les écoles sociales chrétiennes après les écoles socialistes car si déjà dès les premiers siècles, l'Eglise ne restait pas étrangère aux questions sociales, les écoles qui s'inspirèrent de ses principes et de son enseignement n'eurent cependant de programmes nettement définis que du jour, où, en plus du libéralisme à combattre, elles trouvèrent encore sur leur chemin un socialisme de plus en plus matérialiste, de plus en plus antireligieux. Ces programmes d'ailleurs variaient d'une façon très sensible d'une école à l'autre. On a dit qu'elles variaient depuis le conservatisme le plus autoritaire jusqu'à l'anarchisme le plus révolutionnaire. De telle sorte que le groupement de ces écoles ne saurait être que très artificiel si elles n'avaient présenté certains caractères communs, positifs ou négatifs, provenant plus du fait qu'elles sont chrétiennes que du fait qu'elles sont sociales.

L'histoire sommaire du socialisme en matière de travail féminin a été, pour nous, jalonnée de quelques grands noms indissolublement liés à des doctrines qui ont fait leur fortune intellectuelle. Rien de semblable n'existe ici.

Mais, nous dit-on (1), « l'importance d'une doctrine doit se mesurer moins à l'illustration de ses parrains qu'à son influence sur les esprits, or on ne saurait nier que les doctrines sociales-chrétiennes n'aient exercé une action réelle sur un bien plus grand nombre de fidèles que celles d'un Fourier, d'un Saint-Simon, d'un Proudhon et ne se trouvent liées au développement d'institutions économiques d'une grande portée, telles que l'essai de reconstitution des corporations en Autriche, les caisses rurales en Allemagne et en France, les sociétés coopératives en Angleterre, les ligues contre l'alcoolisme, la lutte pour le repos dominical, etc... » Nous adhérons complètement à cette remarque et ajoutons qu'on ne saurait nier la grande influence que les doctrines sociales-chrétiennes ont exercée et exercent encore au sein des masses travailleuses féminines.

La commune évolution de ces écoles se présente, croyons-nous suivant deux phases : dans la première c'est une réaction violente contre l'industrialisation de l'activité féminine. Navrées du paupérisme des masses ouvrières, et du désarroi moral contemporain de l'établissement de la grande industrie, elles voulaient, en l'absence de la discipline morale nouvelle que la société industrielle n'a pu encore créer, ramener les masses à la discipline ancienne, aux principes immuables de la morale chrétienne qui doivent gouverner la famille comme la société. Cette première phase est donc plus morale qu'économique ; mais bientôt devant les chemins nouveaux que suit la civili-

(1) Gide et Rist, *Histoire des Doctrines Economiques*, Paris, Larose, 1904, p. 559-560.

sation, devant les conquêtes du progrès moderne, ces écoles ont dû s'adapter aux transformations de la vie des familles et de celle des individus. Tout en déclarant que la famille doit rester la pierre angulaire de l'édifice social, elles ont ajouté au souci de la Réforme morale que la famille doit opérer, celui d'une Réforme économique nécessaire pour enrayer ou atténuer les maux que le progrès peut amener avec lui. Nous allons suivre le développement de ces deux phases.

On peut dire qu'avant le nouveau siècle toutes les doctrines sociales-chrétiennes proclamaient la nécessité urgente de ramener la femme au foyer. Nous avons vu que c'était là aussi un des points essentiels de la Réforme sociale qu'envisagea Le Play. D'ailleurs les auteurs classaient presque toujours l'école de Le Play parmi les écoles sociales-chrétiennes. Nous l'avons étudiée à part antérieurement. L'école de la Réforme mise à part il reste que le socialisme chrétien, dans son ensemble, a adhéré d'enthousiasme aux théories exposées par un auteur indépendant, Jules Simon, dans son livre *L'Ouvrière*. Pendant longtemps ce livre a fait autorité et la plupart des auteurs ont ensuite mentionné sa phrase célèbre « La femme est absente du foyer depuis que la vapeur l'a accaparée, il faut qu'elle y rentre et y ramène le bonheur ». Ce livre fut le résultat d'une enquête personnelle de l'auteur dans tous les principaux centres industriels de France, enquête faite auprès de la grande comme de la petite industrie. L'auteur a également mis à profit les travaux de ses prédécesseurs, Villermé, Reybaud, Blanqui, Audiganne, etc. D'abord la situation lamentable dans laquelle se trouve la population

ouvrière féminine n'est plus à démontrer. Mais cette situation détestable ne résulte pas, uniquement, comme on pourrait le croire des conditions matérielles dans lesquelles s'exécute le travail de la femme. Entre l'atelier bien aéré, bien éclairé, bien surveillé et la sombre mansarde privée d'eau, d'air et de lumière, il est difficile à la femme d'hésiter. Et souvent son choix fut fait au profit certain de sa santé et de son bien-être matériel. « Il y a très peu d'ateliers délétères et très peu de fonctions fatigantes dans les ateliers, au moins pour les femmes. Une soigneuse de carderie n'a d'autre tâche que de surveiller la marche de la carde et de rattacher de temps en temps un fil brisé. La salle où elle travaille comparée à son domicile est un séjour agréable par la bonne aération, la propreté, la gaieté. Elle reçoit des salaires élevés ou tout au moins très supérieurs à ceux qui lui faisaient gagner autrefois la couture et la broderie ». Néanmoins au milieu des industries prospères, il y a la misère pour les travailleuses, un paupérisme persistant, le dévergondage des mœurs, l'accroissement effrayant du taux de la mortalité.

Quel est donc ce vice terrible, générateur de la misère et de tous les autres maux ? C'est simplement, dit J. Simon, la disparition de la vie de famille au sein des masses laborieuses. Il y a deux faits concomitants, le recul de la vie familiale, et la situation angoissante des travailleuses. Et l'auteur de conclure que le premier engendre le second. En vertu de cette conclusion, quels sont alors les remèdes possibles ? Puisque le délabrement de la vie familiale est le vice originel, il suffit de reconstituer la famille pour réaliser une vie prospère des individus et de la société.

Si, pour réaliser un monde meilleur, le socialisme compte exclusivement sur une transformation des cadres économiques, le christianisme social conserve toute sa foi dans le rétablissement de cette unité sociale, qu'est, selon lui, la famille et repose sur ce rétablissement le bonheur des hommes. Mais cette reconstitution ne pourrait être que le résultat d'une réforme morale. Le travail libre de la femme est un danger pour les âmes, donc avant tout un mal moral. Une quelconque réforme matérielle n'a pas de résultat certain ou sera inmanquablement vouée à l'insuccès. Ainsi, la plus simple qui se présente à nous, la hausse des salaires, n'a que des conséquences incertaines. En effet, dit Jules Simon, dans l'état actuel de la vie ouvrière, les travailleurs les mieux payés ne sont pas les plus rangés ni les plus heureux.

De même puisque le mal est un mal moral, la loi n'est qu'un remède purement externe qui ne saurait agir efficacement sur l'esprit des individus. On a trop souvent, et à tort, accusé J. Simon de vouloir interdire aux travailleuses l'accès de la grande industrie. Tout au contraire, et dans la logique de son raisonnement, il a renié ce remède héroïque. « C'est une grande illusion de croire qu'avec un article de loi ou quelque combinaison économique nouvelle, on va transformer tout à coup une société malade et guérir la plaie saignante du paupérisme ». Ce que J. Simon appelle une « illusion » beaucoup de chrétiens-sociaux le partageront plus tard. Si Le Play de son côté et d'une manière retentissante avait affirmé sa défiance vis-à-vis de l'Etat, il y eut plus tard, dans le christianisme social, des interventionnistes et des non-interventionnistes, des règle-

mentistes et des anti-réglementistes. En critiquant l'intervention de l'Etat, J. Simon reste dans la logique de son raisonnement, mais aussi il demeure dans l'ambiance libérale de l'époque ; nous le verrons d'ailleurs déclarer plus tard que l'éternelle et nécessaire loi du travail est la liberté. Et c'est au nom de cette liberté qu'il faut se refuser à interdire l'activité industrielle de la femme, tout en souhaitant qu'elle revienne d'elle-même par un acte de sa seule volonté à son foyer. Toutes les mesures qui n'aboutissent pas à ce résultat ne sont que des palliatifs passagers et non point des remèdes. Cette dernière affirmation a fait fortune et devait être souvent reproduite plus tard. Il faut, pour s'approcher de ce résultat désiré, agir sur la volonté des femmes et des hommes par l'éducation, stimuler le sentiment de la responsabilité individuelle, encourager l'épargne et aussi faciliter aux familles ouvrières l'accès de la propriété ; œuvre de longue haleine dont l'action est diffuse et difficilement perceptible.

Les événements, dans leur course, auront tôt fait de dépasser ces timides moyens toujours lents à se réaliser. Le christianisme social attentif désormais aux transformations quotidiennes n'eut aucune peine à s'apercevoir que ce qu'il désirait, le retour des femmes au foyer, lui échappait un peu plus tous les jours. Resté fidèle à ses principes, il travaille toujours au maintien de la famille dans sa forme passée, mais il ne laisse de consacrer une grande part d'attention et d'activité à la résolution des problèmes du moment : il rechercha tous les moyens possibles pour atténuer le mal qui se développait, l'industrialisation croissante de la main-d'œuvre féminine, l'exode

de la femme du foyer, à l'atelier, au magasin, au bureau. Cette transformation d'attitude traduit d'une manière tangible sa crainte de voir que le mal qu'il croyait temporaire et accidentel ne puisse devenir un mal continu et irrémédiable. Pratiquement, un tel changement de tactique, a valu à la société bien des réformes heureuses. Si à l'œuvre des doctrinaires de l'école sociale-chrétienne on ajoute celles de tous les philanthropes qui, directement ou indirectement, s'inspirèrent de l'économie chrétienne, on s'aperçoit que cette dernière se rapproche de plus en plus, non point des principes socialistes, mais de leurs moyens d'action. Cette conformité des moyens préconisés montre que ce qui reste d'individualisme dans l'économie chrétienne cède du terrain devant le principe de solidarité universelle.

Un tel esprit a rendu possible la réunion d'un congrès comme celui de Zurich, en 1897, où des hommes de tendances philosophique ou religieuse, nettement différentes, même opposées, ont travaillé ensemble à la réalisation d'un monde meilleur pour la travailleuse comme pour tous les travailleurs. Puisque le congrès fut ouvert à tous « ceux qui considèrent l'intervention de l'Etat en faveur de la classe ouvrière comme nécessaire et urgente » la présence des représentants du socialisme chrétien montre que de Le Play, puis de J. Simon au congrès de Zurich, les doctrines n'ont point été les mêmes.

Les représentants chrétiens ont demandé tout d'abord l'interdiction légale du travail féminin dans les mines, les carrières et la grande industrie, toujours au nom de

l'intérêt de la femme, de la famille et de la société. Ici, la recherche des solutions pratiques exclut la logique qui aurait conduit au régime de liberté préconisé par J. Simon. Mais l'esprit du congrès n'a-t-il pas fait rappeler le mot célèbre du père Lacordaire : « Lorsqu'il s'agit de travail, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit ». Les représentants chrétiens ont voulu restreindre l'interdiction légale aux mines, aux carrières et à la grande industrie. Une pareille restriction prête certainement à critique. « Les catholiques... n'ont pas mis plus de logique dans leur attitude. C'est la morale qu'ils invoquent, l'intérêt de la famille, la vie du foyer qu'ils font valoir et c'est au travail des mines, des carrières et de la grande industrie qu'ils entendent limiter l'interdiction du travail féminin. S'ils parlaient seulement de l'intérêt, de la santé de la femme, s'ils invoquaient seulement l'intérêt de la race, on comprendrait leurs revendications. Mais de grâce, qu'une femme soit assise derrière un guichet ou travaille dans une manufacture, dans les deux cas, le foyer n'est-il pas déserté et les enfants également abandonnés ? L'intérêt moral exige que la femme reste toujours chez elle ou c'est le seul intérêt de l'hygiène que l'on peut faire valoir en acceptant le maintien du travail féminin dans les industries non fatigantes » (1). Une telle réserve vient de ce que le christianisme social a d'abord vu d'un œil sympathique l'accession de la femme aux emplois et fonctions et aux professions libérales. Ces

(1) Albert Dufourcq, *Le Congrès de Zurich*. *Revue d'Economie politique*, juillet, 1898, p. 614.

carrières supposent une préalable préparation, une forte éducation comme une forte instruction. Le christianisme entend se charger lui-même de cette éducation, de la guider, il entend ainsi la maintenir dans le cadre de ses principes fondamentaux. En un temps où l'éducation et l'instruction de la jeunesse féminine n'a pas eu l'ampleur qu'elle devait avoir, il était naturel que l'Eglise voulût s'adresser à ses fidèles, parmi lesquels les femmes se comptent en majorité, pour leur donner outre l'enseignement religieux, l'enseignement de la vie. Bebel, en concluant à la liberté du travail de la femme, n'eut-il pas une tactique analogue ? La liberté du travail, pour la grande masse ouvrière représente une activité plus large, une vie plus ample, plus intense, au cours de laquelle une éducation pratique peut s'acquérir à défaut de cette éducation acquise par l'étude qui suppose la richesse, ou tout au moins l'aisance.

Nous verrons plus tard comment le reproche de n'être pas logique et de tolérer certains travaux féminins au dehors est évité par les théoriciens de l'avenir. Ils y sont parvenus en désavouant toute activité extérieure de la femme.

En marge de leur tendance réglementiste, les écoles sociales-chrétiennes ont eu un autre souci : puisque l'interdiction légale est problématique en raison des nécessités urgentes de l'industrie et des résistances naturelles, ne conviendrait-il, par prudence, comme par opportunisme, tout en déplorant cette calamité qui arrache la femme de son intérieur, de travailler à ce que toute celles qui sont encore présentes au foyer y demeurent et ne

soient pas tentées de le désertier ? C'est l'une des faces de cette question de la petite industrie. Les écoles chrétiennes se sont penchées avec sollicitude sur le sort de cette innombrable armée des ouvrières de l'aiguille, plus particulièrement des ouvrières en chambre, de toutes ces ouvrières à domicile qui, voulant concilier un travail productif avec la charge du ménage, n'ont pu parvenir qu'à diminuer infiniment le prix de leur peine, de leur dévouement, de leurs heures de veille comme de leurs heures de sacrifice. Sous leur inspiration, d'innombrables enquêtes furent faites qui éveillèrent l'opinion et la maintinrent constamment attachée au sort de la travailleuse. Les livres de Charles Benoist ou du comte d'Haussonville eurent un énorme retentissement. Si, aux premiers jours de l'industrialisation du travail, les pensées furent comme obsédées par le travail de la femme dans la fabrique, elles se meuvent désormais sur un autre terrain. Les lois qui réglèrent plus tard le travail de l'ouvrière à domicile, et de l'ouvrière de l'aiguille en général, furent directement appelées par cette campagne au cours de laquelle le principe philanthropique, quoique dominant, ne cacha pas cependant les inspirations chrétiennes.

Il est une troisième forme d'action des écoles sociales-chrétiennes bien plus importantes que les premières : l'action pour l'organisation corporative. Elles reconnaissent en effet que, dans la précipitation des phénomènes économiques, la réforme morale toujours lente à s'opérer et demandant toujours de longs et persévérants efforts ne serait pas pratiquement suffisante par elle-même. Par degrés insensibles, de la nécessité d'une ré-

forme morale, elles passent à l'opportunité d'une réforme économique : La famille peut toujours demeurer le centre de la réforme morale, la réforme économique impliquant une autre organisation, une autre cellule sociale : l'association. C'est reconnaître implicitement que la famille n'est plus l'unité économique essentielle, que la vie d'un Etat n'est pas l'addition de toutes les vies des familles, que l'économie d'un Etat n'est pas l'addition des économies familiales, que l'organisation d'une société productive moderne ne peut plus être calquée sur l'organisation domestique. Nous voyons ainsi par quel côté on rejoint Proudhon. L'auteur de la *Justice*, s'il veut maintenir la famille quasi-patriarcale, a proclamé, en effet, qu'il est dangereux de transposer les principes qui président à la vie des familles au sein de la société.

En revenant à l'association, nous savons déjà par quelles étapes, sous l'égide de la toute puissance chrétienne à ses débuts, l'histoire du travail est passée de la confrérie à la corporation, au compagnonnage, pour aboutir aux associations ouvrières modernes. L'Eglise, en faisant revivre la doctrine thomiste, en l'assouplissant pour l'adapter aux conditions actuelles, a tout simplement étendu la solution qu'elle proposait au travail masculin, à cet autre problème du travail féminin. Mais l'association qu'elle propose demeure une association à son image, une association hiérarchisée; tous les fidèles étant égaux devant Dieu, toutes les travailleuses seront égales devant la profession, mais l'égalité s'arrête là. Par des variations d'influence incessantes, l'association chrétienne passe de la forme du syndicat mixte de patrons et

d'employées, à la forme du syndicat essentiellement féminin ne groupant que les travailleuses. « C'est bien sur le syndicat moderne, sur le syndicalisme que les catholiques sociaux veulent s'appuyer, et la preuve que ce n'est point une base trop étroite pour y édifier une société nouvelle c'est que les néo-socialistes qui n'y sont venus que bien plus tard, n'en veulent point d'autres » (1). Une pareille assertion, si elle est exacte, ne tendrait à rien moins qu'à réveiller une nouvelle fois la question de savoir si le christianisme, à son origine comme au cours de son évolution, n'a pas toujours comporté une face socialiste.

Quoiqu'il en soit, il reste que pour les écoles sociales-chrétiennes l'existence simultanée d'un principe d'autorité au sein de la famille et d'un principe d'égalité devant la profession n'est point une contradiction sociale. Il est curieux de remarquer que la doctrine moderne de M. Georges Valois comporte aussi la coexistence du principe d'autorité dans la vie politique avec le principe d'égalité devant la profession (2).

(1) Gide et Rist, *op. cit.*

(2) Germain Martin, *Cours de législation industrielle*, Paris, 1926.

CHAPITRE VI

LES PARTIS FÉMINISTES

Nous n'avons point parlé jusqu'ici du féminisme. Il est, selon nous, un simple mouvement et non point le développement d'une doctrine nouvelle. Et c'est pourquoi il y eut un féminisme chrétien, un féminisme socialiste et un féminisme indépendant. Mais le fait remarquable et qui nous intéresse c'est qu'en matière de travail féminin, tous les partis féministes sont unanimes à proclamer deux principes essentiels : La liberté du travail de la femme, l'égalité de salaire à égalité de travail. Ce fut le vœu unanime des trois congrès féministes, correspondants aux trois partis précédents, et qui se sont réunis en 1900.

La liberté du travail est directement appelée par le principe primordial qui inspire ces partis : l'égalité de l'homme et de la femme. Toute interdiction vis-à-vis de la femme, toute entrave à sa liberté de travail ne peuvent être que des mesures arbitraires et ne tendent à rien d'autre qu'à consacrer l'infériorité d'un sexe. Toute protection édictée pour la travailleuse seule, aurait pour résultat de lui enlever son travail ou de déprécier son salaire. Toute réglementation envisagée comme une ga-

rantie pour elle est nécessairement pour le patron une gêne dont il songera à se dédommager. Ainsi, toutes les lois faites pour la femme sont des lois dirigées contre elle, quelle que soit l'intention du législateur.

Le socialisme traditionaliste français, exception faite de Proudhon, s'étant déclaré partisan de la liberté du travail féminin, le socialisme scientifique, avec Bebel, ayant admis cette liberté dans la société future, il était tout naturel que nombre de féministes se réclamassent du socialisme, il est tout naturel qu'on est pu dire que le féminisme doit être socialiste ou il ne sera pas. Mais si plus tard, la pensée socialiste, se reportant sur les moyens d'atténuer les maux de la société présente, crut devoir admettre des restrictions à cette liberté, au nom même de l'intérêt actuel de la femme; si, plus tard, Bebel lui-même, avec la majorité du congrès de Zurich, devant la nécessité d'une transformation pratique progressive, a cru devoir réclamer une législation étendue pour toutes les travailleuses, il était encore tout naturel que nombre de féministes se détachassent du socialisme. Cette dernière situation, si elle n'a pas créé le parti des féministes indépendants, n'est sans doute pas étrangère au renforcement de ce parti.

Il nous reste maintenant à concilier la décision du congrès catholique avec les doctrines de l'économie chrétienne. En acceptant d'être logique avec son principe essentiel d'égalité, en inscrivant dans leur programme d'action la revendication de la liberté du travail, le féminisme chrétien ne va-t-il pas à l'encontre de la thèse interventionniste du christianisme social ? ou bien n'y a-t-il là

qu'un antagonisme apparent ? Le féminisme chrétien, à ses origines, comme les autres partis féministes, s'il n'a pas été essentiellement l'œuvre de la bourgeoisie, est du moins l'œuvre d'une élite et est resté un peu distant du monde du travail, de la masse des travailleuses les plus deshéritées, des prolétaires si l'on veut. Or, le christianisme social n'avait souvent réclamé la protection que pour ces dernières. Il fallait aux féministes, pour pouvoir respecter leur principe, demander la liberté du travail pour tous, tout en n'ayant en vue principalement que les carrières élevées et les emplois ainsi que les professions libérales, puisque le métier d'ouvrières ne supporte aucune entrave. Dans la réalité, si les partisans farouches de la liberté du travail ne tolèrent d'autres réglementations que les forces, le courage et les besoins des travailleuses, comment ont-ils pu oublier que l'ouvrière ne mesure ni sa force, ni son courage, qu'elle présume trop de la première comme du second, surtout quand elle a à répondre non pas à ses besoins propres, mais à ceux de sa famille, de ses parents, de ses enfants ; comment pourront-ils oublier que devant la nécessité pour tous de vivre et de faire vivre, la liberté du travail de l'ouvrière n'est autre que la liberté d'accomplir un dévouement qui va jusqu'au sacrifice, la liberté de se faire légalement exploiter ? Ce dévouement et ce sacrifice, sublimes en eux-mêmes, coûteraient trop à l'humanité, pour le profit de la richesse de quelques-uns ou d'un principe idéal que l'ouvrière n'entrevoit même pas. Souvent même, ce principe d'égalité est bien plus respecté dans les familles ouvrières et paysannes que dans les autres, car la femme y

est tout aussi dévouée au dur labeur que d'homme. Et si les congrès féministes furent unanimes pour dénoncer comme un abus la première grande charte protectrice de 1892, il n'en reste pas moins vrai que la pensée des ouvrières directement intéressées par cette loi est toute autre, qu'elles furent le plus souvent enchantées de la réduction de leurs heures de travail comme de toutes les autres dispositions de cette loi. Les témoignages en ce sens abondent et quiconque, d'ailleurs, songerait à se plaindre de ce que la loi ait pu plus tard interdire aux femme le travail des mines et des carrières ? Les espoirs socialistes et sociaux-chrétiens se réalisent donc, en dépit des féministes, comme aussi en dépit de toutes les écoles ultra-libérales.

Sans aller donc jusqu'à la théorie extrême de la femme éternellement convalescente, il reste que la femme est toujours femme, prédisposée à être mère et qu'à ce titre la sollicitude qui entoure celle de qui dépend l'enfance, c'est-à-dire la nation de demain, ne doit pas être une insulte, ni une charge supplémentaire pour elle. Et en acceptant le postulat de la conservation de la vie de la société comme une chose bonne, il faut que cette sollicitude puisse devenir un hommage justement dû à la femme comme contre-partie de ce qu'elle donne à l'humanité.

D'ailleurs les féministes, en réclamant la liberté du travail, n'ont en vue souvent que la liberté de la concurrence des sexes. Admettre cette concurrence, c'est pré-supposer que les parties sont sur un pied d'égalité, or, l'égalité des sexes était l'essentiel de leur pensée. Le même souci d'égalité les incite à protester contre les

lois d'exception en entendant par là les lois protectrices édictées pour la femme uniquement. Si le souci prédominant n'a pas été celui du bien-être immédiat de la masse ouvrière féminine, mais celui de l'égalité des sexes, il est indéniable cependant que les féministes furent dans la bonne logique en proclamant que le souci de l'hygiène et de la santé de la race doit s'étendre sur tous les travailleurs hommes ou femmes. De cette façon, les féministes ont été, d'une façon indirecte mais fort puissante, les instigateurs de la législation ouvrière. Il est logique, en effet, quand on parle de l'intérêt de la race, de ne pas songer uniquement à la femme et à la mère. Tout comme elles, le mari et le père sont le dépositaire de l'énergie et de la vitalité de la nation de demain. De ce que leur force de résistance est plus grande, il n'en résulte pas qu'on puisse permettre, au nom de l'intérêt de la production, l'épreuve de cette résistance jusqu'à sa dernière limite. Mais aucune volonté du monde ne peut empêcher les Etats, toujours débordés par leurs multiples besognes, de ne s'occuper d'abord que des vices les plus criants, que des abus les plus excessifs ou des maux les plus urgents. Et c'est ainsi que la législation protectrice de la plupart des Etats passe invariablement de l'enfant à la femme, puis à l'homme. Ce sont autant de restrictions à la liberté individuelle, mais combien nombreuses et combien plus importantes encore sont les autres concessions acceptées par les individus au nom d'un principe de vie sociale incontesté : la solidarité.

Sortant de cette sphère, les féministes ont encore déclaré que, pour un autre motif, la réglementation du tra-

travail de la femme seule, faite au nom de l'hygiène, est inopérante. En effet, le souci du législateur d'empêcher la femme de compromettre sa santé ne concerne que les travaux du dehors et même qu'une fraction de ces travaux, ce souci s'arrête au seuil de la maison : la femme y est toujours libre de ruiner sa santé, et si elle travaille pour le dehors, libre de déprécier involontairement le salaire. Ils ont alors proclamé la politique du tout ou rien : on ne peut accepter les réglementations de l'atelier qu'à côté des réglementations du travail dans le ménage. Des protestations nombreuses s'élevèrent alors au nom des intérêts supérieurs de la famille. Ils s'y attendent. Mais de ce que le dogme de l'inviolabilité du foyer est encore vivace, de ce que toute mesure radicale est encore irréalisable, il n'en résulte pas qu'on puisse se complaire dans une paresseuse attente alors même qu'il est possible de restreindre certains maux et d'assurer le bien être d'une partie de la population, la plus nombreuse et la plus laborieuse.

La société n'a pas manqué les occasions de parer, dans la mesure du possible, aux maux qu'engendre l'industrie. Si les lois du début furent trop timides, si leur application fut malaisée en raison de la nouveauté et de l'inexpérience des choses, il ne faut point oublier qu'elles furent néanmoins l'embryon d'où est sortie la florissante législation ouvrière actuelle. Ces lois du début furent d'abord utiles par elles-mêmes, sinon directement par les dispositions qu'elles édictent, du moins dans la mesure où elles concilient les nécessités de leur temps avec les progrès de l'avenir. Ensuite, toujours perfectibles, elles invitent

d'une façon continue, par leur existence même, les penseurs à la recherche du mieux.

*
**

Il nous reste à parler des rapports entre le socialisme et le féminisme indépendant, indépendance déclarée vis-à-vis de toutes les écoles, mais surtout vis-à-vis des écoles socialistes. De ce que l'égalité des sexes figure dans tous les programmes socialistes, il est incontestable que tout socialiste est un peu féministe, mais on pourrait présumer aussi que tout féministe est nécessairement socialiste, car la liberté du travail, comme les autres chapitres de l'émancipation féminine, ne saurait se réaliser sans que se réalise d'abord le programme socialiste. C'est la possibilité d'une telle présomption que le féminisme indépendant prétend écarter : pour ses partisans la théorie socialiste n'est qu'en dernière analyse la théorie de la lutte des classes, lutte concertée des travailleurs contre les patrons.

Or, les mœurs et la loi n'ont-elles point fait des hommes les « patrons » de toutes les femmes. « Bien que socialiste, l'homme conserve encore les velléités despotiques, surtout envers la femme. On en a tous les jours des exemples sous les yeux. » (1) S'il y a dans l'ouvrière la prolétaire, il y a aussi la femme en tant que femme. Il faut donc reconnaître qu'à ce titre elle a ses revendications propres. Et c'est pour cela que les moyens d'action

(1) Maria Cheliga. *Les hommes et les féministes*, Revue encyclopédique, 1896.

ne sauraient être toujours les mêmes pour la femme et pour l'ouvrier. Le socialisme avait eu à cœur de démontrer que l'action de la travailleuse ne saurait être indépendante de celle de son compagnon, le prolétaire, et qu'on devrait les trouver côte à côte dans le combat de tous les jours pour la conquête de leurs droits. Une telle thèse va à l'encontre du désir précédent et exclut d'ailleurs de l'utile action la femme bourgeoise qui, à l'instar de l'ouvrière, va chaque jour davantage à la conquête d'un travail rémunérateur.

Or, le féminisme se reconnaît implicitement comme un mouvement né du milieu bourgeois, du milieu intellectuel. Mais, disent ses défenseurs, le socialisme lui-même n'a pas toujours été l'expression des intéressés eux-mêmes, il doit beaucoup aux penseurs, aux écrivains, aux intellectuels d'esprit large et généreux, souvent sortis des rangs de la bourgeoisie et qui, ayant eu comme une intuition de la souffrance, ont travaillé à dénoncer cette souffrance, à la combattre tout en espérant pouvoir détruire, un jour, toutes les injustices. Renoncer au concours de la femme bourgeoise ou de l'intellectuelle est donc simplement suspecter son dévouement à la cause de toutes les femmes. On a souvent dit d'ailleurs que la bourgeoisie, même en ne s'occupant que des œuvres sociales, travaille plus activement à la révolution des mœurs que n'importe quelle autre femme. Le féminisme indépendant s'en réjouit et ajoute : « La jeune femme bourgeoise doit-être un élément révolutionnaire plus actif que la femme ouvrière parce qu'il y a une certaine limite d'esclavage qui ne révolte plus, mais qui abrutit. L'ouvrière

et la paysanne sont plongées dans un tel abîme de souffrances et d'oppression qu'elles ne se révoltent plus que difficilement, tandis que la bourgeoise pourra aisément comprendre le grand rôle qu'elle peut jouer dans la libération et le renouvellement de l'humanité en luttant pour ses droits » (1). Bebel n'y trouverait rien à redire. Fourier lui-même ne s'est-il pas adressé aux intellectuelles pour qu'au lieu de devenir des écrivains elles se concertassent des « moyens propres à tirer leur sexe d'avilissement. » ?

De ce que l'action de la femme bourgeoise n'est pas du tout négligeable pour l'émancipation de la femme, le socialisme ne l'a point nié. Il a seulement déclaré que cette action ne saurait être indépendante de l'action générale des travailleurs. Déjà, sur ce point, le féminisme indépendant exprime un avis opposé : lutter à côté de l'homme c'est encore persister à être son subordonné car, en supposant cette lutte contre le capitalisme victorieuse, on ne peut encore prétendre, a priori « que les groupes forts, auxquels appartient le groupe masculin, feront le cadeau généreux de leurs privilèges aux groupes faibles » (1). Ainsi la question discutée en premier lieu n'a pas été une question d'art, mais une simple question de politique sociale.

En second lieu, vouloir prétendre que le socialisme n'a considéré que l'émancipation de la femme vis-à-vis de la société et non vis-à-vis de la famille, c'est le mal connaître. Il suffirait de lire Bebel pour être édifié. Le fémi-

(1) Lydie Pissarjevsky, *Féminisme et Socialisme*, Paris, 1910.

nisme indépendant a toujours voulu scinder la lutte pour l'émancipation de la femme en deux programmes successifs dont l'ordre d'exécution est le suivant : 1° lutte contre toute oppression extérieure, sur le terrain des droits civils et politiques. En restant sur ce terrain, on peut déjà trouver de nombreuses occasions d'améliorer le sort de la travailleuse ; 2° lutte de la travailleuse contre l'exploitation capitaliste qui est une lutte directe sur le terrain économique. Le féminisme indépendant entend dénoncer non pas la faillite de cette dernière action, mais la lenteur et la faiblesse de ses résultats dues à l'organisation imparfaite et encore incohérente des groupements syndicaux.

Ne trouvons-nous pas, à l'heure actuelle, dans l'action concertée contre le régime capitaliste, des partisans d'une action purement politique et des partisans d'une action purement syndicaliste avec l'économie comme seule préoccupation ?

*
* *

En étudiant la part que le féminisme fait au travail féminin dans ses revendications, nous avons pensé que le féminisme, parce qu'il a été avant tout un mouvement, n'a pas eu, en cette matière, une doctrine bien définie. Notre attitude est peut-être empreinte d'un exclusivisme exagéré, nous sommes-nous dit ensuite, après avoir retiré de l'immense concert des revendications féministes, une note spéciale, l'ouvrage de Mrs Olive Schreiner, *Woman*

and Labour (1). Mais ce livre, quoiqu'il émane d'un féministe, n'a-t-il pas été plutôt considéré comme le résultat d'une enquête sociologique ? L'ouvrage tardivement venu sur la scène féministe, immédiatement traduit en plusieurs langues, quoiqu'il fut accueilli d'emblée par les écoles émancipatrices comme la pure expression de leur doctrine sur le travail, ne reste pas moins un peu en marge du mouvement proprement féministe dans son effort pour rester une pure doctrine, dans son souci de demeurer une interprétation personnelle des faits invoqués.

Le programme des revendications ne constitue pas une nouveauté dans sa teneur : 1° le droit au travail, 2° le droit à l'éducation intégrale, mais les faits justificatifs invoqués eurent une allure très spéciale avec la notion de « parasitisme de sexe » qui revient, comme un leit-motiv, à chaque page du livre. Le droit de la femme au travail est un droit né de l'histoire, un droit consacré pendant des âges sans nombre, puisque, depuis l'aurore du monde, la femme a travaillé aux côtés de l'homme. Avec la horde errante ou au milieu des tribus campées sous la tente, la femme, tout en portant en son sein la race à venir, s'est dépensée tout entière à la vie commune, glanant les herbes et les fruits, déterrants les racines, préparant le gibier, bâtissant la demeure, bêchant le sol ou récoltant le grain, confectionnant le vêtement...

Quelle que soit l'opinion de l'homme sur son activité, cette activité est toujours demeurée productive. Malheureusement, la grande loi de toutes les civilisations est la

(1) Olive Schreiner, *Woman and labour*, 1^{re} éd., London, Unwin, 1911.

loi du rétrécissement progressif du champ d'activité de la femme. L'homme, les mœurs, le droit, comme les événements eux-mêmes, tout concourt à ce resserrement sans compensation. Avant l'ère des machines, quand la chasse et la guerre ne furent plus la constante préoccupation des hommes, ils s'en vinrent prendre leur part des occupations féminines.

En s'occupant du sol, l'homme a enfanté le jardinier, le cultivateur; en bâtissant les maisons, il a créé le terrassier, le maçon, le couvreur et bien d'autres artisans. Sur les travaux de la femme s'est encore abattu l'interminable cortège des meuniers, des boulangers, des tisserands, etc..

Vint l'ère des machines. Il était aisé de dire que le développement du machinisme est un resserrement du champ total du travail de l'humanité et que l'homme, comme la femme, se voit restreindre la sphère de son activité. On peut même aller plus loin et dire que le domaine de l'activité féminine se trouve relativement accru, car la machine, s'adressant à une faible force physique, appelle à elle la femme et l'enfant. Serait-ce la faillite de la thèse du parasitisme de sexe en progression continue. Pas encore, répond Mrs Schreiner. Car, d'une part, la machine, en accueillant le concours de la femme, n'a pas élargi strictement le champ ancien où s'exerçait son labeur et son industrie; la femme n'a fait que reconquérir quelques parcelles de son ancien domaine d'activité, elle n'a fait que reprendre les occupations qui constituaient son apapage et dont elles étaient dépossédées : qui donc oserait soutenir le contraire quand on la voit s'acheminer vers le métier à tisser ou la filature ? D'autre part, « si le champ

de travail de l'homme s'est restreint au point de vue de la force physique, il s'est immensément développé au point de vue intellectuel. Mille chemins inconnus à ses ancêtres s'ouvrent devant le pas de l'homme. Si les bateaux à vapeur, les grues hydrauliques, les chemins de fer, les tramways, les mitrailleuses et autres machines de guerre accomplissent leur travail sans demander un déplacement considérable de force humaine, cependant une grande armée d'hommes de science, d'ingénieurs, d'employés et d'habiles ouvriers est devenue nécessaire pour les inventer, les construire et les diriger. Dans le domaine de l'art, de la science, de la littérature, de la politique et du gouvernement, une extension énorme et presque infinie a été apportée au champ de travail de l'homme ». Et cela encore ne lui a point suffi car, souvent, la machine, en se supplantant à un groupe d'hommes, oblige ces derniers à se rabattre sur les occupations des femmes; la force aidant, c'est encore l'homme qui vient supplanter la femme dans les travaux dans lesquels elle excelle.

Il est un autre point à considérer, un domaine où aucune concurrence masculine n'est à craindre : la femme créatrice de valeurs vivantes. Et pourtant les contingences du monde n'ont pas manqué de venir changer toutes choses : « Le temps fut, et il est encore parmi les races primitives, où le premier et le plus important devoir de la femme vis-à-vis de la société était d'enfanter, d'enfanter encore, d'enfanter sans cesse. La mortalité infantile était extrême et les chances de mort résultant de la guerre, de la chasse et de la violence des mœurs, tendaient continuellement à réduire le nombre des hommes. Les maladies, la

peste et la famine décimaient fréquemment les populations et il était de la plus grande importance que la femme usât de son pouvoir créateur jusqu'aux dernières limites de ses forces afin que la race fut sûre de ne pas disparaître », devoir que la femme sut accomplir sans défaillance surtout pendant les périodes troubles du moyen-âge, au cours desquelles, aux guerres interminables, s'ajoutaient les épidémies dévastatrices : autant de fléaux qui mirent à l'épreuve la vitalité de la femme représentée par sa fécondité.

Mais l'heure vint où la civilisation changea encore toutes choses : le progrès a chassé le cauchemar des épidémies, des famines ; les guerres se font moins fréquentes ; la science et l'hygiène ont étranglé de plus en plus le taux de la mortalité infantile, ils ont prolongé et accru la vigueur des hommes. Les inventions mécaniques remédient à l'appel des bras, à l'appel de la force musculaire. « La civilisation moderne est arrivée au point de ne plus réclamer des créatures humaines utilisables seulement comme bêtes de somme, mais elle exige des créatures humaines capables de remplir les devoirs plus complexes de la vie moderne. Ce qu'on demande maintenant, c'est moins la quantité d'hommes que la qualité. » Ainsi, dans un cadre où aucun empiètement n'était à craindre, la tendance est encore et toujours celle du désœuvrement.

Il ne reste à la femme qu'à reconquérir sa place dans le monde nouveau, qu'à réclamer sa part de « travail honoré ». Les raisons d'une telle détermination, dit Mrs Schreiner, les voici : nous avons vu que notre civilisation, dans sa marche aveugle, tend vers le parasitisme

de sexe, le parasitisme du sexe faible né de la restriction de son champ d'activité. Or aucune race ou aucune nation n'ont pu survivre à ce désastre qu'est le parasitisme, que ce désastre affecte les deux sexes ou l'un des sexes seulement. Le parasitisme du sexe fort, rare cependant, n'a pas manqué d'amener la ruine de la fraction qu'il affecte : voyez la Rome de la Décadence et l'aristocratie française d'avant la Révolution. Le parasitisme du sexe faible, plus fréquent, illustre cette loi d'une manière saisissante : voyez l'histoire de l'Assyrie, de la Grèce, de Rome, de la Perse comme de la Turquie actuelle ; la même triste histoire se répète dans sa genèse et dans ses conséquences : heureuse du confort que la civilisation lui apporte tous les jours, la femme se laisse dépouiller lentement, mais aisément, de ses formes de travail actif. Or, le parasitisme a toujours été la détérioration physique et mentale de l'être qui le subit.

Et à l'inverse l'homme se trouve épuisé dans ses nerfs, dans ses muscles, comme dans son cerveau. Qu'est-ce qui résulterait d'un tel concours de faits ? la décadence de la race. Le parasitisme du sexe faible, dans la plupart des exemples légués par l'histoire, n'atteignait jamais que la race ou la classe dominante ; or le mal qui menace nos civilisations modernes, dans les conditions particulières que celles-ci présentent, viserait la masse des femmes civilisées dans sa totalité. Ne doit-on pas y voir l'angoissante préoccupation des temps à venir ?

*
* *

Ayant montré que le droit de la femme au travail est un droit imprescriptible, né de l'histoire, Mrs Olive Schreiner eut encore à justifier la seconde partie de son programme, le droit à l'éducation intégrale, qui n'est selon elle que le corollaire du premier.

La femme n'est, d'ordinaire, écartée que d'une certaine catégorie de travaux; le travail dont on l'éloigne n'est pas celui de la pauvre travailleuse agricole prématurément vieillie par son labeur, ni celui de la repasseuse rivée à ses fers, ni celui de la bonne à tout faire dont la tâche n'a jamais de commencement ni de fin. Ce n'est pas le travail pénible, inférieur, quelquefois dégradant qu'on veut ôter à la femme, seulement on ne voudrait pas admettre les femmes dans les carrières où l'intelligence joue le plus grand rôle. Puisque la tendance actuelle déplace le travail humain dans une atmosphère de plus en plus intellectuelle, puisque le progrès consiste à remplacer de plus en plus la main par la machine, pourquoi refuser à la femme le domaine de l'intelligence où l'homme a pu se créer d'immenses débouchés nouveaux ? Le machinisme, s'il a été un peu l'esclavage des travailleurs, a surtout été l'esclavage de la femme. Puisque le labeur productif tend à devenir intellectuel, il est naturel que la femme désire participer à cette production avec son cerveau comme elle y a participé largement jusqu'ici avec ses mains. Contrecarrer un tel mouvement, ce serait faire preuve de sentiment rétrograde autant que d'un monstrueux égoïsme.

Mrs Olive Schreiner se préoccupe alors de défendre sa thèse contre deux objections soulevées par les adversaires du travail féminin dans les temps modernes, du travail intellectuel. D'abord, les tâches devenant de plus en plus mentales, les capacités mentales de la femme y suffiront-elles ? A supposer qu'elles y suffisent, d'une culture et d'une activité mentales plus intenses, ne résulterait-il pas une diminution, sinon une abolition complète, de « l'attraction sexuelle » qui a jusqu'ici rapproché les deux moitiés de l'humanité ? Il est aisé de réfuter la première objection, répond Mrs Schreiner. Sans compter le nombre de femmes qui, au cours des siècles, malgré les circonstances les plus défavorables, se sont illustrées dans tous les domaines de l'intelligence, il est un fait universel qu'il faut toujours mentionner : tant que la femme n'est pas un simple parasite, ses occupations quotidiennes, même les plus ordinaires — de la simple ménagère modeste à l'épouse honorée du seigneur — demandent une grande souplesse et une grande activité mentales. La direction d'une maison, si réduite soit-elle, n'est pas chose si facile qu'on le pense.

D'autre part, la crainte d'une diminution de l'attraction sexuelle n'est pas sans être empreinte d'une certaine puérilité : l'attraction d'un sexe vers l'autre, qui forme avec la faim et la soif cette trinité d'instincts, base de toute vie animale sur terre, a des racines trop profondes pour qu'elles soient jamais extirpées. L'intelligence accrue diminue-t-elle l'émotion sexuelle ? Les vies d'un Mill, d'un Shelley, d'un Goethe, d'une part, d'une Sophie Kovalevsky, d'une Georges Eliot, d'une George Sand, de

l'autre, prouvent suffisamment le contraire, répond Mrs Schreiner.

« L'homme n'aime point la femme qui gagne de l'argent », peut-on encore objecter. Mais, dit l'auteur, l'amour n'est plus en cause, nous sortons de la question. En ne désirant pas que sa femme gagne de l'argent, l'homme n'a fait que montrer son désir de domination. Il veut maintenir la femme sous sa dépendance économique, et quelle meilleure justification à son despotisme que le fait de la femme assimilée à une non-valeur ? Mais cette habitude de domination, œuvre des temps, peut être défaite par le temps, en vertu des lois de l'évolution. Confiant dans cette régénération des mœurs, l'auteur a donc terminé son livre par une vision d'espoir : « Nous aussi, nous avons rêvé d'un paradis, mais il se cache dans le lointain avenir. Dans ce paradis, la femme et l'homme mangent ensemble le fruit de la connaissance ; côte à côte et la main dans la main, à travers des siècles de notre labeur, ils conquerront de proche en proche un Eden plus beau que celui du rêve de Chaldée, un Eden créé par leur propre travail, embelli par leur commune association. »

Avant de montrer combien les étapes qui conduisent vers « ce lointain avenir » furent raccourcies par les circonstances, nous voulons essayer de voir ce que fut l'enseignement de l'école sociologique moderne à la veille de la guerre, de cette guerre génératrice des circonstances exceptionnelles qui ont pu bouleverser les idées établies sur le travail féminin. Nous nous sommes adressés à cet effet, d'une façon exclusive, aux deux ouvrages de M. le

Recteur Paul Lapie et de M. le professeur Gaston Richard,
« *la femme dans la famille* » et « *la femme dans l'his-
toire.* »

CHAPITRE VII

THÉORIES SOCIOLOGIQUES CONTEMPORAINES

Au seuil de toute enquête dans le domaine sociologique, il est peut-être permis de faire un retour, et comme un pèlerinage intellectuel, vers les idées de celui qui demeure le père de la sociologie : Auguste Comte. Après la justice due à Saint-Simon, le maître d'une école de défenseurs fidèles et passionnés de l'émancipation féminine, on ne peut s'empêcher d'évoquer le souvenir de celui qui fut son disciple et qui, tout comme lui, en songeant à l'Humanité, a songé à toutes celles et à tous ceux qui la composent. Cependant Comte n'a pas marché, tout d'abord, sur les traces de Saint-Simon. Les esprits inquiets se sont sans doute demandés si le fondateur du Positivisme avait simplement parcouru le même chemin que son « maître secret » (1), Jean-Jacques Rousseau, ou si cette attitude n'était que l'une des formes de sa réaction contre le système philosophique de celui qui fut, pendant un temps, son initiateur, de Saint-Simon.

(1) Expression de M. Seillières dans son livre : *Auguste Comte*, Paris, 1924.

En effet, contrairement à ce dernier qui réclamait, pour la femme, l'élargissement de son cercle d'activité, Auguste Comte voulait, tout d'abord, la maintenir dans la famille et la confiner au ménage : la femme ne peut avoir, selon lui, que des qualités domestiques : son activité ne saurait déborder le cadre du toit familial. Correspondant de Mill, il eut à défendre âprement sa théorie contre les objections de ce dernier. Le penseur anglais, déjà chevalier du sexe faible, mûrissait alors ses idées pour l'élaboration du remarquable ouvrage qui devait paraître quelque vingt ans plus tard. Nous n'avons pas à rappeler que cette divergence d'idées a été, pour beaucoup, dans le relâchement des relations entre les deux penseurs. L'attitude comtienne a beaucoup changé quelques années après, mais les divergences fondamentales subsistent entre les deux conceptions. Et si dans le discours préliminaire au *Système de politique positive* (1) nous l'entendons parler de « la solennelle adoration de la femme que la religion finale érige en prélude nécessaire et en stimulant continu du culte systématique de l'Humanité », nous nous demanderons si, par une étrange ironie du sort, l'adversaire des idées de Saint-Simon, à ce sujet, dans un rêve messianique, n'a pas abouti au même mysticisme que celui d'Enfantin, continuateur de l'esprit saint-simonien. Ce changement soudain dans son attitude tient, pour une large part, à sa rencontre avec Mme Clotilde de Vaux.

Pour réaliser le culte de la femme, l'Humanité, selon

(1) Auguste Comte, *Système de Politique positive*, 4 vol., Paris, G. Crès, 1912.

Auguste Comte, après avoir déjà passé par bien des révolutions, connaîtra encore la « Révolution féminine ». Elle doit compléter la « révolution prolétarienne » comme celle-ci avait consolidé la « révolution bourgeoise » émanée de la « révolution philosophique ». La femme sera la moralisatrice de l'homme : l'Humanité aura ainsi profité de la « disposition spontanée du sexe aimant à faire toujours prévaloir la morale, seul aboutissant de toutes nos conceptions » (1). Et, pour cela, la révolution féminine est étroitement coordonnée au digne affranchissement de la femme envers tout travail extérieur, elle permettra à celle-ci d'exercer sa vocation propre de moralisatrice. Auguste Comte voit (2) « la juste indépendance du sexe affectif, fondée sur deux conditions connexes : son affranchissement universel de tout travail extérieur, et sa libre renonciation à toute richesse ». Ainsi l'homme doit nourrir la femme pour qu'elle puisse remplir convenablement sa sainte destination sociale, sa mission de déesse domestique, d'ange gardien du sexe fort, de « prêtresse domestique de l'Humanité, née pour modifier, par l'affection, le règne nécessaire de la force ». Mais, ange ou déesse, la femme ne cesse de demeurer dans l'enceinte familiale, inactive à l'égard de la production, à l'égard de la gestion des biens. « La valeur mentale et surtout morale de la femme exige sa concentration dans la vie privée, tandis que l'homme ne se développe dignement qu'en aspirant à la vie publique ». Le bonheur privé et le bien public dépendent tant de la prépondérance du sentiment sur la rai-

(1) (2) Ibid, tome IV, p. 63-69.

son et sur l'activité, qu'elle ne sera jamais trop achetée, d'après Comte, au prix de l'inaction industrielle d'une moitié de notre espèce.

Quelque étrange que puisse paraître aux yeux des modernes une pareille attitude, elle n'est pas cependant isolée : il y a comme les mêmes reflets et les mêmes nuances dans la pensée comtienne et dans l'obsession dramatique d'un Ibsen. Dans plusieurs de ses œuvres, ce dernier ne vantait-il pas la prépondérance du cœur et du sentiment sur l'esprit et la raison ? Nous y voyons encore la femme attirant l'homme vers la vertu et le conduisant au sacrifice commun au profit de la collectivité et de l'humanité ainsi ennoblie : la femme capable d'un tel rôle n'est pas la femme qui désire exercer une profession masculine, car alors elle se forme suivant l'individualité de l'homme et reste dominée par lui comme à travers les âges, l'épouse formée d'après l'individualité du mari s'était laissée imposer une constante tutelle ; la femme de l'avenir, la femme idéale, c'est la mère et l'épouse régnant sur l'humanité par la puissance de leur vertu.

Avec le même lyrisme, Auguste Comte nous a raconté l'histoire du christianisme glorifiant la chasteté et la vertu, celle du moyen-âge féodal et chevaleresque idéalisant la femme. Mais c'est justement la part faite au traditionalisme, ainsi que l'emprise de son mysticisme, qui ont fait considérer le système comtien sur le culte de la femme comme une pure intuition, une nouvelle invention morale. La sociologie moderne, défiante à l'égard des postulats et des vues *a priori*, a renouvelé les méthodes traditionnelles. Remontant bien plus loin dans le passé, au-delà des

classiques civilisations, s'étendant plus loin dans l'espace par-delà les sociétés trop connues, elle a apporté partout, avec elle, l'esprit scientifique, elle a scruté minutieusement l'apport de l'ethnologie, de la philologie comparée pour voir quelle a été, dans l'histoire, la condition de la femme. Problème scientifique que des moyens nouveaux aidaient à résoudre, et qui se complète d'une autre, d'apparence bien plus morale que scientifique : « quel doit être le rôle de la femme dans les sociétés modernes ? » Mais, ici encore, la sociologie moderne utilise une méthode voisine des méthodes scientifiques. C'est qu'elle désire réconcilier la science et la morale entre lesquelles « le divorce n'a que trop duré » (1). Pour elle, « l'idéal des hommes n'est jamais l'œuvre d'une miraculeuse « intuition », les caprices de l'invention morale ne sont qu'apparents... Nos devoirs, corollaires de nos croyances, qui sont elles-mêmes les échos des faits, sont indirectement déterminés par les faits » (1). Et c'est pour cela que, de l'étude scientifique des faits, de la recherche des lois d'un déterminisme rigoureux qui gouvernent l'humanité, l'on pourra déduire nos principes moraux et leurs corollaires pratiques; on pourra indiquer, dès lors, les réformes désirables de nos institutions et de nos mœurs, on pourra dire si « tel idéal que nous avons conçu repose sur des vérités ou sur des illusions, s'il est rationnel ou irrationnel, s'il est, en un mot, un idéal ou une absurdité » (1).

(1) Paul Lapie, *op. cit.*, p. 1, 2, 3.

*
* *

Pour la sociologie moderne, la participation de la femme à la vie active des sociétés n'est pas un fait essentiellement nouveau. La phase présente de notre histoire n'est pas du tout une phase sociale entièrement nouvelle. Elle n'est que l'accélération des phénomènes qui se sont déroulés, depuis longtemps déjà, au cours des successives civilisations. La femme réclame l'extension, en surface comme en profondeur, de sa culture intellectuelle, l'élargissement de sa sphère d'activité : autant de manifestations d'un individualisme qui est lui-même une donnée de l'histoire. C'est qu'au cours des stades qui précèdent le nôtre, l'activité féminine a été féconde, et nos sociétés modernes vivent encore, pour une large part, sur les résultats fructueux de cette énergie créatrice.

La femme a d'abord créé l'agriculture, cette force nourricière par excellence. Son domaine, d'abord restreint à l'enclos qui entoure la butte ou la cabane, s'est élargi pour devenir le champ et la prairie. Une telle extension fut rendue possible le jour où elle songea à encourager l'homme dans l'œuvre de domestication des bêtes. Créant l'agriculture, elle a donc créé le village, le germe de toute société stable. Ainsi la constitution de nos sociétés sédentaires porte l'empreinte de l'activité féconde de la femme.

Avant le règne industriel de l'homme elle fut, en outre, à l'intérieur de la famille, l'ouvrière universelle et très souvent un habile artisan. « L'industrie domestique fut le germe d'où sortirent d'abord l'atelier corporatif qui, sous sa première forme, ne fut qu'un atelier domestique

plus spécifié et, plus tard, l'entreprise moderne. Ici encore nous trouvons la diligence féminine et maternelle à l'origine des forces économiques » (1).

Entre les noyaux constitués que sont les villages, groupements qui vivent pour une part de l'activité agricole de la femme et qui utilisent les produits de son activité industrielle, il fallait un lien, il fallait un concours d'efforts pour que l'existence des villes fut possible, il fallait aussi supposer comme condition préalable la possibilité des relations pacifiques. Sans oublier l'influence adoucissante des femmes sur les mœurs, qui est pour beaucoup dans l'établissement des relations pacifiques entre familles comme entre villages, il faut surtout tenir compte de la cause principale : l'acceptation du commerce entre villages voisins. Or la principale forme du commerce stable et régulier c'est le marché rural. « Du marché rural, de l'humble marché aux fruits et aux légumes est sorti, par une lente évolution, le bazar, le marché corporatif que l'on peut observer encore dans les villes de l'Orient, et du bazar est sorti, sous l'impulsion de la technique scientifique, la grande ville commerçante et industrielle moderne » (1). Et le marché, comme l'industrie domestique, comme l'agriculture, est encore une création de la femme. En présence de l'ensemble de ces créations fécondes, qui ont largement contribué à façonner le vrai visage de notre monde moderne, peut-on s'étonner de ce que la femme puisse revendiquer aujourd'hui une part raisonnable dans la vie éco-

(1) Gaston Richard, *op. cit.*, p. 355.

(1) Gaston Richard, *op. cit.*, p. 356.

nomique du monde, dans cette vie active qui, du sein des familles, s'est transportée au milieu de la société ?

Il est vrai que l'activité économique de la femme a subi certaines éclipses au cours de l'histoire : Aux temps de l'esclavage, la femme est déchargée des travaux rudes ; quoique l'esclavage ait disparu, il faut encore dire que, même en ces temps, un tel fait n'a pas atteint toutes les femmes. De même, les mœurs chevaleresques du moyen-âge ont relevé moralement la femme ; en l'idéalisant, ils l'ont par répercussion déchargée des travaux jugés indignes d'elle. Mais en ces temps romanesques, l'infime minorité des femmes de l'aristocratie subissait seule cette transformation. L'histoire de nos temps démocratiques révèle au contraire une transformation en sens inverse, « on gémit académiquement sur cette dure nécessité qui contraint tant de femmes à gagner hors du ménage leur vie dans l'industrie et le commerce. Ces plaintes littéraires sont inutiles. En soi, l'élargissement de la sphère d'activité de la femme est un événement heureux sans lequel on ne conçoit pour elle ni une émancipation juridique durable, ni l'accès à une culture supérieure. Quand la femme ne quittait pas son rouet ou son fuseau, on ne songeait ni à l'instruire, ni à lui donner une capacité civile. L'oisiveté des femmes est le signe de la richesse des hommes dont elles dépendent.

La femme est laborieuse dans les familles pauvres ou d'aisance moyenne. De là un vieux préjugé aristocratique contre le labeur féminin. Dans les classes laborieuses, la femme est assez souvent maltraitée : d'où un sentiment de compassion non seulement pour les mauvais traitements qu'elle subit, mais encore pour les occupations qui les

accompagnent. Mais un sociologue doit voir les choses de plus haut. L'oisiveté des femmes aristocratiques a eu pour contre-partie leur extrême assujettissement aux hommes qui avaient l'administration du patrimoine, et le travail a été pour la femme mariée le grand libérateur. En France comme en Angleterre, on n'a pu émanciper que celles qui gagnaient et pouvaient administrer leur gain. La femme qui travaille n'est un objet de compassion que pour les âmes basses, car le travail est pour elle, comme pour l'homme, une condition de l'équilibre moral et une cause de bonheur » (1).

Ainsi l'histoire du travail de la femme, à travers les âges, n'a point montré que ce travail a été la cause de perturbation des sociétés. L'adoucissement des mœurs est dû, pour une part, à la discipline du travail, et la femme s'y est soumise la première. Les travailleurs modernes exploitant des forces productives nouvelles se sont faits, sans le savoir, à son image. Nous devons donc nous féliciter de ce que la femme réclamât de nos jours la nouvelle discipline du travail, la dure discipline des hommes, pesante à ses faibles épaules, mais qu'elle saura assouplir, d'autant plus que l'inactivité féminine serait à tout moment un réel désastre. Dans la balance économique des peuples, l'immense contribution du travail féminin doit avoir un poids appréciable. Il y a loin de ces conclusions fermes, rappelant inexorablement aux individus, comme aux sociétés, la nécessité de vivre et de progresser, et le lyrisme d'un Mi-

(1) Gaston Richard, *op. cit.*, p. 363-364.

chelet quand il écrit : l'ouvrière, mot impie, sordide, qu'aucune langue n'eut jamais, qu'aucun temps n'aurait compris avant cet âge de fer et qui balancerait à lui seul tous nos prétendus progrès. »

*
* *

Mais si le travail féminin, d'après l'enquête précédente, n'est pas une cause de perturbation pour nos sociétés, en constituerait-il une pour nos familles ? C'est ce que la seconde enquête, « la femme dans la famille », va nous apprendre. Il est incontestable qu'au cours des siècles qui précédèrent notre temps, la famille n'a pas été seulement une unité religieuse et une unité politique, mais encore une unité économique.

Et voici l'aveu : compromise, peu à peu, dans son unité religieuse et dans son unité politique, la famille l'est encore, surtout depuis le dernier siècle, dans son unité économique.

Le centre de la production, dans nos sociétés modernes, n'est plus dans chaque maison, mais à l'usine. La famille des producteurs n'est plus disséminée sous les divers toits, mais se trouve concentrée, réunie, unissant les efforts simultanés de chaque membre dans un rythme souverain. Ce rythme accéléré, souvent continu, n'est plus possible à l'intérieur des foyers. Dans l'industrie, notre évolution passe de la fabrique dispersée à la fabrique agglomérée selon l'expression de M. Georges Renard. Mais ce n'est pas tout, l'organisation de l'activité commerciale moderne, comme l'organisation de l'activité industrielle, demande

tout à la fois plus d'air, plus d'espace, plus de bras, plus de cerveaux, autant de nécessités premières qui créent chaque matin l'exode des travailleurs vers l'usine, vers l'atelier, vers le magasin, vers le bureau. Et la femme comme l'homme, dès la première heure, quitte son foyer pour prendre le chemin de cette autre ruche laborieuse où elle n'est plus qu'une unité productive anonyme, « pour se soumettre à une hiérarchie dans laquelle son époux ne figure pas » (1). Dissolution de la famille, dissolution de l'autorité paternelle et maritale qui fait la cohésion de la famille, ne manquent pas de déclamer les conservateurs.

Et ce n'est pas tout. Leur dernier espoir lui-même s'est envolé : Cessant d'être un atelier, où la main-d'œuvre de la femme s'ajoute à celle du mari, la famille ne pourrait-elle pas demeurer « un hôtel, l'endroit où s'accomplissent en commun les divers actes de la vie matérielle, où l'on consomme en commun les produits nécessaires à la conservation de l'existence ? » (2). Les fonctions industrieuses de la femme étant multiples, si ses fonctions productives proprement dites doivent s'exercer désormais hors du toit familial, en raison des nécessités du progrès moderne, ne pourrait-on pas souhaiter que subsistassent dans leurs formes anciennes les fonctions ménagères, l'un des facteurs puissants de la cohésion familiale ? or, petit à petit, les fractions de cette besogne se détachent de la femme, car elles peuvent être exécutées plus économiquement au dehors ou par le dehors. Ainsi, la femme voit chaque jour s'effriter son domaine au profit des industries extérieures. Or, « à

(1) (2) Paul Lapié, *op. cit.*, p. 53, p. 58.

toute diminution du rôle de la ménagère a correspondu une désagrégation de la famille. La famille polygamique tend à se dissoudre quand il n'y a plus au foyer du travail pour plusieurs femmes : la polygamie n'est plus alors qu'un luxe sensuel, que les riches seuls peuvent s'offrir. La famille monogamique ne peut pas réduire le nombre de ces membres, mais elle peut desserrer les liens qui les unissent : dès maintenant les femmes ne sont plus aussi solidement rivées au foyer, ni aussi étroitement subordonnées à leur mari par leurs fonctions de ménagères. Ainsi commence à s'ébranler celui des fondements de l'unité familiale qui, malgré tout, est encore le plus solide : le fondement économique » (1).

Ajoutez à cela que la charge de la maternité est moins lourde pour les femmes du temps présent, comme leur est moins lourde la tâche d'éducation des enfants. Tous les besoins qui font la famille plus unie, plus disciplinée, ne trouvent donc plus en la femme une pourvoyeuse naturelle. La société extérieure, en s'en chargeant, a donc aidé à la désagrégation de la famille. Il reste au sociologue à apprécier ce mouvement. Que ce soit pour sauvegarder la vie de la famille, pour décharger la femme de tout travail productif ou pour éviter qu'elle ne fasse concurrence à l'homme, d'aucuns ont souhaité une vive réaction contre la tendance actuelle. Que pense le sociologue d'une telle attitude ?

La femme devient la concurrente de l'homme, dit-on ; concurrente quand elle travaille au dehors, sans nul doute,

(1) P. Lapie, *op cit.*, p. 64.

mais elle est aussi sa concurrente quand elle se borne à exercer son activité dans la famille. C'est ce dernier caractère qu'il ne faut pas oublier. Il y a aujourd'hui une multitude de corporations de travailleurs et de travailleuses qui chômeraient certainement si toutes les femmes s'avisait de reprendre, dans leur totalité, les occupations de leur grand'mère. Puisque ces travaux doivent mieux s'exécuter au dehors, dans de meilleures conditions d'économie et d'hygiène, il n'y pas lieu de regretter le passé.

D'ailleurs, si l'on redoutait tant la concurrence féminine, on n'a pas souvent voulu reconnaître qu'elle dérive pour une large part du fait que la femme reçoit un salaire moindre que celui de l'homme pour un même travail. Il se trouve des hommes pour défendre avec opiniâtreté le maintien de cette inégalité des salaires : ils croyaient y voir le vestige de ce qui fut, durant des siècles, la supériorité de l'homme sur la femme. Il faudrait une protestation de toute l'opinion pour réaliser ce qui n'est qu'une première étape dans la justice : la rétribution basée sur le résultat fourni.

Faudrait-il alors revenir à l'antique répartition du travail fondée sur la différence des sexes ? A l'homme, la production des richesses, à la femme, l'activité conservatrice dans la maison. C'est alors dire avec Spencer et Karl Bücher que la tendance de notre civilisation est d'affranchir de plus en plus les femmes des labeurs du gagne-pain. Pour la sociologie, cette affirmation n'a pas de fondement scientifique. L'activité féminine a toujours été éminemment productive : Comme l'activité productive en général se déplace et se libère de l'atelier familial, la femme au

risque de rester inactive ne peut continuer à rester à son foyer. Ce qui est possible dans les classes riches ne l'est pas dans les classes pauvres, où l'inactivité de la femme serait une calamité. D'ailleurs, même en restant simple ménagère, l'activité de la femme n'est pas une activité simplement conservatrice; l'industrialisation des fonctions domestiques le montre d'une façon tangible. « Comme l'ouvrière, la ménagère est créatrice de valeurs. Travail du foyer ou travail de l'usine, son travail est toujours un travail, et par suite un facteur de la concurrence générale. Il n'y a qu'un moyen d'empêcher la femme de faire concurrence à l'homme, c'est de la condamner à l'oisiveté. Il n'y a qu'une femme qui ne travaille pas à la baisse des salaires, c'est celle qui ne travaille pas du tout » (1).

Il reste à se demander si on ne doit pas retenir la femme au foyer pour sauver la famille comme institution familiale, la famille pourvoyeuse habile des besoins du cœur. Mais alors il faut se demander, répond le sociologue, si l'unité familiale peut être rétablie quand on aura interdit à la femme tout travail extérieur. Oisive la plupart du temps de par la force même de choses et du progrès des siècles, la femme au foyer y sera souvent seule, car ni le mari, ni les enfants n'y demeurent. La société moderne réclame l'homme à l'atelier, les enfants à l'école, la femme ne refera pas à elle seule l'unité de la famille. « La famille n'est constamment unie que chez les rentiers et les retraités. Dans aucun des autres cas, le retour de la femme à son

(1) Paul Lapie, *op cit.*, p. 79.

rôle traditionnel ne marquerait le retour de la famille à son unité primitive. Cette unité, il faudrait, pour la retrouver, supprimer non seulement les crèches, mais les écoles, non seulement les ateliers de femmes, mais les ateliers d'hommes ; il faudrait supprimer la plupart des besoins auxquels répondent nos industries spécialisées et les rouages multiples de notre organisation sociale : il faudrait renoncer à la vie intense des civilisés, à cette activité qui pousse les adultes loin de la maison, à cette longue éducation qui retient loin du toit paternel les plus jeunes. Qui soutiendra que, malgré ses avantages, l'unité de la famille mérite tous ces sacrifices ? » (1)

D'ailleurs, la famille, comme institution domestique, ne réclame aucune cohésion extérieure, la vie de famille peut subsister à l'état pur, dégagée de toutes les contingences artificielles, religieuses, politiques, industrielles ; elle est faite de cette « unité profonde qui vient de son essence particulière par l'amour et la volonté des époux. » « Elle n'absorbera plus tous les instants de ses membres ; la vie de famille sera discontinue, mais qu'importe, si elle est intense ! »

Conclusion

Bien des choses ont ainsi été dites sur le travail de la femme. Dans le cercle restreint de nos investigations, nous avons trouvé un amalgame d'opinions différentes, souvent contradictoires. C'est qu'elles sont toutes étroitement liées

(1) P. Lapie, *op. cit.*, p. 90.

au système philosophique ou social de leur auteur. Or, en dehors des travaux sociologiques modernes, le travail féminin n'a jamais été envisagé que d'une façon rapide, comme une question accessoire ou secondaire. Ainsi les idées de Sismondi sur l'activité de la femme portent l'empreinte visible de sa ligne de conduite générale et de ses principales théories. On peut y voir l'opiniâtre adversaire des crises, le premier des interventionnistes, et avant tout l'humanitaire timoré dont la tendance sentimentale a influencé tous les auteurs du premier demi-siècle. En effet, de l'Empire à la seconde République, la même tendance sentimentale persiste dans toutes les constructions sociales. Elles sont comme l'émanation d'un demi-siècle romantique; et ce même romantisme ne se trouve-t-il pas dans Saint-Simon comme dans Fourier ?

Mais toutes ces constructions, quelles qu'elles soient, rendent d'une façon unanime une tardive justice à la femme. Il a fallu attendre de nombreux siècles pour que des penseurs aient songé à indiquer le prix inestimable du travail de la femme à l'intérieur de son ménage. Il a fallu les travaux de nos modernes sociologues pour nous montrer que la femme a participé à toutes les manifestations de l'activité économique du monde, qu'elle a créé l'agriculture, le marché, le village, l'atelier. Cette justice est toujours tardivement rendue, car les femmes ne se sont jamais plaint de l'antithèse exaspérante entre ce qu'elles donnent à l'humanité et ce qu'elles en reçoivent. A l'heure où, sous la poussée de l'émancipation économique de la femme, nos vieilles institutions craquent de toutes parts, les théoriciens ont vu toute l'importance des pro-

blèmes que suscite cette transformation sociale. Ils ont eu à se demander quelle devait être l'attitude de la société à l'égard d'un tel mouvement. C'est ce qu'a révélé notre enquête, et nous allons essayer de classer leurs différents points de vue.

*
* *

Au point de départ du règne de l'industrie, il y eut la théorie de l'ordre naturel, des institutions providentielles : il faut laisser à l'intérêt personnel le soin de régler l'activité des hommes. Il faut laisser le monde aller de lui-même, et la société se modeler d'après les lois immuables de la nature. C'est, dans toute sa froideur, le nihilisme du laissez faire, du laissez passer. Des froissements sont inévitables dans nos sociétés humaines désordonnées, mais le libéralisme s'en rapporte à la philanthropie du soin de soulager les misères. Il guide les bonnes volontés dans la voie de la bienfaisance.

Mais c'est toujours une œuvre incomplète que de vouloir atténuer un mal sans chercher à en supprimer les causes. Ainsi le mal se renouvelle à mesure qu'il est guéri. La bonté des hommes a bien doté le monde d'une multitude d'œuvres sociales. Ces dernières n'ont pas pu, cependant, cacher l'immense misère des travailleuses. Le mal a toujours débordé la générosité des bienfaiteurs. Des enquêtes récentes, tout en rendant hommage au dévouement philanthropique, ont avoué son insuccès dans les œuvres

de travail (1). Elles l'ont attribué pour une part à la divergence des principes qui ont servi de guide à ces œuvres, à leur action disparate; n'y a-t-il pas lieu de faire intervenir surtout cette autre cause : l'évolution de nos sociétés modernes tend à faire prévaloir de plus en plus les notions de justice et de solidarité; elle dénonce ainsi, plus vigoureusement chaque jour, l'impuissance de la charité à endiguer un mal universel né de l'absence de la justice comme de l'absence de la solidarité.

*
* *

Il y eut aussi, aux temps héroïques du développement industriel, des réformateurs extrêmes pour proclamer la nécessité d'interdire légalement l'activité extérieure de la femme, il y eut la voix autorisée d'un Sismondi, la surenchère d'un Adolphe Blanqui. Le fondateur de l'économie sociale, confiant dans la force de la loi et de l'autorité, avait cru ce remède radical nécessaire et suffisant. Les chrétiens sociaux, de leur côté, sont allés plus loin. Ils ont souhaité le retour vers l'artisanat, vers la corporation des temps anciens, vers un passé où l'économie chrétienne toute puissante, avec sa théorie thomiste du juste prix et du juste salaire, n'a pas eu à déplorer la misère des masses industrieuses que le XIX^e siècle avait concentrées autour des usines. Ce fut le cas des Carlyle, des Ruskin. Ce fut le cas des Le Play. Dans une explosion de pitié émouvante,

(1) Voir Clamorgan, *Le travail de la femme et la bienfaisance privée à Paris*.

les premiers n'ont-ils pas décrit, avec lyrisme, l'horizon clair de nos campagnes qu'aucune cheminée d'usine ne viendra plus salir de sa noire laideur ? Ainsi est leur rêve, mais la réalité est toute autre : il n'appartient pas aux hommes de régler la marche du progrès qu'ils ont provoqué. Et c'est pourquoi le remède radical proposé, quoiqu'il eut de fréquents lendemains, ne fut jamais adopté. Des restrictions étaient nécessaires, quant à ce qui concerne les personnes visées, et quant à ce qui concerne les travaux visés : telle fut la nouvelle attitude des abolitionnistes, des partisans de la suppression partielle ou totale du travail féminin. Elle tend d'abord à l'interdiction du travail extérieur aux femmes mariées, dans l'intérêt supérieur du ménage et de la famille : Mais ce serait, leur a-t-on objecté avec juste raison, donner une prime aux unions illégitimes. La même attitude tendrait ensuite à circonscrire l'interdiction à quelques travaux jugés les plus dangereux et plus pénibles. Cette demande a obtenu quelques consécration dans notre code.

Mais si la loi est restée, au début, implacablement fidèle au nihilisme du laissez faire, les véhémentes protestations de ces théoriciens ont eu néanmoins d'autres conséquences heureuses. Elles ont eu une influence considérable dans le monde de la pensée. Combien d'œuvres littéraires ont puisé à cette source ! L'ère des romans sociaux date de cette époque. Par leurs descriptions, sobres ou emphatiques, par ces tableaux de la misère des travailleuses brutalement exposés comme sur les tables d'anatomie les misères physiologiques de l'humanité souffrante, ils « ont aidé puissamment à faire, dans l'indifférence publique, la

trouée par laquelle a passé tout l'effort accompli depuis un demi-siècle au profit des faibles et des déshérités » (1).

*
* *

Nous arrivons maintenant à la conception toute différente des écoles socialistes, de Saint-Simon à Bebel en passant par Cabet et Fourier. La conception saint-simonienne du travail de la femme est liée à la conception industrielle de la société : l'atelier substitué à l'Etat, le producteur substitué au citoyen ; il n'y aura plus d'héritage, plus d'appropriation sans travail, le principe de la répartition étant le suivant : à chacun selon sa capacité, à chaque capacité selon ses œuvres. Corollaire indispensable : la reconnaissance des droits égaux à la femme et à l'homme pour que l'on puisse appliquer à tous les membres de la société le principe de répartition, à chacun selon ses mérites. Ainsi la nation devenue société économique pourra réaliser le maximum de production. La liberté du travail de la femme, comme nous le voyons, n'est qu'un corollaire et demeure toujours un corollaire dans les systèmes icarien et fouriériste, comme dans la conception collectiviste de Bebel. Mais à travers toutes les nuances qui les distinguent, ces écoles socialistes en général déclarent qu'une réelle liberté du travail de la femme, pour être efficace et utile, suppose un régime social où tous les instruments de production

(1) G. Renard, Leçon d'ouverture du Cours d'Histoire du Travail au Collège de France, 1912.

appartiennent en totalité aux travailleurs eux-mêmes, ou tout au moins une société entièrement réorganisée.

*
* *

Nous avons donc rencontré tout d'abord trois tendances extrêmes auxquelles nous croyons devoir adjoindre maintenant des tendances moins bien définies, mais qui se rattachent aux premières par certains de leurs caractères. A côté de l'école libérale, comprenant Stuart Mill, on pourrait ranger tous les partis féministes qui, invariablement, quelles que soient d'ailleurs leurs conceptions particulières sur le travail féminin, réclament l'abolition de toutes les lois de protection régissant le travail de la femme.

De même ne peut-on pas rattacher aux théories de ceux qui souhaitent le retour de la femme au foyer les conceptions de Proudhon et d'Auguste Comte ? La femme au ménage, la justice triomphant de l'amour, il y a dans ces mots l'annonce d'une rupture avec ses méthodes anciennes, et tout à la fois la tendance sentimentale et ce qu'on a appelé la « philosophie instinctive » de Proudhon, jalouse des droits du mâle, jalouse de l'autorité, de la force, de la concurrence, mais jalouse aussi du bonheur calme du foyer, de ce bonheur parfait dans la pauvreté comme dans la richesse. Philosophie vraiment populaire avec laquelle les féministes ont eu le plus à compter.

Adressons-nous à Auguste Comte; la femme déesse domestique, le cœur au service de l'esprit; c'est encore du sentiment, mais le bonheur visé est un bonheur plus lointain et plus grandiose, le bonheur général de l'humanité, de

cette humanité où l'individu puise dans l'altruisme son bonheur personnel. Nous atteignons là au côté idéal de la question, alors que des réalités plus pressantes s'offrent quotidiennement aux chercheurs. La société ne saurait se contenter des théories savantes et se désintéresser du sort de l'immense armée des travailleuses durement éprouvées par la concurrence. La misère est un fait qu'aucune théorie ne saurait dissiper. Le désaccord des théoriciens n'a pas empêché l'accord unanime sur la nécessité d'une action urgente, et c'est de cet accord qu'est née la *tendance interventionniste* à laquelle beaucoup de partis se sont ralliés : les chrétiens sociaux tout naturellement ; les socialistes aussi, car ils ont accepté le fait qu'une société collectiviste ne saurait se créer du jour au lendemain ; les féministes eux-mêmes, encore, car s'ils furent hostiles aux lois, ils n'ont voulu viser que les lois d'exception, les lois applicables à la femme seulement. « Si la loi avait été applicable aux deux sexes, nous n'aurions eu rien à dire, un bien pour la classe ouvrière en général en eût pu sortir. »

Les mêmes réalisateurs cependant ont bien vu que la loi ne saurait suffire : Ainsi elle serait impuissante pour donner aux travailleuses un salaire équitable. Ils ont donc reporté une partie de leurs efforts sur l'organisation de l'action collective et de l'éducation professionnelle. Nous allons emboîter le pas derrière eux en abandonnant les domaines idéalistes pour suivre désormais des chemins plus battus, les chemins de la réalisation pratique, chemins tortueux et accidentés, semés de fréquents obstacles, mais qui mènent à un monde où il y a plus de justice et plus de solidarité.

Ainsi la divergence de principes entre les théoriciens ne les a pas empêchés, quand il s'agit de réaliser l'harmonie sociale, d'aboutir aux mêmes pratiques.

Mauvaise quand elle peut naître des simples préventions doctrinales, elle est bonne quand elle exprime l'inquiétude sincère des chercheurs qui désirent ajouter aux idées antérieures la contribution de leurs efforts et de leur expérience personnelle. De la coordination de tous ces efforts est né le monde actuel qui ne nous a pas fait regretter le monde ancien.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LA TENDANCE INTERVENTIONNISTE

Les études purement juridiques des lois réglementant le travail ont été très souvent entreprises déjà (1). Nous voudrions pour notre part, non pas analyser les lois elles-mêmes, mais présenter les circonstances qui ont présidé à la naissance de la réglementation, celles qui ont incité le législateur à rester dans cette voie, toutes celles enfin qui ont aidé à la constitution de cette charpente juridique que la conscience collective accepte, à tout moment, comme un minimum nécessaire.

La réglementation légale n'est pas née en un jour. Elle est venue en France plus tardivement qu'en d'autres pays tant est forte, au début du siècle, la tendance libérale, tant est vive aussi la résistance des industriels intéressés. La première manifestation interventionniste remonte au 22

(1) Notre bibliographie mentionne quelques ouvrages juridiques.

mars 1841. Mais cette première loi de notre législation ouvrière ne s'applique qu'aux enfants employés dans les manufactures. Cependant la voie se trouve amorcée, et les appels à la protection percent déjà à travers les tendances contraires.

A la veille de la Révolution de 1848, le gouvernement élaborait un projet devant instituer la réglementation du travail des femmes de tout âge. Ce projet s'effondra dans le chaos de 1848 comme devaient s'effondrer plus tard bien des tentatives sociales. Vint l'Empire qui, s'il fut une ère de grande prospérité matérielle, industrielle surtout, ne demeura pas moins, pour la législation protectrice, avec sa politique de tutelle et d'autorité vis-à-vis de la classe ouvrière, un état de torpeur ininterrompu. D'ailleurs, ne doit-il pas sa prospérité industrielle, en majeure partie, à l'exploitation excessive des classes laborieuses ?

Ce fut à l'Assemblée nationale qu'échut l'honneur de continuer l'œuvre de 1841, de faire revivre l'esprit des journées de Février 1848 au cours desquelles, selon M. Georges Scelle (1), est né notre droit ouvrier. Cependant sa première œuvre, la loi du 19 mai 1874, fut encore imprégnée du pur sentiment de pitié qui inspirait celle de 1841 ; preuve que le cœur devance toujours l'esprit, que le règne de la charité précède souvent celui de la justice. La loi de 1874 s'occupe surtout des enfants. Vis-à-vis de la femme, malgré les retentissantes campagnes menées sous l'Empire, elle ne consacre que deux maigres dispositions : Pour les mineures de 21 ans : interdiction du travail de

(1) G. Scelle, *Le Droit ouvrier*, Paris, A. Colin, 1922.

nuît, du travail du dimanche et des jours fériés, limitation de la journée de travail à douze heures. Pour les femmes de tout âge : interdiction du travail souterrain dans les mines et carrières. En somme, un simple embryon, mais qui promet de se développer, et qui demeure comme un perpétuel encouragement pour les partisans de la protection, ouvrière. Et c'est parce qu'il fut tel, que dix-huit années seulement le séparent de la première charte du travail féminin, la loi du 2 novembre 1892, étape importante dans l'amélioration du sort de la travailleuse. Cette charte ajoute aux dispositions anciennes celles concernant le travail de nuit et la limitation des heures de travail. La vérité nous oblige d'avouer que la loi n'a pas atteint son but, mais cela à raison des circonstances. Le projet de loi, cohérent en lui-même, n'a pu subsister dans sa teneur première. Il fut considérablement transformé par le Sénat conservateur et les apports nouveaux ajoutent au projet primitif une réglementation tellement complexe qu'elle laissait les portes grandes ouvertes aux fraudes et aux violations ostensibles. Mais l'esprit de la loi demeure et toutes les fraudes possibles n'ont pas empêché la législation protectrice d'acquiescer cette accélération commune à la marche de la plupart des faits sociaux : loi du 30 mars 1900 instituant le principe de la journée de 10 heures pour la femme ouvrière; loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire obligatoire; l'importante loi du 13 juillet 1907 sur la libre disposition du salaire de la femme travailleuse de toutes les conditions; la loi du 22 décembre 1911 sanctionnant la convention internationale de Berne et améliorant celle de 1892 sur les conditions

du travail de nuit des femmes; les lois spéciales des 27 novembre 1909 sur la garantie de l'emploi des femmes en couches, du 17 juin 1913 sur les autres modalités concernant le repos de la femme avant et après l'accouchement.

Telles sont, dans leur ensemble, les grandes réalisations des périodes qui précédèrent la guerre. Il faut leur adjoindre les lois moins importantes et tous les décrets réglementaires qui les accompagnent. L'ensemble de ces dispositions énonce les interdictions à l'égard de certaines catégories de travaux : travaux dangereux pour la santé de la femme (par exemple la manipulation des produits toxiques); travaux dangereux pour sa santé morale (notamment les écrits et dessins tombant sous le coup des lois pénales); travaux excessifs pour sa force physique (principalement le port des fardeaux).

L'ensemble de l'œuvre réglementaire, pourrait-on remarquer, laisse sans protection la femme travaillant dans le commerce. Si le travail commercial est encore un sanctuaire bien gardé, il a néanmoins subi l'intervention législative. Tout d'abord, la loi du repos hebdomadaire s'applique indistinctement aux industries et aux emplois du commerce. Les nécessités de la vie économique, à notre époque, obligent à tolérer certaines mesures de faveur aux patrons du commerce, mais ces mesures ne touchent à la fois qu'une fraction minime du contingent féminin de ces professions. De plus, il faut mentionner la loi du 29 décembre 1900 accordant des sièges aux employées et les décrets des 4 juin et 22 septembre 1913, réglementant les stations aux étalages extérieurs pour les jeunes filles et les jeunes gens.

Ainsi donc la cause interventionniste paraît gagnée déjà en cette année 1914 qui vit le déclenchement de la guerre. La classe ouvrière, en général, avait acquis une importance considérable au cours de la guerre. Plus particulièrement le flot montant des travailleuses dans toutes les industries, dans toutes les branches de l'activité sociale, plaçait la femme au premier rang des producteurs. Le temps, sans doute, était venu de répondre aux revendications de nombre d'entre elles, aux revendications les plus pressantes. Ainsi sont nées, en pleine période de guerre, la loi du 15 juillet 1915, depuis si longtemps réclamée, sur la protection des ouvrières à domicile, puis, plus tard, celle du 11 juin 1917 sur la semaine anglaise dans les industries du vêtement.

Quoique ces lois ne régissent qu'une fraction — non la moins intéressante — des salariées, il n'y a pas lieu de s'en étonner outre mesure, car, au cours des années de guerre, la situation des autres travailleuses paraissait sensiblement meilleure que celle des ouvrières citées. De plus, il y avait ce souffle patriotique qui faisait taire les plaintes possibles. D'ailleurs, devant les besoins chaque jour croissants de l'armée, non seulement on ne songea point à surveiller étroitement le travail, mais on se montra encore très indulgent à l'égard des infractions aux lois protectrices existantes. Il a fallu l'expérience de deux ou trois années de guerre pour montrer clairement que le relâchement de la protection était nuisible aux intérêts de la production comme aux intérêts de la nation. Une telle constatation rendit nécessaire, sinon la création immédiate de nouvelles lois protectrices, du moins le renforcement des

lois existantes. Ainsi sont nées les lois du 5 août 1917 et du 2 décembre 1917 sur le repos des femmes en couches, puis, plus tard, celle du 24 octobre 1919 sur l'allaitement maternel. Mais les deux grands événements de l'heure présente sont encore la loi de 8 heures, du 23 avril 1919, et la loi en préparation sur l'assurance-maternité. Nous essayerons d'évaluer tout à l'heure leur portée pratique à l'égard de la travailleuse.

Ce bref rappel historique nous a montré comment, par l'entremise de la femme, le travailleur adulte se trouve protégé; comment, de l'enfant à la femme, de la femme à l'homme, la logique et la justice sociales, étend à mesure la même loi et la même protection. En forçant l'entrée du monde du travail, la femme a pu froisser, tout au début, certains intérêts masculins, mais elle a payé ce désarroi inévitable au centuple. Toute loi qu'elle obtient ne peut subsister intégralement dans sa teneur première. De parce qu'une pareille loi existe et protège une catégorie de travailleurs, pourquoi ne l'étendrait-on pas aux travailleurs similaires ? Ainsi va la protection. La loi sur le salaire des ouvrières à domicile, d'abord appliquée à la seule industrie du vêtement, a vu son domaine d'application considérablement élargi par des décrets ultérieurs. Il en est de même de la loi sur la semaine anglaise.

D'une manière plus générale, ne peut-on pas souhaiter à cette heure que les lois protectrices de la femme ouvrière soient étendues progressivement au travail commercial et au travail agricole ?

L'étude des lois protectrices du travail féminin corrobore l'opinion selon laquelle, en matière de législation

sociale, les revisions fréquentes sont nécessaires. Il ne suffit pas au législateur de créer une œuvre bonne et de s'en désintéresser ensuite comme font les artistes vis-à-vis de leur dernière création, il lui faut encore s'assurer qu'elle donne tous les fruits qu'on en attend, autrement l'existence d'une loi fait plus pour la routine que sa non-existence. Ainsi la loi de 1915, si difficilement élaborée, a été dénoncée, plus tard, comme inopérante pour le relèvement des salaires. C'est qu'elle rencontre ici des difficultés toutes particulières mais non pas insurmontables. En effet, à quelle réalité peut correspondre la fixation d'un minimum de salaire au cours d'une époque d'instabilité de valeur de la monnaie ? D'autre part, la loi s'adresse à la catégorie la plus hétéroclite de travailleuses qui soit : travailleuses isolées et ne se connaissant guère ; ouvrières pauvres n'ayant que le souci de gagner quelque argent, continuellement hantées par la crainte de perdre leur travail ; mères chargées de famille désireuses d'ajouter un nécessaire appoint au budget, mais tenant à honneur de vouloir nourrir leur famille sans que la société, lointaine ou proche, puisse s'apercevoir de leur dévouement.

Il nous reste maintenant à noter les répercussions de la loi de 8 heures sur la vie de famille. La femme travailleuse se trouve avoir plus de temps pour se consacrer à son ménage. Dans la région parisienne, la loi de 8 heures a permis l'exode des familles laborieuses vers la banlieue où elles vont chercher un véritable foyer, car, dans l'entassement de la capital, le toit familial est une chose illusoire. Les journées de travail plus courtes permettent aux parents et aux enfants de partir ensemble au travail et de

se retrouver assez tôt le soir, au logis, autour de la table familiale. Qui oserait soutenir qu'une telle mesure législative n'a pas aidé à rétablir la cohésion de la famille ? Ainsi la société actuelle, soucieuse de la production, mais économe du temps de ses membres, désireuse de s'appuyer sur des familles saines et robustes, semble chercher à concilier le travail de la femme avec l'existence de la vie familiale. Toutes les tentatives faites pour introduire le système du demi-temps dans nos mœurs industrielles et commerciales ne trahissent-elles pas le même constant souci ?

D'autre part, la perpétuelle préoccupation des législateurs de protéger l'enfance et la maternité au sein des masses travailleuses, malgré toutes les difficultés financières, n'est-elle pas le reflet d'un esprit nouveau ? Les valeurs vivantes, qui forment la société de demain, doivent être à la charge de la société d'aujourd'hui. Ne forment-elles pas la partie la plus riche et la plus féconde du patrimoine d'une nation ? C'est donc à la société, qui a besoin de ses enfants, de veiller sur leurs premiers pas. N'est-ce point là un des postulats de la démocratie moderne ? Mais, pour le réaliser, il ne suffit pas d'interdire le travail des femmes enceintes, ou récemment délivrées. Aucune puissance humaine, aucun décret ne pourrait empêcher une femme enceinte ou nourrice, si elle a besoin d'argent pour vivre ou pour nourrir son enfant, de se livrer quand même à un travail quelconque. Il ne suffit pas non plus d'accorder une prime dérisoire comme celle de l'heure présente. Il faut nécessairement arriver à la notion d'as-

assurance-maternité comme on est arrivé à la notion de l'assurance contre le chômage, la maladie ou la vieillesse.

Les époques précédentes n'ont connu expressément que les institutions philanthropiques, privées et patronales. Et c'est pourquoi nous croyons volontiers, avec les chefs d'industrie, qu'historiquement l'action patronale, en faveur des ouvrières, s'est manifestée antérieurement à la formation des organisations syndicales, antérieurement même aux grands efforts de propagande mutualiste, donc antérieurement, a fortiori, aux efforts législatifs actuels (1).

Mais le souci des sociétés modernes est justement de « dépasser l'ère de la Philanthropie pour entrer dans celle de la Démocratie industrielle » (2). On ne saurait donc laisser uniquement à l'initiative patronale le soin d'instituer des crèches ou des chambres d'allaitement, le soin de veiller à ce que la femme enceinte et la mère puissent recevoir tous les soins nécessaires. On ne saurait accepter que la maternité puisse être une cause de perte de salaire, donc une cause de gêne. En face de ces problèmes, les institutions patronales ne peuvent s'appliquer qu'à une portion restreinte du contingent des travailleuses. Les seules grandes industries ou grands établissements occupant un personnel féminin assez important peuvent répondre à ces besoins. Il subsiste donc, dans le monde féminin du travail, une inégalité de traitements, et une classe de déshé-

(1) Cfr. Robert Pinot, *Œuvres Sociales dans les industries métallurgiques*, Paris, 1925.

(2) Bouglé, Impressions de congrès (Congrès international de Politique sociale) (Prague 1924) *Documents du Travail*, 1924.

ritées. L'Etat seul peut résoudre la question. C'est à lui d'organiser l'assurance-maternité, comme c'est à lui de faire de telle sorte que les employées de l'Etat ou de quelques grandes entreprises ne soient pas les seules à pouvoir compter sur une vieillesse assurée après une vie de labeur.

Les démocraties modernes se montrent hostiles aux institutions purement patronales. Elles désirent s'occuper plus activement du sort de toutes celles qui constituent la richesse de la collectivité.

Ainsi, par les tortueux chemins de la législation, nous sommes passés de l'esprit philanthropique à l'esprit démocratique, de l'ère de la charité à l'ère de la justice. Nous allons essayer de voir si une telle transformation existe également dans les pensées qui président à une autre œuvre collective : l'œuvre corporative.

CHAPITRE II

L'ACTION COLLECTIVE

Parmi les formes nouvelles de la vie économique, le syndicalisme détient la première place et prétend même régenter la société de l'avenir. Nous avons vu que le christianisme social — surtout avec de Mun et la Tour du Pin — ainsi que le socialisme syndicaliste avaient, depuis longtemps déjà, réclamé l'enrôlement de la travailleuse dans les groupements syndicaux élargis. Puisqu'on attendait beaucoup de l'organisation nouvelle, nous avons voulu essayer de préciser l'attitude de la femme vis-à-vis du syndicalisme depuis l'origine du mouvement.

Les associations féminines, plus ou moins parentes des syndicats actuels, datent de 1848 : organisations éphémères qui furent, à ces heures de début, presque toujours des associations de production. La plupart du temps ce furent des couturières, lingères, brodeuses ou modistes qui s'étaient réunies pour créer un atelier corporatif. Le véritable syndicalisme féminin, jusqu'à la veille de la guerre, exception faite pour les régions à grande concentration de main d'œuvre féminine et où, depuis longtemps, les femmes travaillaient à côté des hommes dans le même métier, est resté un mouvement presque imper-

ceptible, à progression infiniment lente. Dans les syndicats ouvriers, la proportion est de dix ouvriers syndiqués pour une travailleuse syndiquée. Ainsi l'on trouve :

Au 1 ^{er} janvier 1905,	69.405 femmes pour un total de 781.344 syndiqués
— 1908,	88.906 — — 957.102 —
— 1912,	92.336 — — 1.064.413 —

Ces chiffres de syndiquées correspondent à un ensemble de salariées, ouvrières ou employées, dont le total s'élevait en 1906 — d'après les résultats statistiques du recensement général — à 3.720.000. L'après-guerre n'a pas augmenté considérablement cette proportion : au 1^{er} janvier 1920 (1) on comptait, dans les syndicats ouvriers : 239.016 femmes pour un total de 4.580.967 syndiqués; dans les syndicats agricoles, 36.199 femmes seulement pour 1.083.957 syndiqués. Le total général indique à quel faible taux est demeurée la proportion des ferventes du groupement professionnel, 292.000 femmes pour 3.076.585 travailleurs syndiqués. Et pourtant les campagnes en faveur de l'association n'ont pas manqué. Les catholiques sociaux ont systématiquement encouragé la formation d'associations féminines. Fidèles à leur principe, ils ont d'abord recommandé les syndicats mixtes d'employeurs et d'employées. L'insuccès de cette forme d'association, dont on attendait qu'elle créât l'harmonie entre patrons et ouvrières, n'est plus niable.

Au 1 ^{er} janvier 1905,	6.238 syndiquées sur un total de 25.683
— 1908,	6.933 — — 34.388
— 1911,	7.242 — — 46.646
— 1920,	3.708 — — 31.806

(1) Bulletin du Ministère du Travail, avril, mai, juin, 1922.

Devant cet état de choses, la doctrine sociale catholique a dû reporter tous ses encouragements sur la constitution de syndicats simplement ouvriers et, vis-à-vis des travailleuses, des syndicats essentiellement féminins chaque fois qu'elles se trouvent en quantité suffisante. Ainsi s'affirme, à côté de la tendance cégétiste du syndicat mixte d'hommes et de femmes, la tendance chrétienne du syndicat professionnel féminin. Nous allons étudier succinctement ces deux tendances.

La doctrine sociale catholique, dans son souci d'exalter la vie morale et le rôle familial de la femme, entend défendre spécialement les intérêts personnels de celle-ci. Elle proclame l'existence de « conditions spéciales » du travail féminin que les groupements spécifiquement féminins sont plus aptes à dégager et plus compétents pour défendre. Il est un autre souci que la femme professionnelle ne cache pas : acceptant dans la famille l'homme comme le chef, elle s'effraie de ce fait : qu'en s'incorporant dans un groupe mixte il y aurait la tentation, toute naturelle pour elle, d'une part « de transposer son tempérament, ses tendances familiales, sur le terrain professionnel très différent cependant du terrain familial » (1), d'autre part « de décharger sur l'homme des responsabilités professionnelles et syndicales » (1). Ce souci exprime clairement l'attitude de l'économie chrétienne ; son désir de maintenir comme une cloison étanche entre la vie et la discipline familiale d'une part, la vie et la discipline professionnelle de

(1) Mlle Lafenille, Rapport au congrès de la Fédération des syndicats professionnels féminins de 1924.

l'autre, sa préoccupation louable de faire de la professionnelle une unité consciente, capable d'accepter ses responsabilités, de développer sa personnalité, de lutter elle-même pour ses droits, de constituer une force distincte au sein de la force organisée du groupement. Fédération française des unions de syndicats professionnels féminins, union centrale des syndicats professionnels féminins de l'abbaye, ou syndicats libres de l'Isère, tous ces groupements d'inspiration catholique professent la même doctrine syndicale : ils entendent respecter la famille, la patrie et réprouvent la lutte des classes ; ils réclament l'organisation de la profession par la collaboration ouvrière et patronale.

Par tous ces caractères, ils diffèrent totalement de ce que tendent à réaliser les syndicalismes réformiste ou révolutionnaire. Il est juste cependant de remarquer que les groupements cités forment, à l'heure actuelle, les seules associations féminines homogènes englobant dans leur sein de véritables syndiquées, associées stables, conscientes de leur rôle et de leur devoir. L'accroissement du nombre de leurs adhérents est assez faible. Ils ont déjà connu l'enseignement fécond d'une longue pratique, le souvenir des premières difficultés et la leçon des continuels efforts. Ils ont contribué utilement à l'amélioration du sort des travailleuses en soutenant leurs légitimes revendications. Ils ont été pour quelque chose dans le succès qui couronne les campagnes pour le repos hebdomadaire, pour la semaine anglaise, pour le minimum de salaire, pour la journée de 8 heures, etc..

Groupements homogènes et stables, ils ont pu créer des

institutions fécondes en résultats tant au point de vue économique qu'au point de vue moral, intellectuel ou social. Les syndicats féminins offrent à leurs adhérents l'avantage d'une coopérative d'achat, des tables syndicales, des maisons de repos et surtout l'avantage d'un ensemble d'institutions d'assurance et de prévoyance : caisse mutuelle de retraite pour la vieillesse, société de secours pour la maladie, caisse dotale, mutualité du trousseau, caisse du chômage. Ils ont organisé des cours d'apprentissage en conformité avec la loi Astier et leur ont adjoint des cours d'enseignement général complémentaire, des cours de technique professionnelle et même des cours d'enseignement familial et ménager. Ils organisent en outre des cercles d'études et des conférences où sont étudiées les questions sociales et syndicales. Chaque groupement unit leurs membres par le lien d'un journal qui est, pour chaque travailleuse, non seulement un informateur dans sa vie professionnelle, mais encore un guide, un conseil et aussi une tribune. Ainsi, l'œuvre réalisée par les syndicats féminins est de tout premier ordre et M. Bonnefous, dans son ouvrage sur les *Œuvres d'améliorations sociales réalisées par les syndicats ouvriers en France*, leur a rendu cette justice.

*
* *

Nous passons maintenant à l'attitude des syndicats confédérés. Le syndicalisme réformiste de la C. G. T., s'il apprécie l'avantage de la collaboration féminine, continue cependant à déclarer que le seul moyen d'assurer

cette collaboration est dans le syndicat mixte d'hommes et de femmes. La travailleuse doit se faire admettre dans les groupements masculins déjà constitués; au sein de ces groupements, elle perfectionnera son éducation professionnelle et sociale. D'aucuns distinguent, dans cette attitude, un ostracisme par trop rigoureux. Demeure-t-il, dans cet exclusivisme, un vestige de la défiance ouvrière vis-à-vis de la femme toujours considérée comme concurrente, de cette défiance aussi vis-à-vis de ce qu'on dénomme le manque d'esprit syndical de la femme ? En tout cas, ce vestige est encore assez fort en certains endroits pour que des associations ouvrières s'y refusent toujours à admettre les femmes par la voie ordinaire du recrutement corporatif et syndical.

Les syndicats confédérés, tout en n'envisageant pas l'existence indépendante de groupements féminins, déplorent très souvent le fait que, dans les organismes ouvriers, la représentation féminine est très faible. A leurs avis, les femmes sont responsables de cet état de choses, car elles n'ont pas joué le rôle qui leur était assigné. Les secrétaires des groupements conviennent volontiers que le nombre de syndiquées, eu égard à la profession, est toujours infime. Aucune statistique précise ne saurait être donnée. Ce nombre dépend de l'engouement d'une époque : ainsi il y eut un afflux considérable des femmes dans les syndicats pendant la guerre, comme au lendemain de toutes les grèves. Mais sitôt le calme revenu, la désaffection commence, de telle sorte que tout nombre approximatif de syndiquées qu'on peut donner ne représente que la moyenne des adhésions éphémères. Ne convient-il

pas de rappeler le mot de Jaurès : « Ce ne sont pas les moyens d'action qui manquent au prolétariat, c'est le prolétariat qui manque aux moyens d'action ».

Devant une telle situation, les dirigeants de la C. G. T. ont proposé des moyens nombreux pour y remédier : l'intensification de la propagande, l'appel aux militantes actives, l'appel aux ouvriers eux-mêmes pour qu'ils interviennent auprès de leurs compagnes. Un seul des remèdes proposés paraît entamer le principe essentiel de la doctrine confédérée. Ce fut la constitution de comités féminins au sein des unions. « Je ne crois pas à leur efficacité complète, répond M. Jouhaux (1), sans m'y opposer pour ma part. Dé même, lorsque nous avons constitué des groupements de jeunesses, nous avons constaté l'évolution de ces groupements par rapport à l'action générale de notre mouvement. Il est arrivé très souvent que l'activité des jeunesses syndicalistes était en opposition avec l'activité générale du mouvement ouvrier. Il pourrait se faire que des groupements spéciaux évolueraient dans ce même sens et que nous créerons ainsi des points de friction, des heurts entre les organisations ouvrières et les groupes particuliers ». Cette réponse, si elle est avant tout un rappel de la doctrine réformiste, ne porte-t-elle pas aussi la trace de cette vieille défiance à l'égard de la femme, du souci de l'action unique ?, ne proclame-t-elle pas la nécessité d'une autorité supérieure qui est encore présentement l'autorité masculine ?

(1) Voix du Peuple, novembre, 1924.

*
* *

En résumé, l'action syndicale féminine n'a pas encore l'ampleur qu'elle peut et doit avoir. Les groupements chrétiens se contentent de leurs proportions présentes et du rythme lent de leur accroissement. « Le nombre vaut-il donc par lui-même ? Non. Le nombre brut, si on voulait s'en contenter, risquerait de produire de la confusion et de la routine. Ce qu'il faut, c'est le nombre organisé, organisé dans la famille, organisé dans la communauté, organisé dans le régiment, organisé dans l'usine, organisé enfin dans la profession, le syndicat » (1).

Les groupements confédérés, au contraire, n'apparaissent-ils pas aux travailleuses avec leur flamboyante bannière de la lutte des classes, comme cachant dans ses plis les inévitables haines et les inévitables violences ? Or, l'instinct profond des femmes se refuse à la lutte et répugne la violence. Elles se montrent moins hostiles aux syndicats qu'on ne le suppose, mais elles les craignent.

On s'est demandé, pendant longtemps, les raisons de ce peu d'enthousiasme que ressentent les femmes vis-à-vis du syndicalisme en général. « La raison la plus forte, c'est qu'elles ne sentent pas assez, en général, la nécessité de s'unir, parce qu'elles considèrent leur condition présente comme un état transitoire, tout à fait momentané, et qu'elles espèrent en sortir au plus tôt, notamment par le mariage » (2), raison forte, en effet, et toujours vraie

(1) Henri Joly, *Le Droit féminin*.

(2) Mlle Milhaud, *Revue politique et parlementaire*, août, 1906, p. 331.

pour un certain nombre d'ouvrières, mais dont la guerre a énormément amoindri la valeur justificative. A l'heure actuelle, un grand nombre de jeunes filles, en poursuivant leur apprentissage, savent d'avance la vie de labeur qui les attend, et quand elles auront exercé un métier, elles sauront trop bien qu'elles ne le quitteraient pas de sitôt, même mariées, même mères de famille. La raison précitée n'est donc plus suffisante.

On a dit que l'organisation syndicale réclame à ses membres une certaine contribution d'activité supplémentaire : l'ouvrier, après son travail, libre de ses mouvements, dispose complètement de son temps. La travailleuse, au contraire, sans être accablée de travail dans son ménage, trouve toujours à s'occuper et ne reste jamais inactive. Où prendra-t-elle le temps de participer aux réunions syndicales et de parfaire son éducation sociale ? Raison plausible mais encore insuffisante. Beaucoup de travailleuses possèdent, à l'heure actuelle, des loisirs ; d'ailleurs, il ne faut pas exagérer la part d'activité que le syndicat peut réclamer à ses membres. L'activité syndicale est plus souvent concentrée entre les mains de quelques chefs clairvoyants, énergiques, forts de la confiance bien pesée qu'on leur accorde, forts de leur compétence et de la responsabilité qui leur incombe.

On a dit aussi que la femme est beaucoup plus individualiste que l'homme, toujours soucieuse de son bonheur et de celui des siens, faible vis-à-vis de son cœur et de son imagination, qu'enfin elle possède, à un bien moindre degré que l'homme, l'esprit syndical, l'esprit corporatif. Une telle affirmation est vite démentie par les

faits. Il y a, de par le monde, une trop nombreuse multitude de femmes au grand cœur qui s'occupent passionnément des œuvres charitables, ou qui gèrent avec maîtrise des associations privées pour qu'on puisse mettre en doute le sens solidariste féminin. Dans le monde du travail lui-même, n'a-t-on pas enregistré l'affluence d'éclatantes réhabilitations ? Citons seulement ces quelques lignes : « Après avoir résisté à leur entrée dans les professions du livre, on a fini par les accepter et les résultats ont été excellents, car elles font montre en maintes circonstances autant d'énergie syndicale que les hommes » (1).

Il y a, croyons-nous, bien d'autres raisons à cette indifférence de la femme vis-à-vis de l'association ouvrière. Nous nous trouvons, de nos jours, en face d'une main-d'œuvre féminine en majeure partie extrêmement jeune, toujours ternaillée par l'ambition d'arriver le plus vite possible, par le souci de changer de métier pour arriver à un poste plus lucratif. N'a-t-on pas trouvé que 38 % des travailleuses entre 21 et 30 ans changent une fois de métier au moins, alors que cette proportion est de 25 % pour les hommes ? Dans ces conditions, elles considèrent comme une faute la divulgation de leur métier actuel ; nombre d'entre elles croient fermement que telle ou telle misère est inhérente à tel ou tel métier, et se désintéresse alors de travailler à l'amélioration de leur situation présente. Pour combien d'autres, surtout pour les ouvrières à domicile, il y a dans leur réserve la pudeur de la femme qui

(1) Voix du peuple, novembre, décembre, 1924.

veut cacher à autrui le motif de son activité. N'oublions pas aussi que, dans notre régime de bas salaires, la cotisation syndicale demeure, pour beaucoup d'ouvrières peu fortunées, un nouveau facteur de déséquilibre du budget familial. La nécessité de vivre les empêche donc de consentir à un sacrifice supplémentaire; l'esprit réaliste et impatient de la femme s'oppose peut-être aussi à l'attente d'une réforme dont l'échéance est toujours lointaine, si non incertaine. Quand la femme pouvait travailler pour satisfaire un simple désir de luxe, il était naturel qu'elle se désintéressât des mesures collectives. Mais ce fut le lot de quelques-unes. Nos travailleuses actuelles exercent un métier ou un emploi parce que les nécessités le réclament.

Mais ce qu'on ne doit pas négliger aussi, c'est l'attitude de l'homme lui-même. Les ouvriers ont trop longtemps témoigné une hostilité manifeste vis-à-vis de la travailleuse. Certaines corporations ont poussé l'ostracisme jusqu'à combattre ouvertement l'intrusion de la femme dans leur métier. Egoïsme masculin, disent les ouvrières. N'a-t-on pas dit aussi que la revendication « à travail égal, salaire égal », formulée en faveur de la femme par les hommes, était moins un témoignage de solidarité envers elle que l'expression du désir de l'exclure des métiers. Mais quand, plus tard, l'invasion féminine des métiers fut devenu un fait accompli, l'ouvrier, ayant à compter avec cette force nouvelle, voulut la canaliser et la diriger dans la corporation. Egoïsme encore, disent les ouvrières qui ont conservé en leur cœur le souvenir des anciennes exclusives. La justice n'exigerait-elle pas de dire que ce

sentiment ouvrier n'est pas un pur égoïsme ? Dans sa famille, l'ouvrier a conservé les idées du patriarcat. Ceux-là mêmes qui voulaient tout détruire pour rebâtir ont conservé vivaces, en eux-mêmes, certaines conceptions de ce monde qu'ils voulaient transformer.

L'après-guerre a-t-elle changé cette attitude ? Jusqu'ici les hommes ont toujours conservé la charge du mouvement syndical ; l'ouvrier dont la femme est salariée ne se soucie guère de faire syndiquer sa compagne. Il y verrait comme une atteinte à son autorité. Et cependant la femme qui travaille dans les milieux pauvres est apparemment sur le même pied d'égalité que le mari dans la famille : mais le mari, abdiquant sur tous les autres terrains, ne cède pas cependant une parcelle de son autorité maritale ou paternelle.

Il ne faut donc pas imputer à la femme seule sa désaffection vis-à-vis du syndicat. L'encouragement à se syndiquer que les maris n'ont pas donné à leur compagne, ils ne leur ont pas encore donné après la guerre. Pourtant, de retour dans leur foyer, combien de combattants n'ont-ils pas vu leur femme complètement transformée ? Elles ont eu à montrer du sang-froid, de la décision, de l'esprit de discipline. Elles n'ont pas seulement pris la place, mais aussi l'autorité de ceux qui étaient partis. Ni ceux-là, ni les autres n'ont rien voulu changer à leur habitude de vie. La grande majorité désire retrouver la famille comme elle l'a laissée : la famille unie sous l'autorité d'un chef, seul responsable des intérêts au dehors. D'ailleurs le code n'est-il pas là pour toujours rappeler que la femme doit obéissance à son mari ? Ainsi, ne manqueront pas de dire

les chrétiens-sociaux, l'instinct conservateur, sauvegarde de l'intérêt de nos familles, a prévalu sur les idées dogmatiques.

Et c'est pourquoi nous voyons les militants syndicalistes recommander aux membres de leur groupement d'encourager leurs compagnes pour qu'elles viennent en masse aux syndicats. N'est-ce pas justifier alors cette expression brutale, mais franche, qui indique si bien le souci de l'heure : il faut, pour réaliser l'organisation syndicale féminine, moins agir sur la femme elle-même que sur son mari.

Et c'est de cette façon seulement que l'indépendance économique de la femme pourra être complète. Dès lors, la femme sera la « compagne plus compréhensive des luttes, des découragements, des espoirs de son mari, une conseillère meilleure et une mère plus capable d'élever ses enfants pour la préparation d'un avenir plus juste » (1).

Nous retenons surtout ceci : en étudiant l'organisation nouvelle qu'est le syndicalisme pour la femme, nous en avons déduit la nécessité non pas seulement d'une réforme morale, mais aussi d'une émancipation civile : la reconnaissance des droits civils à la femme. Nombre d'articles du code ne vont-ils manifestement à l'encontre des mœurs professionnelles ?

Il y a enfin une autre série de raisons purement morales, celles-là, qui retardent la floraison des associations féminines : les préjugés et barrières de classes qui sont

(1) Mme L.-M. Compain, *La femme dans les organisations ouvrières.*

plus forts que la communauté d'intérêts. Le brassage social, créé par la guerre, n'a pas suffi à effacer toutes les frontières morales du passé. On a pu croire que la passion de l'inégalité a disparu à tout jamais, que le bouleversement de la guerre a créé une génération nouvelle; seulement il est resté cette vieille chose qui dort au fin fonds de beaucoup d'esprits féminins : la tradition du clan fermé. On a même dit que l'armistice signé, la femme a repris ses « œillères ». C'est simplement une des formes de ce conservatisme de la femme, de cette réaction morale par laquelle elle concourt à la formation et à la persistance des croyances collectives, des coutumes traditionnelles, une des manifestations de cette force morale latente par laquelle elle donne comme une seconde vie aux tenaces préjugés.

Mais c'est justement un terrain sur lequel les principes égalitaires et démocratiques auraient à lutter et à vaincre : les sociologues n'ont-ils pas déjà montré le parallélisme entre l'émancipation de la femme et les progrès de la démocratie ? L'action est d'autant plus facile qu'elle a pour elle l'aide efficace de cette estime réciproque qui naît nécessairement entre les membres de la grande famille des producteurs.

CHAPITRE III

L'ACTIVITE FEMININE A TRAVERS LES FAITS ET LES IDEES ACTUELS

Il y a déjà un long temps que fut signé l'armistice ; et puisque près de huit années nous séparent de la fin de la guerre, le rythme de la vie quotidienne, dérangé par les sombres jours, a sans doute acquis de nouveau une amplitude normale. La situation de ces deux ou trois dernières années peut donc indiquer, d'une manière approximative, la tendance de l'avenir. Il n'est pas nécessaire, pensons-nous, de revenir encore une fois sur ce que fut la mobilisation féminine au cours de la guerre. Une telle mobilisation méthodique a été possible, non seulement grâce à l'esprit civique de la femme ou à la conscience plus grande qu'elle a de son rôle social, mais encore à une formidable puissance d'adaptation, à un incomparable potentiel d'énergie : legs d'un siècle de labeur. On a eu raison de dire qu'elle n'a pas inventé son courage pour la guerre, elle l'a simplement continué.

Pour ce qui concerne la mobilisation féminine elle-même, de nombreux documents ont été étudiés, compulsés. Des statistiques se sont évertuées à nous montrer la vertigi-

neuse ascension du nombre des travailleuses durant les années terribles. Ainsi, dans les usines de guerre par exemple, l'effectif féminin augmentait de 130.000 ouvrières par an et atteignait le total de plus de 500.000 à la démobilisation (1). En venant combler les vides créés par la relève des hommes, les femmes ont permis à la nation de mieux respecter, à l'égard des citoyens, le principe de justice devant l'impôt du sang. D'autre part, grâce à elles, l'effectif industriel total se trouve considérablement augmenté vis-à-vis du temps de paix, au grand bien de la défense nationale. L'exode en masse des ouvrières vers les centres industriels a des conséquences sociales importantes : il est l'amorce de ces migrations internes qui existaient à peine avant la guerre pour les femmes. Sans compter la recrudescence du chiffre des femmes employées dans les services sanitaires, il faut non seulement citer l'invasion des femmes dans les usines de guerre, mais encore dans l'enseignement, dans les administrations, compagnies de transport, postes et télégraphes, banques et maisons de commerce. Des administrations particulières, elles sont passées ensuite dans les administrations de l'Etat, dans les ministères et même dans les casernes.

On eut peur qu'au jour de la démobilisation, les métiers comme les emplois fussent irrémédiablement encombrés. La démobilisation, cependant, passa inaperçue. Bon nombre de travailleuses ont réintégré leur foyer ; elles ont repris sans regret la direction du ménage. Beaucoup aussi sont revenues, car il y a désormais dans la famille un père,

(1) Publications du Ministère de la Reconstruction Industrielle.

un mari ou un frère qui réclame des soins ou une assistance de tous les moments.

Les privilégiées de la fortune, qui ont offert à la nation le don patriotique de leur activité, dans l'empressement à céder leur place aux anciens occupants, n'ont point pour cela envisagé le repos : habituées à se dépenser activement tous les jours, elles se sont dirigées tout naturellement vers les œuvres que la guerre a multipliées.

Les autres, celles qui sont restées à leur poste, ont servi à combler les vides douloureux que la guerre a fait naître. Celles-là furent d'abord presque toujours des jeunes filles à l'âge de l'espérance, à qui l'expérience de la guerre a beaucoup appris, et qui acclament sans amertume la venue de la paix tout en ayant le pressentiment du célibat. Elles ont vu partir des jeunes gens de leur âge, leurs amis d'enfance, quelquefois leurs fiancés. Elles ne les ont pas souvent vu revenir et cela suffit pour que se pose, à leur yeux, l'angoissant problème du déséquilibre des sexes : angoisses du temps de paix que la guerre a comme indéfiniment multipliées. Désormais elles verront dans le travail, non plus un fait transitoire, mais un refuge définitif.

A celles-là, il faut ajouter non seulement la grande légion des veuves, mais encore toutes celles qui doivent désormais contribuer aux charges de la famille, parce que le rendement du chef a considérablement diminué. Quand l'homme était à la tranchée, le travail de la femme seule a servi à nourrir la plupart de ces modestes familles ouvrières. La guerre terminée, le salaire diminué du mari, ajouté à la pension de l'Etat, apparaît désormais comme un appoint, et pour que le salaire principal subsiste, la

femme courageuse est restée à son poste, même si son travail ne répond pas du tout à sa vocation. Ainsi a vécu la théorie du salaire de la femme, salaire d'appoint, théorie qui croyait pouvoir expliquer par elle seule la faible rémunération du travail féminin.

Il est un autre groupe de travailleuses auquel il faudrait songer : jeunes filles ou jeunes femmes qui jouissaient avant la guerre d'une certaine aisance, jeunes filles ou jeunes femmes qui n'eurent pas à songer au lendemain, toujours un peu insouciantes, un peu dilettantes. Pas plus que leurs autres compagnes, la guerre ne les a épargnées. La vie plus chère, les ressources moins abondantes, autant de raisons impérieuses qui commandent à toutes les femmes le devoir d'apporter à la famille la contribution d'un travail rémunérateur. Elles ont accepté ce nouveau devoir. Les aînées, que cette situation a surprises au milieu de leurs loisirs et de leurs futiles occupations, ont consenti à remplir sans amertume des emplois souvent fort modestes. Aux sœurs plus jeunes, la famille s'occupe à leur donner une préparation soignée. Ainsi, pour beaucoup d'entre elles, à l'ambition d'un grand mariage, se sont substituées des ambitions nouvelles : un bel emploi, une situation lucrative et honorable. A toutes celles qui sont fortunées et qui s'occupent des œuvres, à celles qui, en donnant leur argent, s'occupent encore à quêter celui des autres pour remplir leur charitable mission, à toutes celles-là n'a-t-on point dit qu'elles auraient davantage de mérite si l'argent apporté à leurs œuvres étaient le produit de leur propre travail ?

Ainsi l'activité de la femme au dehors, l'activité professionnelle rémunérée qui était le fait des classes pauvres,

s'étend avec rapidité dans toutes les autres classes. Nous avons vu qu'il ne suffit pas d'affirmer que c'est exclusivement le cadre des classes dites pauvres qui s'est élargi. Ajoutons que beaucoup de familles des classes aisées, qu'aucune nécessité ne tenaille encore, devant l'instabilité des phénomènes économiques, devant la hausse continuelle du prix de la vie, n'hésitent pas à donner à leurs filles un bon métier. Ainsi s'accuse, d'une façon nette, la tendance qui porte les jeunes filles à se diriger vers le haut enseignement et les carrières libérales.

Mais ce fait général comporte un certain nombre d'inévitables exceptions. Il existe encore des familles, surtout en province, qui conservent opiniâtement les idées d'autrefois et qui acceptent sous des dehors très dignes leur vie de privation à laquelle chaque jour ajoute un poids et une inquiétude de plus. Gardiennes de la morale, elles pratiquent un conservatisme rigoureux ; et leur timidité s'effarouche devant les airs d'indépendance qu'affublent certaines jeunes filles qui travaillent pour subvenir à leurs besoins. Elles sont encore encouragées dans leur attitude par le spectacle que leur offre un petit nombre de celles qui se sont adaptées aux nouvelles formes de vie : jeunes filles grisées d'indépendance, fières d'une liberté complète de toutes les heures, individualistes à l'excès, ambitieuses et matérialistes à outrance, faisant table rase du passé, de ce qui fut la grâce, la douceur et la dignité féminines, prenant des allures de victorieuses et de farouches émancipées. Mais ce ne sont là que les deux formes pathologiques extrêmes d'un état nouveau qu'il faut distinguer à cette

heure : Le travail pour toutes dans toutes les classes n'est plus une déchéance, mais une chose honorable en soi. Ainsi, plus que toutes les théories subversives, les bouleversements engendrés par la guerre ont fait une réalité tangible de ce principe essentiel des sociétés justes : le devoir de travailler pour tout le monde..

*
* *

Nous allons nous demander maintenant dans quel sens s'est dirigé cet afflux de travailleuses et d'abord comment est répartie la main-d'œuvre dans les différentes branches de l'activité féminine. (1)

Les variations numériques dans les métiers, qui étaient autrefois l'apanage des classes pauvres, sont presque insensibles. Aussi, quoique la crise des domestiques soit dans un état aigu, le nombre des domestiques-femmes n'a pas varié énormément. Pour Paris, par exemple, les chiffres sont respectivement, pour les années 1906 et 1920, de 166.286 et 165.541. La crise est due surtout à la défection des domestiques-hommes qui se sont dirigés vers des métiers plus rémunérateurs. Les chiffres correspondants pour Paris sont : 32.324 (en 1906), 19.565 (en 1920). Il faut considérer aussi que ce qui affecte les familles, ce n'est pas le manque absolu de personnel féminin, c'est plutôt les exigences et l'instabilité de ce personnel. Il est incontestable que beaucoup de jeunes filles, venant se placer à Paris, ne considèrent leur premier emploi que comme un tremplin

(1) Les statistiques de recensement de 1920 n'étant pas encore parues au complet, nous ne pourrions pas spéculer sur des chiffres.

pour de futures ascensions. Elles rêvent toutes d'être vendeuse, sténo-dactylo, secrétaire, comptable ou caissière. D'ailleurs, ce n'est pas seulement l'offre qui a diminué, c'est encore la demande qui s'est accrue. En désertant leur foyer, les femmes doivent se faire suppléer dans leur anciennes tâches. Ainsi se trouve relevé considérablement le prix de l'activité ménagère.

Le nombre des ouvrières d'usine ne s'est pas accru de façon démesurée, comme on pouvait le croire. Le contingent d'avant-guerre s'est enrichi du nombre de celles qui ont déserté quelques métiers peu rémunérés, notamment la couture, la lingerie, le vêtement en général. C'est donc un déplacement entre métiers. Pour beaucoup d'entre elles, ce déplacement est une nécessité. Pour certaines, il est commandé par le désir de mieux paraître : Elles ont reçu du jour au lendemain un salaire notable ; des besoins nouveaux se sont créés ; elles ont pris l'habitude de nouvelles dépenses. Pour continuer à les satisfaire, la jeune femme n'hésite pas à délaisser son foyer ; la jeune fille, une fois mariée, ne résiste pas à la tentation d'un haut salaire avec toutes les satisfactions qu'il procure. « Ruée aux métaux, sur des besognes qui lui devinrent vite faciles, elle n'acceptera plus de gagner deux francs par jour dans les travaux du vêtement à domicile. La fille de campagne, venue forger des obus pour dix francs en huit heures, retournera-t-elle biner la betterave à trois sous par jour en s'éreintant du lever au coucher du soleil ? » (1)

L'accession de la femme dans les usines a une autre

(1) Pierre Hamp, *La Victoire mécanicienne*, p. 230.

conséquence bien importante. Les usines ouvertes aux femmes ont été aménagés pour des hommes. Une nouvelle organisation du travail a été nécessaire pour ne pas exiger des femmes un labeur excessif. L'outillage s'est perfectionné. De même, s'est créée l'habitude des approvisionnements de matériaux à pied-d'œuvre pour ne citer qu'un exemple. On a immédiatement vu le rendement s'accroître et souvent le rendement de la femme dépasser celui de l'homme. Ajouter à cela que la femme souvent « poursuivait son gain sans égard aux précautions corporatives prises par crainte qu'une course au travail ne détermine une diminution du salaire ». L'après-guerre a profité de tous ces enseignements. En acceptant le concours féminin qu'elle savait précieux, l'industrie a installé des usines et des ateliers où désormais la femme se trouve chez elle devant des métiers adaptés à ses forces et à son tempérament; constamment aidée par un outillage perfectionné, auxiliaire actif de ses qualités particulières et de ses aptitudes spéciales. Dans ces enceintes règne désormais une organisation rationnelle du travail qui n'a plus du tout le même rythme que celui des organisations masculines. Ainsi la femme, en envahissant le domaine de la mécanique, est devenue la vraie victorieuse. Mais les innovations intéressantes ne s'arrêtent pas aux portes de l'usine. Elles en franchissent le seuil : puisque la guerre et la mécanique avaient montré que les rares qualités manuelles de la femme peuvent s'utiliser à merveille en dehors des anciens métiers, en dehors de la couture, de la dentelle, elles sont allées conquérir leur place dans les domaines qui, en raison des vieux préjugés, étaient les « fiefs des mâles, leur pro-

priété clôturée » (1). Nous ne citerons que quelques exemples : d'abord les industries d'art qui conviennent si bien au tempérament féminin ; toute la gamme de la décoration sur papier, sur verre, sur métaux, sur pierres précieuses, sur cuirs ou sur peaux ; travaux de finesse et de goût qui font danser, entre les doigts délicats de la femme, des objets moins rudes que nos leviers de machines, moins sales que l'huile de graissage des pièces métalliques ; bonbonnières ou boîtes à poudre, bijoux ciselés, sacs perlés, liseuses de cuir, éventails de luxe, boîte à bonbons, etc... Il est impossible de faire une énumération complète de toutes les industries où la femme a su se faire accorder une place jusqu'ici jalousement refusée. Il y faut tout à la fois un goût sûr, des dons heureux de l'imagination, et surtout la connaissance précise de techniques spéciales que peut seule donner une préparation professionnelle soignée : et c'est ainsi que la femme est allée à la conquête des hauts salaires. Les guides professionnels citent encore l'horlogerie, la prothèse dentaire, la coiffure, etc...

En restant dans le domaine des métiers, nous pouvons encore examiner ceux de l'aiguille. Depuis la guerre, et malgré le vote des lois de 1915 et de 1917, le nombre des ouvrières de cette catégorie est en décroissance continue. Les travailleuses se sont dirigées vers les débouchés nouveaux où le salaire est meilleur. A l'heure actuelle, l'armée des ouvrières de l'aiguille est en réel déficit. Quelles conséquences peut engendrer un tel fait ? Avant

(1) Pierre Hamp, *op. cit.*, p. 240.

la guerre les métiers du vêtement, notamment la couture et la mode, constituaient les métiers les plus deshérités, où pour un salaire bien maigre, l'ouvrière travaille durement dans l'anxieuse inquiétude de la morte-saison. Dans la grande couture surtout, seule la première d'atelier, plus rarement les bonnes premières mains, travaillent toute l'année. La situation actuelle n'est pas seulement la raréfaction de cette main-d'œuvre qui a tant fait pour que Paris demeurât l'arbitre de l'élégance féminine, c'est encore et surtout la rareté de la bonne main-d'œuvre : Une telle situation, si elle ne laisse d'être inquiétante pour la prospérité du métier, est cependant profitable aux professionnelles. Puisque, désormais, l'ouvrière fuit devant eux, les groupements patronaux auront à s'ingénier pour la retenir. La phrase célèbre de Cobden, banale à force d'être répétée, ne cessé pas cependant d'être vraie. Les ouvrières du vêtement ont bénéficié, les premières, de la semaine anglaise, de la semaine de quarante huit heures. Sans compter les relèvements successifs du salaire de la semaine, en ces dernières années, le patronat a encore accepté d'autres concessions : le principe des vacances payées par exemple... Puisqu'aussi la qualité de la main-d'œuvre décroît faute d'apprentissage et aussi faute d'affection pour le métier, le patronat se voit obligé d'accepter les conditions demandées par les groupements syndicaux : les apprenties pourront distraire, des quarante-huit heures de travail, cinq heures consacrées aux cours d'enseignement professionnel et d'enseignement général ; des récompenses attendent celles qui témoignent de réelles aptitudes. En outre, elles reçoivent un salaire de début convenable et

l'examen qui couronne leurs études les dote d'un certificat qu'elles peuvent faire valoir en postulant une place.

Ces avances du patronat ne sont encore, croyons-nous, qu'un minimum et appellent certainement d'autres. Il est juste que dans un métier où la main et la science de l'ouvrière seule fait toute la valeur de l'œuvre, elle ait tous les droits d'une artiste et non pas seulement d'un simple exécutant. Le bas salaire de ces fées de l'élégance est la plus effroyable injustice qui soit.

Ainsi les problèmes de l'heure présente n'ont rien de commun avec les préoccupations d'autrefois. Il fut un temps où tous ceux qui s'occupèrent des métiers de l'aiguille ne cessèrent de se lamenter de la concurrence des ouvriers et des couvents. Un tel fait n'est plus qu'un mauvais souvenir. A l'heure actuelle, une petite fille de douze ou treize ans, en terminant ses études primaires, est immédiatement capable de gagner vingt-cinq francs par semaine comme apprentie, dans l'attente d'un salaire qui n'est plus du tout un salaire de famine. Aussi on n'entend moins parler, autour de soi, de petites filles que leur maman conduit au couvent.

*
* *

Mais les changements dans les métiers paraissent bien peu importants à côté de ceux qui se manifestent dans les emplois. Le fait caractéristique de la guerre, que l'après-guerre intensifie chaque jour, c'est l'envahissement par la femme du domaine du commerce, de la banque, des pro-

fessions libérales et des emplois administratifs. Ne lisons-nous pas dans le recensement général de 1920 pour Paris :

En 1920, commerce et banque	120.381	femmes (45.391 en 1906)
— professions libérales	27.792	— (10.210 —)
— services publics	32.314	— (8.444 —)

Il n'est aucun emploi, si délicat soit-il, où on ne peut trouver une professionnelle avertie. Il suffit de comparer les guides des professions féminines parus aux deux époques, précédent et suivant la guerre, pour constater la floraison superbe d'emplois que la jeune fille d'aujourd'hui peut ambitionner : elle n'aura que l'embarras du choix. A côté des professions jadis en vogue, comme l'enseignement, et aujourd'hui encombrées, d'innombrables autres l'attendent qui exigent aussi beaucoup de souplesse d'esprit, des qualités d'intelligence et de décision et qui, par là même, ajoutent à l'estime de celles qui les pratiquent : carrières intellectuelles de l'industrie, carrières administratives publiques ou privées, le barreau, les services d'hygiène, etc...

Ainsi la femme active a conquis un monde où elle peut montrer tous ses talents, où elle peut utiliser des aptitudes sagement développées. Nous avons indiqué précédemment le recul du tarif différentiel, de ce qu'on a aussi appelé le « sous-salariat féminin. » Plus encore que les métiers, les emplois indiquent l'avance de l'application du tarif égalitaire. Puisque notre enquête ne doit pas constituer une étude monographique ou une étude analytique des faits, mais vise seulement à dégager les tendances générales, nous nous contentons de clore ces paragraphes simplement sur ces constatations pleines de promesses.

Le vœu des nombreuses écoles sociales se trouve donc réalisé au delà même de ce qu'elles souhaitent. Pour les féministes, une telle situation est une éclatante victoire, et cependant ils en parlent avec beaucoup de discrétion. C'est que tout mouvement emporte avec lui des conséquences difficiles à saisir à leur début, et des esprits inquiets, facilement aigris, n'ont-ils pas accusé le mouvement d'émancipation économique de la femme d'être pour une large part dans la baisse continuelle de la natalité en France ? Les continuateurs de l'école de la réforme sociale, en face de ce problème, sont incités tout naturellement à reprendre leur ancien dogme, la femme au foyer. « Dans le plan divin de la création, la place de la femme est marquée au foyer, non à l'usine, non à l'atelier, au bureau, ni dans la chaire du professeur. Que la femme qui travaille devienne l'exception, que la femme qui fait régner autour d'elle une atmosphère de calme et de sérénité soit la règle et le type idéal que nos efforts tendent à réaliser. Voilà le programme à poursuivre » (1). Un autre auteur ne disait-il pas que la préoccupation des théoriciens consiste à « concilier le travail de la femme mariée avec l'autorité maritale et surtout — tâche difficile — avec la question maternelle. » (2)

Il y a donc lieu de se demander si le travail de la femme prohibe le mariage, et si les mariages résolvent la question de la repopulation.

On a dit que le travail libre de la femme au dehors,

(1) Lepelletier, Réforme Sociale, 1919.

(2) M. Vanlaer, Réforme Sociale, 1920.

par la promiscuité des sexes, quelquefois par le relâchement moral du milieu, est prohibitif du mariage. Le danger est évident, mais on ne doit pas l'exagérer outre mesure. La moralité d'une personne peut rester intacte quelle que soit la fonction qu'elle occupe. La femme peut s'imposer partout par sa bonne tenue.

Le danger est souvent, au contraire, dans ces professions essentiellement féminines dont l'exercice par la jeune fille n'est nullement contestée par personne et dure de longtemps : dans la couture ou la mode, par exemple. Le danger moral n'est-il pas là un danger de tous les instants ? travailleuses honnêtes, mais qui côtoient chaque jour une clientèle souvent peu sérieuse, insouciantes et dépensières ; modistes et couturières d'humble origine, obligées, en raison de la nécessité professionnelle, de supporter à tout instant l'antithèse de leurs médiocrités ou de leur misère et du luxe des autres, l'antithèse de leur existence de dur labeur et de ce qu'elle croit être une vie heureuse. Ce qui est effrayant, c'est qu'il n'y a pas souvent que l'envie, il y a aussi la révolte : Pourquoi ne brillerait-elle pas ? Pourquoi ne jouirait-elle pas aussi ? Ajoutons à cela, dans un milieu essentiellement féminin, la rivalité des cœurs, les blessures d'amour-propre, le désir d'éblouir, et pour envenimer tout cela, l'action dissolvante que peut exercer une brebis galeuse par sa perversion communicative. Ce dernier fait est inhérent à ces formes d'organisation du travail, mais le premier ne dérive-t-il pas tout simplement du bas salaire comme le pensent beaucoup d'auteurs. Si, à notre sens, le haut salaire n'est pas la condition suffisante d'une bonne moralité, le bas salaire et l'ignorance sont neces-

sairement les pourvoyeurs du vice. N'a-t-on pas assez dénoncé cette incontestable relation dans les métiers les plus encombrés et les moins enviés de l'échelle sociale ? Dans l'armée des femmes malheureuses et déchues, l'enquêteur social ne relève-t-il pas, presque toujours, que « ces naissances aux logis ouvriers, sans air, sans eau, dans la promiscuité familiale, enfances croupies dans les maisons de correction ; adolescentes fuyant les ateliers qui exténuent et qui débauchent, servages gangrenés à la corruption des maîtres ; humbles vies sur qui pesaient la nécessité de vivre ; âmes qu'aucune éducation n'avait formées, qu'avaient pourries bien vite le mauvais désir de l'homme, le besoin, puis le goût de l'argent » (1).

Ces situations existent encore, mais comme de tristes anomaties de nos sociétés modernes, et ne constituent qu'un mauvais cauchemar auprès du travail féminin justement rémunéré, justement estimé, judicieusement organisé, que tend à établir la démocratie industrielle : une meilleure éducation, un juste salaire, une morale sexuelle bien respectée par les hommes et les femmes, ne sont pas des impossibilités.

*
* *

Ainsi, la question de moralité mise à part, il nous faut encore se demander si le travail, par l'indépendance économique qu'il assure, par l'indépendance d'allures et de mœurs qu'il exige, n'est-il pas prohibitif du mariage ? N'y

(1) Av. de Ste-Croix, *Le féminisme* (Préface).

a-t-il pas lieu de redouter l'augmentation du nombre de ces jeunes filles qui, parce qu'elles travaillent et gagnent leur vie, hésitent au seuil du mariage ? Puisque la désagrégation des fortunes enlève à beaucoup d'entre elles l'espoir de posséder une dot appréciable, elles ont peur qu'un tel état de choses puisse faire réfléchir le mari possible. Combien de jeunes filles n'acceptent-elles pas le travail sauveur comme une renonciation au mariage ? Et même si l'espoir persiste, persiste aussi chez elles la crainte qu'un tel fait puisse influencer sur la considération qui les attend dans leur future famille. En face du mariage, avec ses contraintes légales actuelles qu'elles n'ignorent plus, avec ses conceptions matrimoniales anciennes qu'elles devinent toutes puissantes, en face de ces faits inéluctables, les jeunes filles de nos jours savent par expérience qu'une vie indépendante s'offrirait facilement à elles avec un peu d'effort, un peu d'initiative. Le travail n'est-il point un dérivatif ? On peut passionnément aimer la tâche à accomplir et trouver dans son accomplissement la source du bonheur. Devant cette indépendance et ce bonheur certains, achetés par son activité, il y a l'incertitude d'un bonheur durable dans le mariage, la certitude du sacrifice nécessaire à sa liberté, de son individualisme, de sa personnalité : la femme hésitera-t-elle longtemps ? Et pour atteindre la nuance extrême, citons ceci : « Il est des cas où la femme se doit à elle-même, où elle doit à sa dignité, à son développement intégral d'immoler un amour destiné simplement à atrophier sa personnalité » (1). Révolte contre des lois en retard par

(1) Colette Yver, Dans le jardin du féminisme, p. 7.

rapport aux mœurs, contre des mœurs très en retard par rapport aux transformations des sociétés ; griserie d'indépendance ou explosion farouche de fierté : ce sont des formes pathologiques, si l'on veut, de notre morale sociale, mais ce ne sont toujours que des formes accidentelles. Ainsi on a dit que la femme, désormais consciente de sa valeur, fière de sa capacité et de sa connaissance, sera plus difficile dans le choix du mari, qu'elle répugne à se mésallier. Mais si la femme répugne à se marier avec un homme qu'elle croit n'être point supérieur à elle, le sociologue ne nous a-t-il déjà pas dit que c'est plutôt un préjugé masculin transposé dans le cœur de la femme ? « Ce n'est pas en vertu d'une loi de sa nature, mais en raison de certaines circonstances sociales qu'elle veut être fière de son époux. Et ce sont les hommes eux-mêmes qui entretiennent, au besoin par la force, cette vanité dans le cœur féminin » (1).

L'une de ces circonstances sociales est celle qui fait du mari le chef de la famille. Il serait contradictoire, alors, que l'homme eût à la fois la supériorité légale et l'infériorité morale. « La femme (2), tant qu'elle est enfermée au foyer, privée de droits politiques, condamnée à d'humbles besognes, ne peut réaliser ses rêves de grandeur que par l'intermédiaire de son mari : elle a donc tout intérêt à choisir un homme capable de lui faire gravir quelques degrés de l'échelle sociale. Mais si la femme peut arriver par elle-même à la situation qu'elle ambitionne, plus n'est besoin pour elle de prendre un mari qui la lui assure ». Ainsi l'on arrive tout naturellement à souhaiter, avec la

(1) (2) P. Lapie, *op. cit.*, p. 122, 121.

transformation de nos mœurs domestiques, la réforme de nos mœurs civiles et politiques. « Dès que les femmes prennent au gouvernement de la famille une part importante, les femmes prouvent que leur habituelle horreur de la mésalliance est un sentiment artificiel ». « Changez la constitution de la famille, accordez à la femme le premier rang, et l'amour féminin changera de nature » (1).

Puisque les femmes ont changé leur conception du bonheur, de gré ou de force ; puisqu'elles le trouvent moins dans l'inertie et dans la subordination à l'homme que dans l'activité, on ne voit pas pourquoi la société voudrait perpétuer les mœurs antiques et les dogmes d'une civilisation démodée. N'est-elle pas d'ailleurs encouragée dans la voie de l'émancipation par l'exemple des initiatives privées, de « ces jeunes gens sérieux, plus habitués depuis la guerre à compter sur leur effort personnel que sur des dots aléatoires, cherchant les compagnes de leur vie non parmi les gardiennes d'un passé éteint, mais dans les rangs de ces vaillantes qui se sont adaptées sans rougir aux réalités des circonstances » (2). Encore une fois, nous voyons que le succès dépend du concours simultanément de l'homme et de la femme. Combien de ménages modernes ne nous offrent-ils pas le modèle de la réunion concertée des efforts dans une communion toute naturelle de pensées » ?

(1) Paul Lapie, *op. cit.*, p. 119.

(2) Correspondance de l'association féminisme pour l'étude et l'action sociales, janvier, 1925.

*
* *

Ainsi le travail professionnel ne prohibe pas le mariage. Mais ces mariages résolvent-ils la question de la population ? Non, répond un certain nombre de théoriciens. Non, à en croire notamment Mme Colette Yver (1). « Si dans le prolétariat le travail de la femme mariée est une erreur socialement, il peut encore se défendre, puisque la courageuse créature qu'est la femme du peuple fait ce miracle de cumuler sa tâche maternelle avec la tâche de l'homme » (2). Ainsi, dit l'auteur, grâce à ce miracle de dévouement de la femme, la famille ouvrière peut exister et même nombreuse souvent. « Avec la classe moyenne tout change. Au lieu de la femme du peuple, dure à elle-même, impitoyable à son corps, à ses fatigues, à ses misères... voici une créature déjà plus raffinée qui s'est créé mille besoins factices, qui a plus de désirs et de délicatesse. Si elle se déterminait à conserver, après son ménage, l'emploi qu'elle tenait jeune fille, c'est précisément afin de pouvoir satisfaire ces besoins — que je traite d'artificiels quand je les compare à ceux de la femme du peuple — mais qui sont réels et tyranniques du fait de son éducation et de ses habitudes. Ce sont la toilette et ses complications; ce sont les soins de l'habitation, de ses aspects extérieurs, du mobilier; ce sont les obligations relatives au monde, la représentation, le rang à tenir, le personnage à jouer dans la société ». Il est alors impossible à la femme mariée, employée ou exerçant une profession libérale, de cumuler

(1) (2) Colette Yver, Dans le jardin du féminisme, p. 179 et suivantes.

toutes les tâches, de pourvoir aux complications de l'existence bourgeoise, de diriger la maison, d'élever ses enfants. Qu'elle prenne un domestique, dit-on, mais alors son gain modeste serait vite englouti dans l'état de crise où nous sommes.

« Alors, que va-t-il se passer ? Il va se passer ce que nous voyons tous les jours et qui simplifie singulièrement les choses dans le ménage où la femme possède un emploi comme son mari et où la naissance d'un enfant représente une catastrophe : on n'aura qu'un enfant que l'on placera en nourrice, ou mieux, on n'en aura pas du tout, car on reculera devant les difficultés insurmontables qu'il y a dans de pareilles circonstances, à en élever un seul ». Ainsi, peu à peu, la femme arrive à oublier l'idée de sa fonction, essentielle, la maternité : « Elle était devenue, près de l'homme, un appareil à appointements destiné à amplifier le bien-être de leurs deux égoïsmes... Qu'on se représente un de ces ménages d'employés où le train de vie est fondé pour la moitié sur le travail de l'épouse. Avec quelle épouvante y doit être envisagée toute circonstance qui peut la rendre impropre à ce travail, telle par exemple une grossesse laborieuse ? C'est une éventualité tragique au même titre qu'une maladie qui se prolongerait neuf mois. Et quel embarras que l'enfant, une fois né ».

Un tel état de choses existe, nous ne saurions le nier. Il nous était donné de constater plus d'une fois, au cours de notre enquête l'exactitude de ces accusations. Nous déplorons plus vivement même une situation sur laquelle l'auteur n'a pas voulu insister : la baisse de la natalité dans les familles ouvrières où la mère travaille au dehors,

la dénatalité dans les campagnes, car la femme est attirée à la ville par la tentation d'un haut salaire, la tentation de fréquents loisirs.

Il est incontestable que la mortalité infantile est encore trop grande dans les familles ouvrières où la mère se surmène à l'usine durant ses grossesses, où les enfants viennent au monde débiles et privés de soins éclairés, où l'hygiène du jeune âge est trop souvent inconnue. Ajoutez à cela les moyens de fortune dont dispose la maman pour élever ses enfants, l'allaitement à l'usine, les fréquents voyages de la maison à l'atelier, et de l'atelier à la maison, et le plus souvent encore les soins artificiels d'une nourrice. De ce côté les améliorations sont possibles, mais il y a un domaine où l'action extérieure est plus difficile : l'ouvrière ne donne pas d'enfants parce qu'elle ne le veut pas, ou même quand elle le veut, parce qu'elle croit qu'elle ne le doit pas dans son intérêt. « La femme libre peut maintenant s'habiller à neuf chaque saison. Son célibat est sa fortune. Les accouchements répétés ruinerait sa force. Les mères de deux ou trois enfants ont eu le plus faible rendement dans l'usine de guerre, malgré leur dévouement et le désir de gagner pour les petits. Elles ne peuvent plus activer leur corps fatigué. Les triomphales sont les jeunes stériles dont l'agilité dépasse celle des hommes » (1). Il est plus difficile, certes, dans l'état économique actuel, de parer à ce danger, mais ici encore, il n'y a pas impossibilité irréductible. En constatant le danger, n'a-t-on pas déjà fait entrevoir le remède ? « La femme ne peut suffire

(1) (2) Pierre Hamp, *La victoire mécanicienne*, p. 236, p. 244.

à la double charge d'être ouvrière active et mère féconde. L'enfant sera pour l'ouvrière à haut salaire un accident qui lui causera un fort manque à gagner. Pour elle comme pour la courtisane, la grossesse met en péril le gain. Plus haut sera le salaire obtenu par la femme, moins elle désirera engendrer, et si elle s'y laisse obliger, plus son enfant aura de risques à mourir, la mère se hâtant, aussitôt la naissance subie, de revenir à son salaire, en laissant le nourrisson à des soins étrangers et à l'allaitement artificiel » (2). Voilà la thèse. Mais alors, quand on aura assuré à la femme enceinte son salaire entier, quand on aura majoré son salaire en raison du nombre des enfants, quand on aura installé le système du demi-temps ou des régimes analogues pour permettre à la maman de distraire dans sa journée de travail, entièrement payée, des heures consacrées aux soins de l'enfance, quand la femme et la mère pourront participer à la confection des lois qui les régissent, quand de telles réformes préliminaires auront été opérées, le problème peut-il encore se poser avec les mêmes données ? Non plus. Il reste l'égoïsme, le désir du luxe, la soif de loisirs et de jouissances, mais ce sont là des obstacles immatériels qu'on ne saurait imputer au travail féminin lui-même, et qui relèvent des tendances générales de la morale sexuelle. D'autre part, la pauvreté est souvent plus meurtrière pour l'enfant que le travail de la mère. Ainsi la baisse de la natalité est due à une multitude de causes. Le travail féminin, dont on accuse de favoriser cette décroissance, ne dérive-t-il pas souvent de ces mêmes causes et la plus frappante n'est-elle pas la vie chère ? Le travail féminin considérablement étendu au cours d'une

période trouble, au milieu d'un état de crises, a pu engendrer le goût immodéré des dépenses et des plaisirs, mais il peut durer désormais sans que, nécessairement, l'exagération du luxe ou de la luxure en soit la rançon.

La ruine de nos finances publiques, l'hésitation du gouvernement à établir un système complet d'assurances au lendemain des désastres économiques, autant de raisons qui ont empêché la réalisation immédiate de toutes les mesures propres à contrebalancer les inconvénients actuels du travail féminin. Mais ces raisons se rattachent à des faits accidentels et non pas perpétuels.

D'ailleurs, la société présente a amorcé toutes les mesures sociales qu'elle était susceptible de réaliser au profit des familles et de la repopulation : habitations à bon marché, jardins ouvriers, loi de huit heures. Quoique tout le monde consente à reconnaître aujourd'hui que le travail féminin ne détruise que le ménage et non pas la famille. L'Etat moderne, dans son désir de bien faire, ne se soucie pas seulement de restaurer la famille, mais encore le ménage. Il suffit de noter l'impulsion donnée à l'éducation domestique, moyen de rénovation sociale, dit-on, et aussi l'encouragement donné aux « arts ménagers », l'occupation si bien en vogue depuis la guerre.

Quant au problème purement moral, sa résolution dérive de l'accord de toutes les individualités. La civilisation démocratique ne détourne pas nécessairement la femme de sa vocation maternelle : L'égalité des sexes, pour se réaliser dans les civilisations modernes, avait nécessité l'assimilation des fonctions et des rôles. La loi du passé peut cesser de devenir une contrainte pour le présent.

L'égalité des sexes, désormais établie dans son fondement, désormais consacrée par l'épreuve du temps, peut subsister avec une différenciation progressive des fonctions. Ce rythme des mouvements n'est pas une exception dans l'histoire sociale. La civilisation démocratique ne détruit en aucune façon cet « instinct de maternité qui gît au fond de tout cœur de femme », suivant l'expression de Schreiner et d'Ellen Key (1). Sans doute elle ne peut « se passer d'une morale sexuelle et domestique qui corrige les effets de l'individualisme extrême et qui obtienne de la volonté libre et réfléchie de la femme le même dévouement à sa mission maternelle auquel le régime patriarcal l'a jadis contrainte » (2). Mais, ajoute le sociologue, « le problème n'a rien d'insoluble, car tout en étudiant impartialement les institutions et les mœurs du patriarcat, nous avons montré combien elles étaient loin de répondre à cet idéal de pureté dont la littérature et la théologie les ont embellies rétrospectivement » (3). Encore une fois, cependant, on est obligé de reconnaître que « cette adaptation de la femme émancipée à sa vraie mission, à ses devoirs permanents envers l'espèce, exige à vrai dire une éducation nouvelle de l'homme lui-même. Le respect de la femme est un sentiment qui lui est encore trop étranger. L'abaissement trop réel du théâtre et du roman, et le succès qu'obtient un érotisme littéraire inférieur même à celui des Orientaux et des Grecs, montre assez combien le citoyen de la démocratie individualiste a conservé les pires

(1) Ellen Key, *De l'Amour et du Mariage*, Paris, Flammarion, 1 vol., in-12.

(2) (3) G. Richard, *op. cit.*, p. 430-431.

tendances du patriarcat et est encore porté à considérer la femme comme une chose ».

Puisque la femme est forcée, malgré elle, de se plier aux exigences de la civilisation, la plupart de ceux que les bouleversements sociaux inquiètent ne s'adressent qu'à elle seule en oubliant tous les déterminismes, toutes les contingences sociales, en oubliant aussi la part de l'homme dans ces métamorphoses. Il est trop commode, pour prouver une thèse, de raisonner sur des anomalies ou des accidents comme sur des généralités.

Puisque nous sommes encore dans le domaine de la morale des sexes, nous pouvons mentionner cette assertion (1). « Lorsque, dans un temps encore lointain, les femmes seront devenues des êtres importants, chargés d'affaires, et que dans le même cœur il n'y aura plus la même place pour l'amour, lorsque les exigences de la vie commune auront fait taire désirs et chimères passionnées, qui sait si elles ne souffriront pas alors l'humiliation de se voir remplacées pour les joies du cœur et des sens !.. » Combien d'auteurs n'ont-ils pas parlé, au contraire, des impérissables instincts de mère et de femme. Regardons pour notre part l'ouvrière la plus humble qui, presque toujours après son travail, même pendant son travail, n'a jamais oublié sa grâce de femme en songeant à ses jolies frisettes. Combien d'entre elles ne travaillent pas pour le désir d'être plus riches, de pouvoir plaire, et plus tard pour mieux élever leurs enfants !

On a dit aussi que, pour une société qui suit des desti-

(1) M. Borély, *Le génie féminin français*, p. 281.

nées strictement économiques, les amusements spirituels de jadis ne sont plus de saison. « La lutte pour la vie — struggle for life — veut que les plaisirs procurent à ceux qui leur demandent l'oubli des agitations vaines, d'une vie inquiète, instable, pressée, une ivresse plus brutale ». (Marthe Borély). Mais le mouvement qui imprime une direction matérialiste à nos sociétés a été commencé par des hommes. La femme n'est-elle pas venue tempérer cette dureté dans la transformation ? D'ailleurs, celles qu'on a appelées « des femelles au même titre que les « Parisiennes » d'André Rouveyre, des fantoches féminins de Bataille et de Porto-Riche..., des femmes veules qui se tordent dans la convulsion de la passion la plus animale, des vaincues d'alcôve, des mendiante d'amour charnel, des esclaves humiliées qu'on repousse et qui tendent leurs bras lascifs », celles-là ne furent pas des travailleuses, et ne veulent pas avoir d'enfants. Le théâtre d'aujourd'hui, tout au contraire, a déjà fêté la femme d'action, qui tout en dirigeant sa vie de labeur, est restée femme avant tout. Pour elle, le travail est un facteur d'équilibre de pensée, et efface tout à la fois la monotonie d'une existence de rêve et la morbidité d'une exaltation sentimentale continue.

On a dit encore que la travailleuse active n'aura ni le goût, ni le temps d'avoir des enfants, que les Américaines et les Anglaises, dont le féminisme est avancée, en ont peu. On aura dès lors oublié que l'Amérique connaît non seulement un individualisme économique de la femme, mais surtout un individualisme moral, que l'Angleterre a son taux de natalité plus fort que celui de la France; on aura oublié aussi que l'Allemagne, dont les femmes sont éco-

nomiquement émancipées depuis des siècles, dont les femmes possèdent à cette heure des charges sociales et politiques importantes, se repeuple avec une rapidité formidable, inquiétante, disent certains.

Vouloir incriminer l'émancipation économique de la femme, ou la femme seulement, est donc, selon nous, commettre une injustice. La femme française a d'ailleurs de telles réserves de dévouement, que le premier mouvement de ceux qui arrivent sur le sol de France est de rendre hommage à celle qui sait tout à la fois être bonne épouse, mère dévouée et ouvrière laborieuse.

CONCLUSION

Tout au long de notre enquête, nous avons ainsi constaté que la transformation matérielle dans le régime de travail de la femme s'est faite avec une formidable avance sur celle des institutions civiles et politiques, comme sur celle de la conscience morale individuelle ou collective. Mais nous avons constaté aussi que cette marge avance ou recule selon les époques; elle pourrait être représentée quelquefois par un même nombre si on suppose ces mouvements dosables, mais elle ne saurait être la même dans le domaine des réalités psychologiques, car les transformations précédemment envisagées se continuent sans cesse. Nous voyons ainsi les institutions de progrès économique traîner à la remorque celles du progrès social, dans les domaines civil, politique ou moral. Mais, en vertu des relations constantes de cause à effet réciproques, chacune de ces dernières institutions, en progressant, donne une impulsion au progrès matériel lui-même.

Nous avons vu, en effet, comment notre armature juridique réclame une transformation ou un élargissement dans le domaine de la protection ouvrière comme dans celui du mariage et des autres institutions civiles et politiques.

Vis-à-vis du travail, par exemple, toute la réglementation réalisée n'est que le prélude nécessaire d'un régime nouveau, une pierre d'attente et comme une indication de ce qui reste à faire. Les dernières mesures réalisées en faveur de l'ouvrière d'usine ne doivent-elles pas être que l'amorce d'un mouvement qui, de l'usine, s'étendra bientôt à tous les autres centres de travail à l'atelier, au magasin, à toutes les autres ruches laborieuses où, jusqu'ici, est à l'œuvre le seul miracle du dévouement silencieux de la femme ? Elles ne déshonorent personne, car elles ne relèvent pas de la charité, mais de la justice, car le monde qui les réalise n'est plus le monde de la philanthropie, mais la démocratie industrielle. En parcourant les autres chapitres, nous croyons apercevoir, cristallisés en ces termes, les programmes à poursuivre : A travail égal, salaire égal ; reconnaissance des droits politiques ; émancipation civile ; réaction contre le relâchement de la morale sexuelle.

*
* *

Dès lors se pose à nous la question du vote des femmes qui a, depuis si longtemps, défrayé la chronique de nos sociétés. Nous nous gardons cependant d'envisager l'émancipation politique en elle-même. Nous nous gardons de vouloir montrer comment le vote est nécessaire pour la défense des intérêts spéciaux à toutes les femmes, à leur sexe ; pour la défense des intérêts généraux qu'elles possèdent comme membres de la société, au même titre que les hommes. Ces points ont été longuement étudiés dans le remarquable ouvrage de M. J. Barthélemy : *Le vote des*

femmes. Nous voulons seulement retracer, avec l'auteur, les raisons pour lesquelles le vote est nécessaire à la femme pour la défense des intérêts spéciaux qui s'attachent à son activité, et tout d'abord nécessaire à la femme obligée de gagner sa vie.

Tout au long de notre étude, nous avons vu, avec la majorité des auteurs, que le travail féminin doit exister, mais nous avons vu surtout qu'il existe; et qu'elles le veulent ou non, nos sociétés se trouvent en face de ses impérissables conquêtes. Puisqu'en raison des inéluctables nécessités de la vie économique, les vœux les plus ardents de ceux qui désirent éloigner la femme des conflits industriels et commerciaux ne sauraient être immédiatement exaucés, puisque « le mariage ne dispense pas toujours la femme de l'obligation de chercher un salaire — même sans parler de celles dont le mari chôme, de celles dont le mari néglige et abandonne, de celles dont le mari consacre à ses besoins ou à ses passions personnelles la plus grande partie de ce qu'il a gagné » (1), le souci de l'heure actuelle doit être de sauvegarder les intérêts de toutes celles-là. On ne saurait mieux faire en leur permettant d'intervenir par leur vote dans le choix de ceux qui élaborent les lois qui les concernent.

Tout d'abord, les femmes n'ont-elles pas besoin de leur vote pour s'assurer la liberté du travail ? L'histoire a montré que des lois masculines avaient pu interdire, pendant un temps, aux femmes l'accès du plus grand nombre des emplois publics et de la presque totalité des

(1) J. Barthélemy, *op. cit.*, p. 36.

emplois avantageux ; elle a montré aussi que la législation unilatérale, *one sided legislation*, a pendant longtemps permis à certaines corporations d'hommes d'exclure les femmes des emplois qu'elles seraient capables de remplir aussi bien que les hommes, comme de ceux qu'elles seraient capables d'exercer mieux qu'eux. Que tous les emplois ne conviennent pas également aux deux sexes. Soit. Mais la démarcation actuelle entre le travail masculin et le travail féminin obéit à la loi de l'arbitraire, l'arbitraire du sexe fort. « Quelques hommes éminents, et d'ailleurs animés des meilleures intentions, objectent qu'avec le suffrage des femmes la question de rivalité professionnelle entre les sexes risquerait de se dresser avec une âpreté inaccoutumée. (Vidal de la Blache. *Documents du Progrès*. 1910). Est-ce une manière élégante de supprimer une rivalité que de désarmer un rival ? L'injustice perpétue les rivalités en les aigrissant. La justice peut les exaspérer momentanément, mais pour les supprimer sans retard » (1).

Dès lors, les femmes qui travaillent ont besoin du vote pour se protéger contre la protection des hommes qui n'est souvent qu'un prétexte : le souci de la grâce et de la santé de la femme demeurent une amère ironie si les hommes se réservent les meilleurs emplois et les tâches les moins dures et les mieux rémunérées. « La législation masculine sur les femmes est purement restrictive, destructive et non constructive », c'est ce qu'aperçoit le juriste, et dès lors il ajoute que « ce travail de destruction

(1) J. Barthélemy, *op. cit.*, p. 57.

n'est légitime que s'il se complète par le travail de construction qui créerait des droits additionnels à la femme pour lui permettre de pourvoir à ses besoins et à ceux de ses enfants ». Tant que les femmes qui, comme mère, épouse, sœur ou fille, ont consacré leur vie aux travaux impayés du ménage ne sont pas assurées par des lois, elles doivent songer à leurs conditions de vie et réclament légitimement des droits comme contrepartie de leurs devoirs. Puisqu'une démocratie doit appeler à l'administration de la chose publique tous ceux qui jouent un rôle actif dans la cité, les femmes ne sauraient être oubliées, surtout dans un pays où la classe ouvrière montre un antiféminisme violent, sinon une hostilité manifeste, où la classe bourgeoise affiche souvent une indifférence notoire.

D'ailleurs la première occupation de la femme serait de s'assurer un salaire vital. La misère des travailleuses a été la source de tristes dégradations physiques et des pires déchéances morales. Une société qui tolère la libre concurrence, même dans ses conséquences les plus extrêmes, peut déjà difficilement admettre que le salaire ne dépend que de la loi de l'offre et de la demande. Car la femme qui vote, peut, tout d'abord, réclamer à l'Etat, salaire égal pour travail égal, une même rémunération pour un même résultat, non pour une même durée de travail : ainsi, on anéantit l'objection suivant laquelle le travail des femmes est souvent inférieur à celui des hommes. En payant mieux ses employées, l'Etat donne le bon exemple et, canalisant la femme vers l'administration publique, elle diminue l'âpreté de la concurrence dans l'industrie privée. « De plus, les antisuffragistes objectent

que la considération de sexe intervient parce que les femmes n'ont pas les mêmes besoins que les hommes. D'abord les femmes n'ont pas de vices coûteux : elles ne fument pas, ne vont pas au café, etc., etc., et cet *et cætera* peut, sans trahison, être traduit de façon suivante : les conventions qui règlent les rapports des sexes imposent à l'homme des dépenses qu'à l'ordinaire la femme n'est pas obligée de prévoir dans son budget... ; si on osait, on irait peut-être jusqu'à dire qu'il ne tient qu'à elle d'avoir des vices qui rapportent » (1).

Des multiples objections formées contre le vote des femmes, nous n'envisageons pas celles qui concernent le sexe en général, telles par exemple : la femme n'étant pas l'égale de l'homme, on invoquerait faussement à son profit le principe de l'égalité démocratique ; la femme ne faisant pas le service militaire ne doit pas voter. Mentionnons seulement celles qui intéressent directement le travail des femmes. D'abord la femme, soutient-on, ne désire pas le vote, plus particulièrement la travailleuse elle-même pour qui le droit au suffrage a été souvent réclamé par des hommes.

A supposer l'exactitude de cette assertion, refuser le vote aux femmes sous prétexte qu'elles ne s'en soucient guère, c'est partir du principe qu'une réforme ne doit pas être réalisée si les intéressés ne la désirent pas. Or, jusqu'ici, les mesures les plus utiles ont soulevé souvent, de la part des intéressés eux-mêmes, une obstinée résistance. Que ne peut-on pas reprendre aussi ce qu'a dit Rousseau,

(1) J. Barthélemy, op. cit., p. 45.

avant Fourier, avant Bebel : l'homme perd tout dans ses fers, même le désir d'en sortir. Telles sont les deux raisons pour lesquelles l'objection précédente est à écarter. Mais l'objection la plus fréquemment soulevée est encore celle-ci : le vote des femmes serait contraire à la division du travail et des fonctions qui est établie entre les deux sexes. Si le sentiment général des peuples a été le même pendant longtemps, si « les Allemands l'expriment par les quatre K : *Kirche, Kleider, Kuche, Kinder*, les Anglais par les trois C, *Church, Cooking, Children* » (1), si le dicton populaire vénitien le traduit par « *Che la piasa, che la tase, che la resta a casa* » (1), il n'est pas moins vrai aussi que ce sentiment se heurte aujourd'hui à un fait accompli : les nécessités économiques ont fait sortir la femme du foyer avant que la question du vote ne soit intervenue.

Puisque le foyer s'est prolongé dans l'Etat, cela suffit pour que la femme soit appelée à y tenir un rôle par le vote. De plus, en laissant à la femme ce qu'on a appelé la sphère naturelle de ses attributions, on croit qu'elle a encore besoin du vote pour l'aider dans ses devoirs de ménagère. « Elle doit veiller à la propreté et à l'hygiène de la maison : mais il y a une réglementation publique de la salubrité de l'habitation ; elle s'occupe de l'alimentation, à ce titre elle ne peut se désintéresser de la législation contre les denrées insalubres, de la fourniture administrative de l'eau potable, etc. ; elle doit habiller ses enfants : la réglementation industrielle, les tarifs douaniers ont leur répercussion sur le prix des vêtements » (Barthé-

(1) Barthélemy, op. cit., p. 95.

lémy, p. 99). Il suffit de mentionner les mesures publiques contre la mortalité infantile pour que tout de suite apparaisse l'intérêt des mères, sans compter la contribution féminine au point de vue du vote des lois d'assainissement moral.

Ainsi, la considération de l'activité féminine, sous toutes ses formes, appelle nécessairement celle du vote. Mais on peut encore, s'il fallait confirmer cette avance par les leçons de l'expérience, présenter la véritable influence du vote sur la condition économique des femmes dans les pays où ce vote est acquis.

En général, là où le vote existe, y existe aussi la libre accession de tous les individus des deux sexes aux fonctions publiques sans d'autres distinctions que celles des aptitudes et du mérite. On s'en rapporte, comme le souhaitaient Stuart Mill et Laboulaye, à l'expérience et à la liberté du soin de montrer aux femmes ce qui leur convient et ce qui ne leur convient pas. L'influence du vote sur le taux des salaires est certaine dans la fixation des traitements alloués aux femmes employées dans l'administration. On soutient même que cette influence est notable dans l'industrie privée. Mais le vote a poussé incontestablement les femmes à s'organiser : les statistiques sur le syndicalisme féminin le prouvent abondamment. Ajoutons que, dans la majorité des cas, l'intervention de l'Etat est plus énergique et plus efficace pour l'établissement des salaires minimums, son intervention autoritaire plus étendue dans les relations entre employeurs et employés : moyens toujours indirects et complexes certes, mais dont les résultats heureux sont faciles à étiqueter, malgré les

quelques démentis qui visent surtout les anomalies que comportent tous les phénomènes sociaux. Si l'efficacité du vote des femmes est facilement constatable en matière de protection de l'ouvrière et du travail féminin, elle est plus visible encore quand il s'agit de la protection morale de la jeune fille, de la mère, de l'épouse, de l'enfance, quand il s'agit de la lutte contre le vice de toutes les origines.

En France, les années 1789, 1830, 1848 ont déjà entendu les réclamations pour l'émancipation politique de la femme. Mais de 1848 à nos jours, ces revendications apparaissent comme les échos affaiblis de celles qui se font entendre en pays étrangers. Et en ces heures, la question du vote des femmes est encore à l'ordre du jour. Il est intéressant à ce point de vue de dresser une liste de toutes les idées qui se sont écloses sur le sol de France, des mouvements qui y ont pris naissance, et qui sont allés se développer au-delà des frontières pour revenir ensuite sur la terre natale, comme un article d'importation. Ce fait n'a rien d'étonnant. L'absence du vote des femmes est encore moins surprenante si l'on songe à la manière dont s'exerce en France l'influence de la femme. Elle n'est pas consacrée par un bulletin qu'on dépose indolemment dans l'urne, elle est diffuse, mais présente tous les jours, à toutes les heures dans l'action de tous les hommes. Il n'est pas un pays au monde qui ait fait fructifier aussi magnifiquement les vertus et la grâce de ses femmes, qui se soit imprégné d'une façon aussi noble et aussi parfaite de l'élégance et de la finesse féminine, jusque dans sa vie morale comme dans sa vie esthétique, jusque dans sa

philosophie comme dans sa littérature. Et c'est pour défendre cette richesse inappréciable, pour défendre ses conceptions particulières sur l'harmonie des sexes, pour éviter que la femme ne copiât l'homme en abandonnant ce qu'il y a de meilleur en elle, comme le fait s'est produit en différents points du globe, pour montrer ce que la beauté du patrimoine national doit à l'influence féminine : C'est pour tout cela que la France est demeurée la terre du traditionalisme intransigeant. Et c'est aussi pour cela que les richesses françaises ont leur figure particulière, que le goût français est si difficile à copier, qu'en dehors de l'ambiance proprement française ce goût s'étiole. Quel enseignement dans la parole que le dépit arrache à ceux qui imitent vainement ses manières de vivre et de sentir : peuple efféminé.

La France n'a donc pas renié l'influence féminine. Et si le vote municipal et le vote parlementaire ne fleurissent pas encore en France, dans la matière qui nous concerne, le travail, la femme française est déjà électrice et éligible aux Conseils du travail, au Conseil supérieur du travail, aux Conseils de prudhommes, aux Tribunaux de commerce, aux Chambres de commerce et aux Chambres consultatives des arts et manufactures, etc..., sans compter que la France est le pays où beaucoup d'hommes, tout en se déclarant hostiles au vote des femmes, ajoutent volontiers qu'ils ne font rien sans consulter leur épouse. N'y a-t-il pas lieu, alors, de répéter une parole d'une dame anglaise qui fut dite au cours d'une conversation sur le « home », mot qui a fait fortune : « Nous avons le mot et vous avez la chose ». Et c'est pour cela que le vote des

femmes n'est plus qu'une question de temps, sans que ce dernier triomphe du féminisme véritablement français puisse trahir « le sens de la nature, de l'esprit national, de l'idéal et de l'harmonie » (1).

*
* *

Il nous reste à chercher quelles sont les variations caractéristiques produites dans l'histoire du travail féminin à travers les doctrines du passé et les faits du présent. Si le passé a comme vécu simultanément un féminisme bourgeois et un féminisme ouvrier, le présent ne connaît plus qu'un « féminisme du travail », selon l'expression de M. G. Renard. « Le féminisme de notre époque est démocratique...; le salon s'est changé en laboratoire, en hôpital, en amphithéâtre, en bibliothèque, en usine, en atelier, en bureaux administratifs, en salles de plaidoirie, en plaines agricoles » (2). La plupart des problèmes du travail féminin sont les mêmes pour les travailleuses de toutes les échelles sociales. Toutes les transformations internes dans l'organisation d'un métier féminin tendent, par la force même des choses, à s'étendre aux autres métiers. De là naissent ces courants solidaires qui commencent à relier toutes les professions.

Un tel progrès a été néanmoins insuffisant pour faire éclore, dans la masse des travailleuses, le désir de l'action collective. L'individualisme farouche des ouvrières, demeuré vivace à travers la guerre, fortifié même par elle,

(1) Emile Boutroux, Renaissance du 15 mars, 1918.

(2) Léontine Zanta, Psychologie du féminisme.

n'est plus seulement le fait des classes pauvres obligées de gagner pour vivre, c'est encore le fait de toutes les autres classes de travailleuses. « C'est comme individu que la petite patricienne s'assied sur les bancs de la Sorbonne pour conquérir un savoir et des titres qui furent si longtemps un privilège masculin. C'est comme individu que la sténo-dactylo s'assied devant sa machine à écrire pour s'assurer une indépendance que, jadis, sa qualité de petite bourgeoise n'aurait même pas rêvée comme possible... Nous sommes en présence de cet universel mouvement qui, d'une extrémité à l'autre de la société, suscite les revendications personnelles. Les uns admirent cet individualisme comme un affranchissement et un progrès. Les autres dénoncent dans ce pullulement de volontés particulières une diminution de ce sens collectif dont la famille et la patrie restent les expressions supérieures » (1). Il y a déjà longtemps que s'est posée pour le sociologue, soucieux de l'avenir, la même question. « L'individualisme féminin, en raison même des exagérations et des déviations auxquelles il est exposé, a été considéré parfois comme un mouvement rétrograde, une régression partielle et temporaire vers le matriarcat » (2). Cette crainte d'une régression vers un état social inférieur, selon lui, n'a pas de fondement. L'individualisme actuel, en regard de l'histoire, n'étant qu'un stade de son développement naturel, ne peut être la répétition d'un stade antérieur par une sorte de miracle historique qui supprime tout à coup l'apport matériel et moral des siècles. D'ailleurs le matriar-

(1) Léontine Zanta, *Ibid*, Préface de P. Bourget.

(2) G. Richard, *op. cit.*, p. 329-330.

cat n'est pas à craindre puisque « la femme n'aspire pas à dominer l'homme, mais à jouir des mêmes garanties que lui, à être associée comme lui à l'œuvre générale de la civilisation ». La femme s'est rapidement assimilé les manières d'être extérieures de l'homme; elle aura tôt fait de prendre ses habitudes de vie morale et de vie professionnelle. Nous avons dû reconnaître que le sens collectif dans la profession est incontestablement en retard dans la conscience féminine moyenne, mais ce retard est dû à la force même des choses et ne s'explique qu'en raison des circonstances historiques. Les hommes ont été élevés durant toute leur vie à l'école de l'effort collectif, de la discipline collective. Dès le jeune âge, le garçon est plus souvent mêlé à ses camarades que la jeune fille. A la direction maternelle faite de douceur et de sollicitude, s'est plus souvent substituée la direction d'un maître. Soldat ou citoyen, l'homme s'est courbé sous la discipline nécessaire : militaire ou civique. Ouvrier ou artisan, il a obéi à une sévère discipline corporative, que ce soit sous l'empire des règles despotiques de la confrérie, de la corporation ou du compagnonnage. Il a eu ainsi l'instinct de l'effort commun et organisé. La femme, au contraire, n'a connu que la discipline familiale, forte sans nulle doute; mais pour elle la cellule familiale représente une cellule distincte juxtaposée aux autres, un individu distinct des autres individus, ayant ses intérêts propres comme la femme elle-même a *son* mari, *sa* famille, *ses* enfants, *son* foyer, *son* ménage.

Emancipée de cette discipline familiale par le travail qui s'est offert à elle en dehors du foyer, elle n'a pas eu

à subir, du jour au lendemain, une autre discipline. On l'a laissée tout d'abord en marge de l'industrie. Son travail fut toléré comme un mal nécessaire, regardé comme une anomalie, interprété comme un accident. Si son émancipation industrielle avait été le résultat d'une véritable lutte, les rigueurs et les nécessités de toute lutte lui auraient imposé une nouvelle discipline : Les groupements ouvriers sont arrivés à la conscience d'une force organisée par les nécessités du combat de tous les jours, par leur nécessaire discipline professionnelle. La femme qui travaille est acceptée dans les métiers par les hommes avant qu'elle ait eu à conquérir sa place. Une telle situation dérive des grands faits occasionnels de l'histoire du travail : L'industrialisme naissant en est un. La guerre fut une seconde grande occasion pour la femme de manifester son activité : Invitée aux postes nouveaux comme autrefois la femme ouvrière fut appelée à la fabrique, les travailleuses de toutes les classes, fortes d'un droit si facilement acquis ou plutôt consenti, n'ont pas eu à lutter, n'ont pas eu à vaincre, n'ont pas eu de discipline à observer. Chaque fois qu'une conquête a été enlevée de haute lutte, les femmes, réunies autour du drapeau victorieux, ont resserré les rangs sous la nécessité d'une discipline collective mieux sentie et plus appréciée. Cela se produit surtout dans la conquête des sphères d'activité intellectuelle où toute nouvelle venue a commencé par affronter des regards rieurs ou narquois, quelquefois hostiles.

Il reste cependant que, dans la majeure partie des cas, la participation de la femme à la vie active des sociétés n'est pas le résultat immédiat de ses revendications, mais

le fait des nécessités urgentes de l'industrie et de la guerre.

Avec Ihering (1), les sociologues ont expliqué l'infériorité générale de la femme par sa moindre aptitude à la lutte pour le droit. Ils nous ont montré la femme habituée « à compter moins sur elle-même que sur la protection que lui accorde l'ordre social » (2).

Ainsi, d'une part, étant moins apte à la lutte; d'autre part, n'ayant pas eu à lutter, la femme, économiquement émancipée, n'a pas recueilli tous les avantages qu'une telle émancipation aurait dû logiquement accorder. Ainsi son émancipation économique était une conquête nécessaire mais non suffisante; l'individualité féminine demeure faible vis-à-vis de l'individualité masculine. S'il n'est pas inutile que le travailleur, averti par les luttes de l'histoire, consente à servir de guide à sa compagne, en chassant le regret des anciennes prérogatives, il faut aussi que la travailleuse se sente responsable de son fait.

Cependant on ne doit pas désespérer, car cette heure ne saurait tarder à venir. « C'est l'usage du droit qui fait l'éducation de la responsabilité » (2). Par un autre chemin que celui suivi par l'homme, la travailleuse sera conduite vers une discipline collective du travail qui tempérera ce que l'individualisme féminin actuel comporte d'excessif. C'est alors que pourra se réaliser l'organisation professionnelle obligatoire et unifiée, « le syndicat, base

(1) Rodolphe Ihering, *Combat pour le droit*, traduction Meydier, Paris, 1895.

(2) Richard, *op. cit.*, p.

de la démocratie industrielle comme il est la base de la solution juridictionnelle des conflits » (1).

*
* *

Ainsi, comptant moralement dans la famille par la reconnaissance de ses droits d'épouse et de mère égaux à ceux de l'homme, comptant politiquement dans la société par l'élargissement de ses droits civils et civiques; comptant socialement dans la vie organisée des peuples par la consécration de ses droits de productrice consciente; il reste à la femme de compter économiquement dans la production elle-même par le sage développement et la judicieuse utilisation de ses facultés et de ses aptitudes. Jusqu'ici la famille, en laissant s'évader son enfant, se préoccupe rarement de la guider vers des travaux qui s'adaptent à ses aptitudes. D'ailleurs le voudrait-elle, sur quelles bases peut-elle fonder son choix ? Et la jeune fille, elle-même, fait souvent fi de sa vocation qu'elle ne cherche même pas à deviner, à fixer. En quête d'un métier, si elle est désireuse d'être vite indépendante et de vite gagner, elle se lancerait éperdûment dans les métiers peu encombrés; si elle est désireuse de vite paraître ou d'éblouir, elle poursuivra désespérément les carrières enviées ou mieux considérées, sans souci ni de sa vocation, ni de sa capacité. Ainsi la question de l'orientation professionnelle ne s'est-elle posée souvent que sous la forme caricaturale

(1) La politique républicaine (Le droit ouvrier : G. Scelle) Félix Alcan, 1924.

d'un placement ou sous l'emprise d'une ambition débridée. Ainsi se consomme souvent, dans notre société, un regrettable gaspillage d'énergie et d'intelligence. La femme tout à la fois fonctionnaire, éducatrice, ménagère, artisanne, conçue par Bebel, demeure encore dans le domaine de l'utopie. Le problème de la démocratie industrielle est double, elle doit non seulement distinguer les œuvres particulièrement adaptées à chacun des sexes, mais encore, dans le cadre du travail féminin, les aptitudes spéciales que réclame chaque profession : Aptitudes physiques et morales.

Pour le premier problème, la guerre a déjà fourni une indication. L'industrie se trouvait alors en présence d'un personnel masculin hétéroclite laissé par la mobilisation : personnel changeant au gré des relèves, et d'un effectif féminin non spécialisé. Il fallait utiliser judicieusement cette source d'énergie. Aux hommes furent attribués obligatoirement les travaux que seuls ils pouvaient exécuter, à l'exception de tous autres; aux femmes furent dévolus les travaux que l'expérience avait montrés susceptibles de leur être confiés. Cette expérience n'était-elle pas déjà un essai d'orientation ? L'œuvre des surintendantes, née de la guerre, est l'exemple d'une adaptation heureuse des qualités particulières de la femme à son travail, mais aussi, au cours de la guerre, la femme a envahi quelques rudes travaux; de même on voit des hommes forts et actifs conserver ou accaparer des fonctions auxquelles la femme est plus désignée : Autant de tares d'un régime par trop individualiste qui fait du salaire de la femme un salaire diminué, de quelques professions de femmes des

professions éternellement encombrées; de la France un terrain d'immigration pour la main-d'œuvre étrangère. Ainsi la question de la répartition des tâches influe plus que toute autre sur la production. La démocratie industrielle osera-t-elle résoudre un tel problème ? Déjà, elle marche dans ce sens en encourageant les recherches sur les aptitudes en vue de l'orientation professionnelle (1). C'est de cette façon seulement qu'elle arrive à utiliser complètement toute la capacité féminine et à délivrer les femmes des fonctions purement subalternes. Il y avait vingt ans, Mlle Kaethe Schirmacher s'est déjà plainte de cette subalternité professionnelle : « Pour la plupart des professions qui admettent l'avancement, celui des femmes se borne à une augmentation de traitement sans comporter une élévation de grade, un surcroît de responsabilité. D'emblée les fonctions supérieures sont réservées aux hommes, ce qui n'est pas le moyen de développer l'initiative des femmes, ni de les habituer à supporter le poids des responsabilités. On leur enlève d'ailleurs un des plus puissants stimulants de la vie professionnelle : l'ambition ». Mais alors, ce que nous avons montré comme étant la préoccupation primordiale du présent pourra accélérer le recul d'une telle situation et aussi donner à la femme « une *plus-value*, dans l'ère qui commence, à cause précisément de la délicatesse de sa main, de la finesse de ses perceptions nerveuses, de la prépondérance de ses facultés préservatrices et productrices sur les facultés d'at-

(1) Travaux du professeur Imbert, de Montpellier, de M. M. J. Fontègne, Omer Bmyse, F. Mauvezin, du laboratoire de psychologie appliquée de Paris du Docteur Claparède et de Mlle Dora Bieneman, au B.I.T.

taque et de destruction, sur les gros muscles et la puissante ossature qui firent la supériorité de l'homme primitif » (1). D'autant plus que la tendance constructive a prévalu sur toute ardeur réformatrice extrême; qu'à « l'idée ancienne : pondérer des pouvoirs » s'est substituée « l'idée nouvelle : coordonner des fonctions » (2). Cette tendance, nous la lisons nettement dans ces phrases : « Il faut faire abandonner aux ouvriers le concept mystique de la révolution, invention décevante. Il faut leur faire rejeter la crédulité surannée avec laquelle ils continuent à se figurer qu'il surgira un jour une société nouvelle où règneront à la fois la paix et la beauté, la justice et la joie. Au contraire, il ne faudrait cesser de proclamer que jamais une révolution ne changera rien dans les conditions de l'existence humaine... Il faudrait dire aux ouvriers que la Révolution est présente chaque jour dans les efforts de tous les hommes travaillant en vue d'une amélioration quelconque, d'une existence humaine, que le travail renferme des problèmes pressants dont la solution progressive est seule capable d'apporter des adoucissements certains aux conditions de leur vie » (1). Mais si, dès lors, « faire la révolution, c'est entreprendre une vaste besogne constructive » (2), il faut compter à tout instant sur l'effort de toutes les femmes, sur l'effort de la mère et de l'épouse dont l'instinct productif et conservateur viendra tempérer l'instinct destructif de l'homme,

(1) Mme Puech « La Paix et le droit », 1925.

(2) Maxime Leroy, *Les Techniques nouvelles du Syndicalisme*, Paris, Garnier, 1924.

(1) Dubreuil, *Information sociale*, novembre, décembre, 1922.

(2) L. Jouhaux, *Discours au comité confédéral national*, 21 juillet, 1919.

dont l'ardeur constructive saura démontrer au dehors la folie de toutes les haines et de toutes les luttes comme elle a su nous convaincre de la folie et de la bestialité de toutes les guerres.

Nous ne rêvons donc pas d'un ordre de choses nouveau qui étonne ou qui inquiète. L'effort social qui constitue notre espoir n'est que l'effort d'adaptation progressive de nos mœurs civiles et politiques, économiques et sociales à un principe idéal rêvé par de longs siècles : le bonheur de tous les hommes. Au cours de notre étude, nous avons essayé de voir ce en quoi consiste cet effort d'adaptation nécessaire pour que se réalise le bonheur de toutes les femmes. Ainsi l'humanité, dans la recherche de ses équilibres successifs, n'a pas besoin, croyons-nous, des principes de violence de notre nature, de ces convulsions douloureuses qui détruisent et ne rabâtissent jamais, qui font succéder au désordre un désordre plus grand ; elle fera en sorte que les mêmes inspirations qui contribuèrent à l'idéalisation de la femme inactive et souveraine en des temps chevaleresques, puissent amener l'idéalisation en notre temps de la travailleuse active et solidaire, consciente et organisée.

Vu, le 23 Mars 1926

Le Doyen de la Faculté des Lettres de l'Université de Paris,

F. BRUNOT.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris :

P. LAPIE.

BIBLIOGRAPHIE

1. — OUVRAGES GÉNÉRAUX

1. ABENSOUR (Léon). — **Histoire générale du féminisme des origines à nos jours.** (Paris, Delagrave, 1926, in-8°, 327 p.).
2. ANGOT (Emile). — **Féminisme et natalité.** (Paris, 1923, Emile Paul, in-8°, 48 p.).
3. AVRIL DE SAINTE-CROIX. — **Le féminisme.** (Paris, Giard, 1907, in-18, VII, 219 p.).
4. BORELY (Marthe). — **Le génie féminin français.** (Paris, de Boccard, 1917, in-12, 296 p.).
5. BEBEL (Auguste). — **La femme dans le passé, le présent et l'avenir,** traduction Henri Ravé. (Paris, Carré, 1891, in-8°).
6. BOUGLÉ (C.). — **Chez les prophètes socialistes.** Paris, F. Alcan, 1918, in-16, I, 247 p. (Le féminisme saint-simonien).
7. BOUGLE. — **De la Sociologie à l'action sociale.** Pacifisme, « Féminisme », Coopération. (Paris, Presses universitaires, 1923, in-12).
8. COMTE (Auguste). — **Système de politique positive.** (4 vol. in-8°).
9. DESSIGNOLLE. — **Le féminisme d'après la doctrine socialiste de Charles Fourier,** Thèse. (Lyon, Storck, 1903, in-8°, 148 p.).
10. DESSENS (Alfred). — **Les revendications des droits de la femme au point de vue politique, civil, économique, pendant la Révolution,** Thèse. (Toulouse, 1905, in-8°, 208 p.).
11. ENGELS (F.). — **L'origine de l'Etat, de la propriété et de la famille,** traduction Henri Ravé. (Paris, Carré, 1893, in-12).

12. GIDE (Paul). — **Etude sur la condition privée de la femme dans le droit ancien et moderne**, 2^e édit., préface de Esmein. (Paris, Larose, 1885).
13. JOLY (Henri). — **Le Droit féminin**. (Paris, Flammarion, 1922, in-18, 248 p.).
14. LABOULAYE (Edouard). — **Recherches sur la condition civile et politique des femmes depuis les Romains jusqu'à nos jours**. (Paris, Durand, 1843).
15. LAMBER (Mlle Juliette). — **Idées antiproudhoniennes sur l'amour, la femme et le mariage**. (Paris, Dentu, 1861, in-8°).
16. LAMPÉRIÈRE (Mme A.). — **Le rôle social de la femme**. (Paris, F. Alcan, 1898, in-18).
17. LAPIE (Paul). — **La femme dans la famille**. (Paris, O. Doin, 1908, in-16, 334 p.).
18. LAURIBAR (G. de). — **Le code de l'éternelle mineure**. (Paris, Plon, 1922, in-8°, VIII, 419 p.). Philosophie du Droit féminin précédé d'une étude sur la situation juridique et sociale de la femme à travers les âges).
19. LE PLAY (Frédéric). — **La Réforme sociale en France, déduite de l'observation comparée des peuples européens**. (Paris, 1866, 2 vol., in-8°).
20. LETOURNEAU (Charles). — **La condition de la femme dans les diverses races et civilisations**. (Paris, Giard, 1903, in-8°, XVI, 508 p.).
21. MARX. — **Le Capital**, traduit par J. Molitor, préface de Karl Kautsky. Paris, Costes, 1924, 5 vol., in-16.
22. MADAY (Dr André de). — **Le Droit de la femme au travail**. (Paris, 1905, in-8°).
22. MARION (Henri). — **Psychologie de la femme**. (Paris, Colin, 1900, in-12).
23. MILL (J. Stuart). — **L'assujettissement des femmes**, traduction Cazelles. (Paris, Guillaumin, 1876, in-8°).
24. NAUDET (Abbé). — **Pour la femme. Etudes féminines**. (Paris, Foutemoing, 1903, in-16, II, 330 p.).
25. NETTER (Mlle Yvonne). — **Le Travail de la femme mariée, son activité professionnelle**. (Paris, Presses universitaires, 1923, in-16, 132 p.).

26. PATUREAU-MIRAUD (Ch.). — **De la femme et de son rôle dans la société** d'après les écrits saint-simoniens, Thèse. (Liomoges, 1910, in-8°, 224 p.).
27. PROUDHON. — **La Justice dans la Révolution et dans l'Eglise**, Tome IV. (Paris, Marpon et Flammarion, s. d. in-12).
28. PROUDHON. — **La Pornocratie** ou les femmes dans les temps modernes. (Paris, Marpon et Flammarion, s. d. in-12).
29. RICHARD (Gaston). — **La femme dans l'histoire**. (Paris, O. Doyn, 1909, in-12, 464 p.).
30. RIEUNIER (Yves). — **De l'émancipation économique et politique des femmes**. (Montpellier, 1922, in-8°, 250 p.).
31. SCHREINER (Mrs Olive). — **La femme et le Travail**. (Paris, 1913, in-16).
32. SERTILLANGES (A.-D.). — **Féminisme et christianisme**. (Paris, Gabalda, 1908, in-18, 343 p.).
33. SIMON (Jules et Gustave). — **La femme au xx^e siècle**. (Paris, C. Lévy, 1892, in-12).
34. SPONT (Henry). — **La femme dans la France de demain**. (Paris, Jouve, 1917, in-16, 367 p.).
35. THIÉBAUX (Charles). — **Le féminisme et le socialisme depuis Saint-Simon jusqu'à nos jours**. (Thèse, Paris, Rousseau, 1906).
36. TURGEON (Charles). — **Le féminisme français**, 2 vol. (Paris, Larose et Tenin, 1907, 2^e édit, in-12) (comprenant une bibliographie féminine détaillée).
37. TURMANN (Max). — **Initiatives féminines**. (Paris, Lecoffre, 1905, in-18 VII, 430 p.).
38. YVER (Colette). — **Dans le jardin du féminisme**. (13 édit.) (Paris, C. Lévy, 1920, in-12, 274 p.).
39. ZANTA (Léontine). — **Psychologie du féminisme**. (Paris, Plon, 1922, 4^e édit., in-16, XXXII-221 p.).

2. — OUVRAGES SPÉCIAUX

§ I. — *Monographies diverses*

40. AUDIGANNE. — **Les populations ouvrières** et les industries de la France dans le mouvement social du XIX^e siècle. Paris, 1854.

41. BLANQUI (Adolphe). — Rapport présenté à l'Académie des Sciences morales et politiques sur la **situation des classes ouvrières en France pendant l'année 1848**. Paris, 1849.
42. HAUSER (H.). — **Le travail des femmes au XV et XVI^e siècle**, (Paris, Giard, 1897, in-8). (Extrait de la Revue internationale de Sociologie).
43. LEROY-BEAULIEU (Paul). — **Le travail des femmes au XIX^e siècle**. (Paris, Charpentier, 1873, 464 p., in-12).
44. LEVASSEUR (E.). — **Histoire des classes ouvrières en France depuis la conquête de J. César jusqu'à la Révolution**. 2 vol., in-8. (Paris, Hachette, 1859).
45. LEVASSEUR (E.). — **Histoire des classes ouvrières en France depuis 1789 jusqu'à nos jours**. 2 vol., in-8. (Paris, Hachette, 1867).
46. REYBAUD (Louis). — Rapport sur la **condition morale, intellectuelle et matérielle des ouvriers** qui vivent du « travail de la soie. (Académie des Sciences morales et politiques). (Paris, Didot, 1860, in-4).
47. REYBAUD (Louis). — Rapport (à l'Académie des Sciences morales et politiques) sur la **condition morale, intellectuelle et matérielle des ouvriers** qui vivent de l'**industrie du coton**. (Paris, Didot, 1862, in-4).
48. SIMON (Jules). — **L'ouvrière**. (Paris, Hachette, 1876, 8^e édit., XVI, 442 p., in-12).
49. VILLERMÉ (Dr). — **Tableau de l'état physique et moral des ouvriers** employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie. 2 vol., in-8. Paris, Renouard, 1840.

§ II. — *Monographies diverses (période contemporaine)*

50. AFTALION (Albert). — **Le développement de la fabrique et le travail à domicile** dans les industries de l'habillement. (Paris, Larose et Tenin, 1906, in-16, 313 p.).
51. AVRIL DE SAINTE-CROIX. — **Le travail des femmes et le demi-temps**. (Juin, 1919). Paris, Mémoires et Documents du Musée social.
52. BENOIST (Charles). — **Les ouvrières de l'aiguille à Paris**. (Enquête, Législation, Le Syndicat de l'aiguille). Paris, Chailley, 1895, in-12.
53. BONNEVAY (L.). — **Les ouvrières lyonnaises travaillant à domicile**. Misères et remèdes. (Paris, Guillaumin, 1896, in-12).

54. « Bulletin du Ministère du travail » **Le travail féminin à Paris** avant et depuis la guerre dans les industries du vêtement. Oct., nov., déc. 1925, 1^{er} article.
55. « Bulletin de l'Office du Travail » (Enquête de 1896). **La petite industrie, le vêtement à Paris.**
56. DUTHOIT (Eugène). — **Le travail féminin dans l'industrie.** (Paris, Vitte, 1906, in-8, 36 p.).
57. ESPINASSE. — **L'ouvrière de l'aiguille à Toulouse.** (Paris, Picard, 1907). in-8.
58. GIBON (Fenelon). — **Employées et ouvrières.** (Paris, Vitte, 1906, in-12).
59. GONNARD (René). — **La femme dans l'industrie.** Paris, A. Collin, 1906, in-16, V. 283 p.).
60. HAMP (Pierre). — **La Victoire mécanicienne.** (Paris, Nouvelle Revue française, 1920, in-8, 260 p.).
61. HAUSSEVILLE (Comte d'H). — **Le travail de la femme à domicile.** Paris, Blond, 1909, in-16, 64 p.).
62. LAINE (André). — **La situation des femmes employées dans les magasins de vente à Paris.** (Thèse). (Paris, Rousseau, 1911, in-8, 270 p.).
63. MARTIN (Germain). — **Le tissage de ruban à domicile** dans les campagnes du Velay. (Paris, 1913, in-8, 282 p.).
64. MILHAUD (Mlle Caroline). — **L'ouvrière en France.** (Paris, Giard, 1907, in-16).
65. SCHIRMACHER (Mlle Kaethe). **Le travail des femmes en France.** (Mai, 1902). Musée social, Mémoires et Documents.
66. VALLIER (Joseph). — **Le travail des femmes dans l'industrie française.** Thèse, Grenoble, 1 vol., in-8, 1899).
67. WILLOUGHBY (Gertrude). — **La situation des ouvrières du vêtement en France et en Angleterre** considérée plus particulièrement dans ses rapports avec la législation sur le minimum de salaire. (Paris, Presses universitaires, 1926, in-8).

§ III. — (1914-1919)

68. BOREL (Mme Emile). **La mobilisation féminine en France. 1914-1919.** Documentation rassemblée par la Société « l'Effort féminin français ». (Paris, 1919, Imp. Union, in-8, 88 p.).

69. ISORÉ (André). — **La guerre et la condition privée de la femme.** (Thèse). (Paris, Boccard, 1919, in-8, XV, 512 p.).
70. JOLY (Henri). — **De l'extension du travail des femmes après la guerre.** Le « Correspondant », 10 janvier, 10 mars 1917.
71. LA HIRE (Marie de). — **La femme française, son activité pendant la guerre.** (Paris, Tallandier, in-16, (s. d.), 302 p.).
72. « Ministère de la Reconstitution industrielle ». Direction de la main-d'œuvre. Comité du travail féminin. Protection et utilisation de la main-d'œuvre féminine dans les usines de guerre. (Paris, Imprimerie nationale, 1919, in-8, 271 p.).
73. L'œuvre des « Surintendantes ». Ame française. 20 mai, 1^{er} et 8 juillet 1922).
74. Le « Congrès international des Surintendantes ». Information sociale, 21 sept. 1922).

§ IV. — *Sur le salaire*

75. CHEVALLIER. — « Les salaires au XIX siècle ». Paris, 1887).
76. GEMAHLING (Marguerite). **Le salaire féminin.** Paris, Bloud, 1913, in-16.
77. GUERRIER (Maurice). — **Le salaire de la femme.** Ses conséquences sociales et économiques. (Thèse). (Paris, Jardin, 1912, in-8, 142 p.).
78. HAUSSEVILLE (Comte d'H). — **Salaires et misères de femmes.** (Paris, C. Lévy, 1910, in-18).
79. POISSON (Charles). — **Le salaire des femmes.** (Paris, Lib. des Saint-Pères, 1906).

§ V. — *Œuvres sociales*

100. ACKER (Paul). — **Œuvres sociales des femmes.** (Paris, 1908, in-16).
101. BEAUFRETTON. — **L'enseignement ménager.** (Paris, Lecoffre, 1908, in-12).
102. « Bulletin du Ministère du Travail ». Enquête sur les allocations pour charges de famille et sur le **sursalaire familial.** Enquête sur l'utilisation des loisirs. 1919, 1920, 1921.
104. CLAMORGAN (Pierre). — **Le travail de la femme et la bienfaisance privée à Paris.** (Paris, 1908, Jouve, in-8, 235 p.).

105. « Congrès international de la condition » et des droits des femmes tenu les 5, 6, 7 et 8 septembre 1900. Questions économiques, morales et sociales. Paris, Imp. des Arts et Manufactures, 1901, in-8, XX, 432 p.).
106. « Congrès international » des œuvres et institutions féminines (à l'Exposition universelle de 1900). Paris, Blot, 1902, 4 vol., in-8).
107. « Congrès international des surintendantes ». Information sociale, 21 septembre 1922).
108. « L'œuvre des surintendantes. Ame française ». 20 mai, 1^{er} et 8 juillet 1922.
109. MAISONNEUVE (Pierre de). — **Les institutions sociales en faveur des ouvrières d'usine**. (Paris, Presses universitaires, 1923).
110. ROUSSY (Dr). — **Education domestique de la femme et rénovation sociale**. (Paris, Delagrave, 1916, in-8, IX, 254 p.).
111. TURMANN (Max). — **Le sursalaire familial**. « Correspondant » du 10 Février 1921.

§ VI. — *Législation*

112. BARTHELEMY (Joseph). — **Le vote des femmes**. (Paris, Félix Alcan, 1920, in-8, 670 p.).
113. CAIRE (César). — **La législation sur le travail industriel des femmes et des enfants**. (Thèse). (Paris, Rousseau, 1896, in-8)
114. CATÉ (Marcel). — **La convention de Berne de 1906 sur l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie**. (Paris, Larose, 1911, in-8, 136 p.).
115. COMBAT (Ed. et F. E.). — **Le travail des femmes à domicile**, textes officiels avec commentaire explicatif et étude générale sur les salaires féminins. (Paris, Berger-Levrault, 1916, in-16, 85 p.).
116. FRANCOIS (Mlle Yvonne). — **Du rôle social de la femme**. « Des mesures destinées à améliorer la situation des travailleurs ». (Thèse). Paris, Jouve, 1919, in-8, 227 p.
117. GAUJOUX (Dr E.). — **Essai critique sur la protection légale de la maternité**. Paris, in-8, 1923. L' « Expansion scientifique française ».

118. GOIRAUD (André). — **De la Protection et de l'Assistance légales des femmes salariées** avant et après leur accouchement. (Thèse). (Paris, 1906, in-8, 166 p.).
119. NOËL (Maurice). — **La limitation des heures de travail**. (Thèse, Caen, 1907).
120. ROUSTAN (Mario). — **Rapport sur le travail de nuit des femmes**. 2 Décembre 1924. Sénat, n° 682.
121. SCELLE (Georges). — **Le droit ouvrier**. (Paris, Colin, 1922, in-12).
122. PIC (Paul). — **Traité de législation industrielle**. (Paris, 5^e édit., Rousseau, in-8, 1256 p.).

§ VII. — *Les professions féminines*

123. Action Populaire. **Les carrières féminines**. (Paris, 1922, Spes.
124. BASTIEN. — **Les carrières de la jeune fille**. Paris, 1903. Fortencoing, in-12.
125. BOURDEAUX (Jean). — **Les carrières féminines intellectuelles**. Guide complet de toutes les situations ouvertes actuellement aux jeunes filles. (Paris, 1923. France, édition, in-16, 206 p.).
126. BUREAU (Mlle Hélène). — **Guide pratique pour le choix des professions féminines**, d'après les documents les plus récents. (Paris, 1921, A. Colin, in-8, VII, 140 p.).
127. CHAUVIN (Mlle Jeanne). — **Etude historique des professions accessibles aux femmes**. (Paris, 1892, Giard, in-8).
128. DONVILLE (F. de). — **Les professions des femmes**. Guide pour le choix d'une profession à l'usage des jeunes filles et des dames. (Paris, Garnier, 1909, in-18, VII, 508 p.).
129. MAZIÈRE (Alice la) et GRINBERG (Suzanne). — **Carrières féminines**. « Nouvelles écoles. Nouveaux métiers. Nouvelles professions ». (Paris, Larousse 1917, in-16, 68 p.).
130. RAZOUS (Mlle Th.). — **Guide pratique des femmes et des jeunes filles dans le choix d'une profession**. (Paris, Société d'Editions techniques, 1910, in-12).

§ VIII. — *Questions syndicales*

131. BONNAFOUS (Louis). — **Œuvres d'amélioration sociale réalisées par les syndicats ouvriers en France**. (Paris, 1924, in-8).

132. **COMPAIN (L. M.). — La femme dans les organisations ouvrières.** (Paris, 1910, Giard, in-18, 148 p.).
133. **CONTENSON (Ludovic de). — Les syndicats professionnels féminins** (Paris, 1909, Blond, in-16, 64 p.).
134. **GUERRY (Emile). — Les syndicats libres féminins de l'Isère.** (Grenoble. Fédération des syndicats libres, 1921, in-8, XX. 422.
135. **PAWLOWSKI (Auguste). — Les syndicats féminins et les syndicats mixtes en France.** Leur organisation, leur action professionnelle, économique et sociale, leur avenir. (Paris, F. Alcan, 1912, in-16, 188 p.).

3. — REVUES ET JOURNAUX

Publications de l'**Association nationale pour la protection des travailleurs? Associations professionnelles** ouvrières. (En quête de l'office du Travail).

4. **L'Atelier.** Hebdomadaire de la Confédération générale du travail. (Paris, 1919 et suiv.).
5. **Bulletin de l'Académie de Médecine.**
6. **Bulletin de l'Inspection du Travail.** (Paris, 1893 et suiv.).
7. **Bulletin du Ministère du Travail** et de la Prévoyance sociale (jusqu'en 1914, Bulletin de l'office de travail).
8. **Bulletin des Usines de guerre.** (Hebdomadaire du sous-secrétariat des munitions 1917-1919).
9. **Documents du travail** (avant 1922, Bulletin de l'Association française pour la lutte contre le chômage et pour l'organisation du marché du travail).
10. **L'Economiste français.** (Paris, 1873 et suiv.).
11. **L'Information sociale** (précédemment l'Information ouvrière et sociale).
12. **Journal des Economistes.**
13. **Musée social.** (Documents, mémoires et annales. Paris, 5, rue Las Cases).
14. **La Réforme Sociale.** (Bulletin de la Société d'économie sociale et des Unions de la paix sociale. Fondée par F. Le Play, 1881 et suiv.).
15. **Revue encyclopédique Larousse.**

16. **Revue d'Economie politique.** (1887 et suiv.).
17. **Revue Internationale de Sociologie.**
18. **Revue internationale du Travail.** (Publication du Bureau international du travail).
19. **Revue politique et parlementaire.** (1894 et suiv.).
20. **Revue philanthropique.**
21. **Revue socialiste.**
22. **La Ruche syndicale.** (Edition mensuelle de l'Union des syndicats professionnels de l'Abbaye).
23. **La Travailleuse.** (Organe mensuel de la Fédération française des Unions des Syndicats professionnels féminins).
24. **La Voix du peuple.** (Organe mensuel de la C. G. T.)
25. **La voix professionnelle.** (Bulletin des syndicats libres féminins de l'Isère).
26. **Journaux féministes.**
 - « L'Avant-Courrière ». (Fondée en 1893, Mme Jeanne Schmall).
 - « Le Droit des femmes ». (1865-1888, Léon Richer).
 - « Le féminisme chrétien ». (Fondé en 1896, Mme Marie Maugeret).
 - « La femme ». (Mlle Sarah Monod).
 - « La femme socialiste ». Fondée en 1901, Mme Renaud, mensuel).
 - « L'Harmonie sociale ». (Fondée en 1897, Mme Aline Valette, hebdomadaire).
 - « La Fronde ». (Quotidien, 1897, Mlle Marguerite Durand).
 - « Le Journal des femmes ». (Mme Maria Martin).
 - « Le Pain ». (1898 et suiv., Mme Paule Vigneron).
 - « La Revue féministe ». (1895, Mme Clotilde Dissart).
 - « La Française ». (Journal du Conseil National des femmes françaises).
 - « La Ligue ». (Organe belge du Droit des femmes. Bruxelles, 1893. Mme Marie Popelin).
 - « Le Peuple ».

TABLE DES MATIÈRES

FÉMINISME ET TRAVAIL FÉMININ dans les doctrines et dans les faits

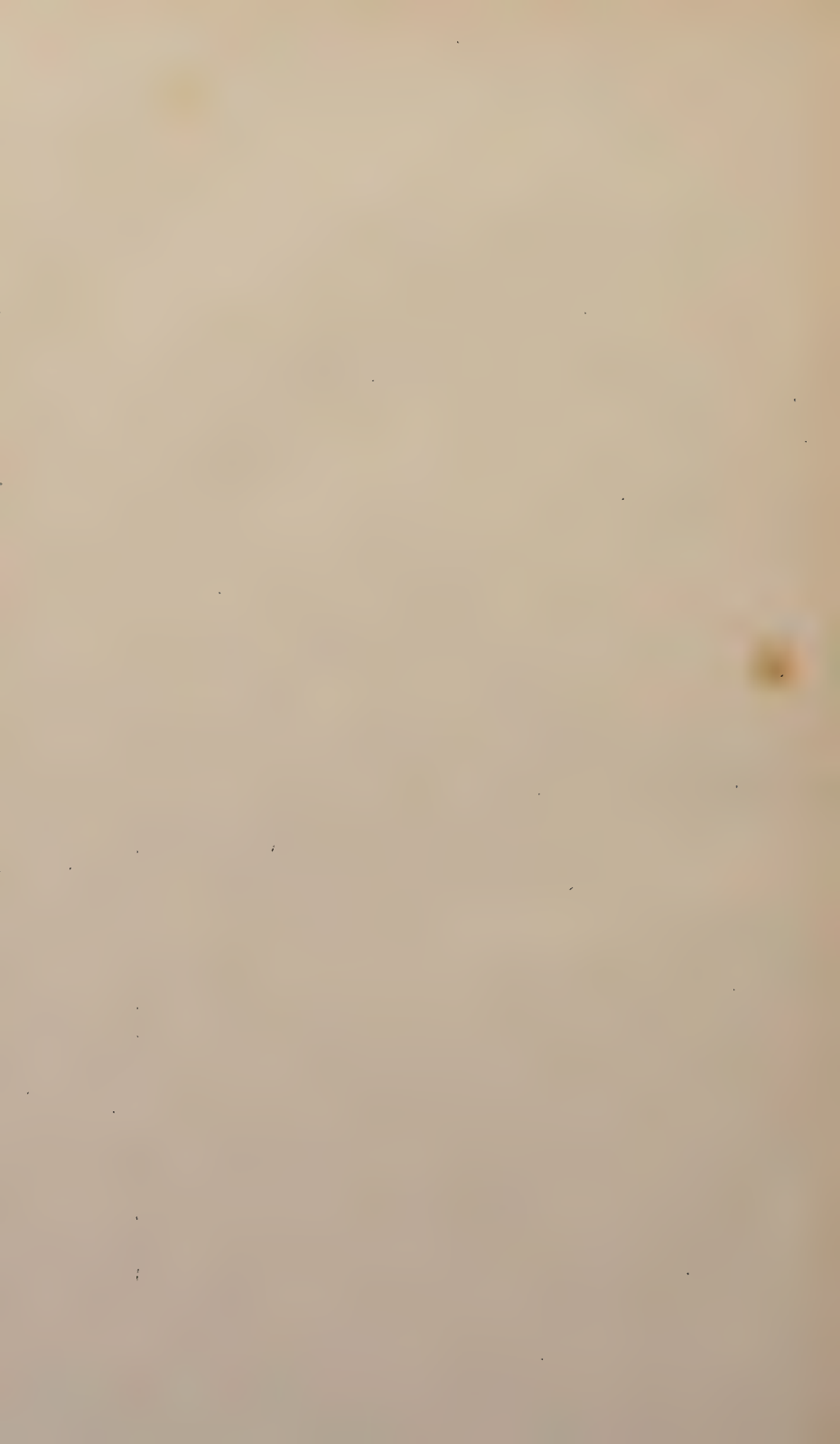
INTRODUCTION	1 à 19
----------------------	--------

Première Partie : **Les Doctrines**

CHAPITRE I. — § 1 ^{er} . L'orthodoxie économique .. .	23
§ 2. L'influence de la révolution industrielle .. .	28
§ 3. L'Economie sociale .. .	36
CHAPITRE II. — L'école de la Réforme .. .	43
CHAPITRE III. — La nouvelle école libérale .. .	55
CHAPITRE IV. — § 1 ^{er} Les écoles socialistes de Saint-Simon à Fourier et Proudhon ..	61
§ 2. Stuart Mill .. .	82
§ 3. Bebel et le socialisme scientifique.	87
CHAPITRE V. — Les doctrines sociales chrétiennes ..	103
CHAPITRE VI. — Les partis féministes .. .	115
CHAPITRE VII. — Les théories sociologiques contemporaines .. .	135
Conclusion : Essai de classification des tendances .. .	149

Deuxième partie : **Les faits**

CHAPITRE I. — La tendance interventionniste .. .	159
CHAPITRE II. — L'action collective .. .	169
CHAPITRE III. — L'activité féminine dans les faits et les idées actuels .. .	183
CONCLUSION .. .	211
BIBLIOGRAPHIE .. .	231 à 240



IMPRIMERIE MODERNE, 11, Rue du Grand-Cloître, LANGRES
